

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 dir.; Maroc, 2,20 dir.; Tunisie, 220 m.
 Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
 17 fr.; Canada, \$ 1,10; CMA-Orpèdre, 225 CFA
 Danemark, 475 kr.; Espagne, 600 pes.; France,
 Grèce, 40 fr.; Iran, 120 rials; Italie, 55 sc.
 Italie, 700 l.; Liban, 200 l.; Luxembourg, 17 l.
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
 85 esc.; Espagne, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.;
 Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4297-23 PARIS
 Téléc Paris n° 680372

TH. - 246-72-23

Le Monde

idées

AFRIQUE

« Cela s'appelait l'Empire »

M. Pierre Lainé a regardé les émissions de télévision de Michel Droit : « Cela s'appelait l'Empire », et il dit pourquoi il a été choqué. Le petit-neveu de Savorgnan de Brazza qu'a rencontré Philippe Decraene n'a pas la nostalgie de la colonisation : il défend au contraire la « révolution culturelle africaine », pratique l'occuménisme christiano-musulman et vient se ressourcer au Sénégal, dont il apprécie, comme Jean Rous, l'évolution. Ce qui paraît plus inquiétant à Sissa Le Bernard, c'est l'écartèlement des intellectuels africains à propos de la lutte anti-impérialiste.

EN regardant sur T.F.I. les récentes émissions de la série de Michel Droit, « Cela s'appelait l'Empire », beaucoup de Français ont dû se demander s'ils ne vivaient pas, s'ils n'étaient pas transportés cinquante ans en arrière. Non, monsieur Droit, la réalité impérialiste française, la réalité coloniale, n'était pas belle. Ce fut une sale histoire, n'en déplaise à la présentatrice de service qui crut bon d'ajouter un sot commentaire au terme de la cinquième émission.

Il peut paraître fastidieux de répéter tout cela après tant d'années de prise de conscience, d'information qui se voulait, et veut encore libérale. Prise de conscience ? Je ne sais plus finalement, et c'est cela qui s'avère inquiétant. Alors, répétons une fois de plus, et pour le clou, prenons quelques exemples.

Michel Droit évoque la conquête de l'Afrique, chante les mérites de l'opération destinée à s'approprier le Tchad. Mais sur les conflits opposant les conquérants entre eux — conflits sanglants, énormes, — silence. Quelques « c'étaient les barbares », dit-il, « les esclaves réagissant à l'arrivée des « libérateurs » ». Mais sur la construction du chemin de fer Congo-Océan, par exemple (autant de morts que de travaux, dit-il), rien.

Michel Droit s'arrête longuement sur le personnage de Lyauté, il fallait s'y attendre. Le mythe de Lyauté-le-bâtisseur de la vie dure. Certes, le personnage était hors du commun, dans une certaine mesure attachant ; mais lui aussi fut un imposteur, à sa

façon. (Et quant aux conséquences de la mégalomanie ou de l'homosexualité sur son caractère et son action, pas un mot.) Il y a plus grave. Droit justifie l'offensive des troupes françaises par l'assassinat à Marrakech d'un médecin français, Mauchamp, il s'appelait, ce médecin, et c'est vrai, il fut tué, rapidement même ; mais ce que l'académicien ne dit pas, c'est que Mauchamp était aussi agent de renseignements. Plus grave encore : Droit évoque l'assassinat de neuf Européens à Casablanca ; ce qu'il omet de préciser, c'est qu'une voie ferrée construite dans le port traversait un cimetière, au mépris de toute sensibilité humaine, et surtout qu'en représailles le bombardement du quartier arabe par la marine d'un douar qui fit mille cinq cents victimes, en majorité femmes et enfants (cité par Charles-André Julien dans son excellent *Le Maroc face aux impérialismes*), qui précède que la destruction du bord fut, notamment, confirmée par une lettre écrite par un colonel enthousiaste du Maroc au député modéré Emmanuel Brousse, où il déclarait : « le 15 mars, tout a été massacré, les femmes et les enfants ; ».

(*) Maître-assistant à la faculté des lettres de Marrakech.

c'était une leçon nécessaire ». Droit loue la haute figure du glorieux de Marrakech mais se garde bien d'indiquer qu'il était l'instrument de la France, jouant le rôle d'un agent secret. Droit, en bon démagogue, n'oublie pas le petit coup de champagne à Mohammed V et à son fils, Moulay Hassan ; là encore, il ne précise pas que, lors des pitoyables événements de 1953, le sultan et ses deux fils subirent le rudement de la soldatesque de Gaillez.

Il serait possible de continuer ainsi, d'élonger la liste des mensonges ou des omissions significatives de Michel Droit. Répétons-le : il est scandaleux que, sous le titre de grande écoute, et pendant six heures d'antenne, T.F.I. se prête ainsi à une telle mascarade, à un tel travestissement de la vérité. Quel est le but ? Excuser le pillage de l'Afrique, pillage qui, bien sûr, continue et enrichit bon nombre de sociétés (et de particuliers) ? Justifier le racisme ordinaire et intolérable dont sont victimes, à Paris et ailleurs, Noirs et Magrébins ? Humilier à nouveau tout un continent ? Rejouer de cette vieille corde pourrie, de cette vieille rengaine de « la grandeur de la civilisation française » ? Monsieur Droit, un pays qui a pacifié l'Algérie avec les coquilles que vous savez, que nous ne savons que trop, n'a pas, n'a plus de leçon à donner à personne. Alors, taisez-vous donc !

À propos de ce, des dénominateurs, T.F.I. se livre à une série de raccourcis de troisième main ; nous sommes peut-être, mais sans inquiétude.

Du bassin du Congo aux rives du Niger

Pierre Savorgnan de Brazza tel qu'en son petit-neveu...

par PHILIPPE DECRAENE

COMME son oncle l'explorateur Savorgnan de Brazza, l'aristocrate Dalmio Pirzio-Biroli aime revêtir le saroual blanc serré à la taille et le chemise africaine, chausser des sandales de cuir et se coiffer d'un turban immaculé. Lorsqu'on le voit, sous les yeux le photographe de Nadar, qui immortalisa les traits de l'officier de marine originaire d'Italie qui, à la fin du siècle dernier, fit don d'un empire africain à la France, on s'aperçoit que le ressemblance entre le petit-neveu et le grand-oncle va au-delà du mimétisme vestimentaire. Même visage maigre, ascétique, même regard pénétrant et doux, même tenue et même tendresse, les deux hommes sont du même sang et de la même qualité.

Diplomate, représentant à Bamako le Communauté économique européenne, Dalmio Pirzio-Biroli est né en 1915 au château de Brazza, près d'Udine, dans le Frioul. La famille de Brazza compte une longue lignée d'officiers dans ses rangs. La grand-mère maternelle de Dalmio était la fille d'un officier « sudiste » qui s'était distingué durant la guerre de sécession. Son grand-père paternel était le frère de Pierre Savorgnan de Brazza, ancien de l'Ecole navale de Brest. Dalmio fut lui-même un brillant officier de cavalerie et, par sa femme, il est allié à la famille du célèbre amiral Von Tirpitz, créateur de la flotte allemande à la veille de la première guerre mondiale.

Tout est étonnant chez cet Italien volubile et aimable, conteur intéressant, hôte parfait : non point seulement l'habileté et les origines, mais aussi le caractère et le style de vie. Membre de la Résistance italienne, juriste, il appartient, tous les jours, à plusieurs cabinets ministériels, mais devient un des collaborateurs de Mitterrand avec lequel

Il travaille durant cinq ans à l'ENI. Il découvre les charmes de la diplomatie au Conseil de l'Europe où il s'occupe des relations extérieures. Et, après deux échecs à la députation comme candidat socialiste, en 1950, et en 1953, il se consacre exclusivement à ses activités de diplomate.

Il découvre le continent africain et il révisite à l'égard de l'Afrique à la vie spirituelle de notre époque. Il se sent des affinités avec Roger Garaudy et il explique : « Par ses écrits, Roger Garaudy peut aujourd'hui exercer une action personnelle beaucoup plus importante que lors de toute sa vie militante dans les rangs du parti communiste français... »

Comme l'ancien responsable communiste pour lequel il éprouve une profonde admiration, Dalmio Pirzio-Biroli estime qu'il faut repenser la société contemporaine dans son intégralité, et rompre avec tous les partis politiques, car tous font de l'électoratisme stérile. Comme Garaudy, il prend le plume pour défendre les idées qui lui sont chères. Africa nera (Afrique noire) et Révolution culturelle africaine (Révolution culturelle africaine), qui devraient prochainement faire l'objet d'une publication en langue française, sont quelques-uns des textes dans lesquels il insiste sur la nécessité de concilier la tradition africaine avec les réalités contemporaines. Il poursuit la rédaction d'une histoire de l'Afrique « arrêtée pour l'instant à la première croisade », achève celle d'une autobiographie romancée, prépare une série de causeries hebdomadaires destinées au quotidien ethnologique Le Soleil, rêve d'enseigner l'anthropologie politique à l'université des Mutants qu'anime à Gorée Roger Garaudy.

Où va le Sénégal ?

par JEAN ROUS (*)

ON s'inquiète ici et là de la situation du Sénégal. Certains de ceux qui tirent la sonnette d'alarme sont sans doute de bonne foi et ne veulent que du bien au cher et bon Sénégal. Mais, alors, pourquoi ne pas nuancer leur noir pessimisme de quelques propositions constructives ? D'autres campagnes sont plus suspectes. En effet, je reviens d'un séjour au Sénégal et j'ai pu me rendre compte sur place que ce pays était, à l'occasion de la crise indéniable qu'il traverse, soumis à la pression des milieux financiers internationaux, pour revenir à l'économie de la traite et au libéralisme, fût-il avancé. Les milieux d'affaires lui demandent de redonner la liberté au commerce principal, celui de l'esclavage, ainsi qu'il existait aux siècles. Comme si on ne savait pas d'avance, notamment avec l'exemple français, le résultat de cette politique pour les pauvres.

D'ailleurs, cette politique est, par-dessus le marché, utopique, car le Sénégal, qui n'a ni ressources naturelles ni énergétiques et qui est réduit à ses propres moyens humains, ne pourrait revenir au capitalisme à la manière de la Côte-d'Ivoire, qu'au prix de sacrifices encore plus lourds pour la majorité de sa population.

Nous assistons à la superposition de deux crises : la crise historique du Sénégal et la crise internationale actuelle. La première a commencé avec l'indépendance de l'A.O.F., qui a fait de ce pays la victime principale de la balkanisation. Tout autre pays se serait effondré, sans le sage politique de Senghor, qui tend à

reconstituer dans l'indépendance et malgré les pressions fédérales, les grandes ensembles fédéraux ou confédéraux voies en éclat. La crise actuelle résulte de la crise internationale, particulièrement lourde pour les pays sans ressources énergétiques et naturelles soumises à l'insatiable mondial et à la dégradation de termes de l'échange. Cette crise est aggravée par dix ans de sécheresse qui font que, cette année, la récolte d'une céréale de base, le mil, est réduite de moitié.

D'ailleurs, les paysans, en outre, en ont assez de la tyrannie archaïque et veulent une économie de subsistance, ce dont Senghor vient de convenir dans son rapport au conseil national du parti socialiste.

Le mécontentement est général, la volonté de changement se manifeste confusément partout, de sorte que, si le parti socialiste ne prend pas la tête de cette orientation vers le changement, la voie peut être ouverte aux aventuriers.

L'important n'est pas tant de s'agiter pour dénoncer le mal évident pour tous que de se mobiliser pour appliquer les solutions. De ces derniers, le conseil national du parti socialiste me paraît être conscient. Il s'agit d'abord, pour rétablir un certain climat moral, de faire quelques exemples bien choisis (et non parmi les lampistes) contre la corruption et le laisser-aller, qui ne sont qu'une résultante. Comme les Français le savent bien, le ne sont pas non plus propres à l'Afrique.

Pour mettre le cap vers une économie de subsistance auto-suffisante et autonome, des réformes de structures sont nécessaires, et les réformes anciennes doivent être démocratisées et décentralisées.

La démocratie paysanne

Ainsi l'économie de traite avait été remplacée par des organismes d'Etat, comme l'Office agricole ONCAD. Ce dernier a sombré dans la bureaucratie, et les paysans n'en veulent plus. Le Conseil national du P.S. a préconisé le dépassement de cet organisme au profit des communautés rurales élues par les paysans eux-mêmes et des coopératives réorganisées. Il ne faut pas tant s'occuper des paysans que de permettre aux paysans de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires. Ainsi, au lieu de revenir au libéralisme capitaliste, on approfondit la démocratie paysanne, ce qui est le vrai destin du Sénégal. Mais le système des communautés doit être étendu aux villes, car il en est question, pour en arriver à faire du Sénégal une démocratie travailliste s'autogérant et assurant sa propre subsistance.

Une réforme qui doit être entièrement reprise et adaptée est la réforme de l'enseignement. Le Sénégal a besoin, non pas d'une réforme plus ou moins inspirée de la France, mais d'une réforme tendant à un enseignement plus africain, simplifié et unifié, afin de ne pas produire des chômeurs diplômés mais des Sénégalais capables de remplir un emploi et de servir leur pays.

(*) Esprit.

Intellectuels et idéologies de domination

par SISSA LE BERNARD (*)

NOUS assistons aujourd'hui, de la conférence de Bandung et l'indépendance au grand jour du conflit sino-soviétique, à un écartèlement des intellectuels africains à propos des modèles théoriques et politiques concernant la lutte anti-impérialiste en Afrique.

Les intellectuels africains, dont la solidarité active avec des pays socialistes a été pendant longtemps juste, se voient maintenant divisés entre deux modèles idéologiques incarnés par la Chine et l'U.R.S.S. Il me paraît urgent d'attirer l'attention sur les risques que cet écartèlement fait subir à l'Afrique elle-même, par les profits qu'en tirent les pays impérialistes, par la soumission dans laquelle ils maintiennent nos pays et par les obstacles qu'ils continuent à poser à l'émergence d'une idéologie spécifique à l'Afrique dans ses déterminants physiques, économiques, culturels et historiques particuliers.

Aujourd'hui, le principal obstacle à l'apparition d'une idéologie autonome (mais fondée sur des principes scientifiques susceptibles d'aboutir à des résultats théoriques démontrés) dans la lutte anti-impérialiste paraît provenir de l'intervention incessante et bien dans l'analyse des relations internes aux pays socialistes que dans celles des relations entre ces pays socialistes et les pays néo-colonisés du concept vulgaire de « social-impérialisme » pour caractériser l'Union soviétique. Ce concept est le prétexte à la fausse thèse des trois mondes qui sert de justification idéologique à la politique extérieure de la Chine.

Sans vouloir aucunement imposer aux Etats africains un modèle quel qu'il soit, mais précisément pour contribuer à donner à l'Afrique les possibilités d'une pensée et d'une pratique propre, unies et cohérentes, il importe de mesurer avec lucidité les enjeux objectifs qui se cachent sous ce concept (souvent d'ailleurs mal défini) et cette théorie, ainsi que derrière l'attitude qu'ils entraînent : à savoir, la désignation actuelle de l'Union soviétique comme l'ennemi numéro un des peuples opprimés ; thèse selon laquelle l'Union soviétique serait le seul ennemi et pendant des impérialismes occidentaux, assaillies plus qu'avant encore de volonté de domination et d'intention économiquement hégémonique.

Cette division et ces querelles profitent uniquement aux régimes corrompus et impopulaires actuels d'Afrique, ce qui fait en définitive, le jeu conséquent à toute stratégie opportuniste des pouvoirs en place qu'ils prétendent détruire.

La référence à la théorie des trois mondes (c'est-à-dire à la politique chinoise comme modèle de raisonnement politique) à opposer à un modèle d'inspiration soviétique devient, dans la conjoncture actuelle, une arme dont ceux qui l'utilisent ne voient pas qu'ils manipulent, malgré

eux, peut-être, mais avec efficacité. Aujourd'hui encore plus qu'hier, ce sont les mêmes impérialismes qui sont à l'œuvre en Afrique en dépit de certaines défaites. La notion de social-impérialisme et la théorie des trois mondes entraînent et développent dans des discours où l'analyse cède à l'incapacité de théorisation, et où la rationalité politique fait place à des pseudo-critiques véhiculées de l'extérieur, jouent objectivement contre l'affirmation intellectuelle et culturelle autonome des intellectuels africains.

Parce que cette théorie n'est pas une pure donnée scientifique, mais renvoie à une longue histoire conflictuelle entre les deux géants du socialisme sur la base de leurs intérêts réciproques d'Etat, elle ne devrait donc pas s'imposer à l'imaginaire de chacun comme certitude.

Les intellectuels qui ont le privilège d'avoir accès à l'information et au savoir dans les métropoles occidentales ne servent les peuples d'Afrique que quand ils prennent conscience de la nécessité de procéder par eux-mêmes à l'analyse de ce que le continent recèle de spécificité dans la lutte anti-impérialiste.

Une telle position de lucidité et de recherche nous évite, par exemple, cette attitude qui consiste, quand on demande à certains étudiants africains de citer aujourd'hui pour eux la date du 21 août 1958, à répondre : Prague, alors qu'ils ignorent que c'est le 21 août 1968 qui a débuté officiellement l'intervention massive de la France au Tchad pour soutenir le régime impopulaire de Tombalbaye ; intervention qui maintient encore l'assaut.

Parlant d'une analyse précise de la situation concrète africaine, allant dans le sens d'une autonomie idéologique et économique, on peut et on doit objectivement, sans contradiction avec le non-alignement, mettre en garde contre les idéologies importées, les stéréotypes ou le bouc émissaire voué aux gémonies qui servent à reproduire l'ordre ancien et à réaffirmer un état de fait, à renforcer un système de dépendance.

(*) Philosophie centralafricaine.

La Bible et le Coran

D'un long séjour à Dakar, où il fut en poste diplomatique pendant plusieurs années, il conserve un souvenir enchanté. C'est en terre sénégalaise que ce sexagénaire idéaliste et fantasque a pu installer pour une retraite qui s'annonce très active. Il partagera alors, dit-il, son temps entre la presqu'île du Cap-Vert et le Frioul. Vivent l'occuménisme dont il se réclame, il se consacrera à la fois au catholicisme et à l'islam. Usant quotidiennement l'aouda et l'épée, comme le font rarement les clercs aujourd'hui, de plus en plus largement engagés dans le monde, chantant matines lorsqu'il effectue des tournées en brousse, il manifeste déjà le même intérêt pour le Coran et les textes sacrés musulmans. Fier d'arabe, langue dans laquelle il perfectionne actuellement ses connaissances, il se réclame avec insistance du cheikh Ouassene Badji, marabout qui, à partir de la Casamance, rayonne à travers une partie de l'Afrique occidentale.

Pour moi, la Bible continue dans le Coran. J'ai donc donné mon adhésion à la foi musulmane sans abjurer pour autant le christianisme — en plein accord avec mes nouveaux coreligionnaires de la foi — à la messe chaque dimanche, les jours de prières musulmanes, tout en continuant à fréquenter régulièrement la mosquée...

Sous le front volontaire, derrière le visage hâlé qu'animent des yeux vifs et mobiles, transparaît une irrépressible nostalgie du grand oncle. Dans cet intérieur qui rappelle ceux des « orientalistes » des années 30, tout s'ordonne autour de la reproduction de la célèbre photo de Nadar et des souvenirs personnels de l'explorateur qui libéra les esclaves sur les rives du Congo. Masques et statuettes, nattes et tapis, étoffes et tentures, estampes et gravures, livres et albums, cet environnement tout entier exalte la mémoire de Pierre Savorgnan de Brazza. Dalmio Pirzio-Biroli explique avec fougue et une profonde nostalgie : « Je ne peux pas parcourir l'Afrique en pirogue... » Restent deux projets ambigus : faire transférer d'Alger, où ils reposent depuis soixante-cinq ans, les restes du grand-oncle, et perpétuer la présence, sur le continent noir, de l'aristocrate officier de marine en mélangeant le sang de son petit-neveu à celui d'une authentique princesse africaine...

CORRESPONDANCE

Le Père Michel Lelong nous écrit :

Une page du Monde, consacrée à l'islam, a donné à l'un de vos lecteurs, M. Louis Merguiz, l'occasion de poser une question importante : l'appel à la réconciliation entre chrétiens et musulmans n'est-il pas motivé par la tactique d'un front commun contre l'athéisme ? (Le Monde, 15 août 1980). Après avoir cité mon article « Du prosélytisme au

dialogue » (Le Monde, 29 juillet), votre correspondant écrit : « Ce que, dans l'appel à la reconnaissance réciproque de la dignité de l'une et l'autre religion, l'athée, non seulement est banni, mais est désigné, indûment, et avec insistance, comme l'ennemi commun ».

Il m'est impossible de laisser passer, sans réagir, une telle affirmation, qui ne correspond ni à ce que j'ai écrit dans

l'article cité, ni, bien entendu, à ce que je pense. Je suis, en effet, convaincu — et je l'ai longuement expliqué dans mon livre Pour un dialogue avec les athées (Le Cerf, 1965) — que, s'ils donnaient à la vie et à la mort une signification ultime, profondément différente, croyants et incroyants peuvent et doivent se retrouver pour promouvoir des valeurs communes et pour défendre ensemble les droits de l'homme.

هكذا من الأصل

Pour la première fois, mardi, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a accepté, en réponse aux questions de correspondants occidentaux, de Moscou, de commenter les événements de Pologne. Ces événements, a-t-il dit, « constituent une affaire purement intérieure à ce pays. Les intérêts de l'U.R.S.S. et la Pologne restent inchangés. Elle ne peut compter sur une compréhension mutuelle totale par une coopération dans tous les domaines ».

La presse soviétique continue cependant d'évoquer les événements polonais en termes favorables, toujours par allusion à la promesse de M. Giersek de permettre des élections syndicales au bulletin secret et à candidature libre. Le commentaire de l'agence Tass accusant les « milieux impérialistes » de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un « Etat démocratique souverain », n'a pas, d'autre part, été repris dans les journaux soviétiques du 27 août. Selon notre correspondant à Moscou, enfin, de nombreuses questions relatives à la

situation en Pologne seraient posées depuis une huitaine de jours dans les réunions du parti. Aucune réponse précise ne serait faite par les dirigeants, comme s'il fallait encore attendre des considérations plus générales de la propagande au Comité central. On peut penser que ce flottement est dû à l'éparpillement des membres du bureau politique, traditionnels pendant l'été. Ce n'est que dimanche soir, à Washington, que M. Kucinski et Genscher ont fait savoir que les États-Unis et la B.F.A. estiment que « toutes les parties extérieures aux événements de Pologne devraient faire preuve de la plus grande retenue » et qu'il appartient « aux autorités et au peuple polonais de régler eux-mêmes les problèmes qui se posent ». Les deux jours, selon ce communiqué, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a informé le

secrétaire d'Etat américain - des considérations ayant amené le gouvernement fédéral à ajourner la rencontre entre le chancelier Schmidt et M. Honecker. La volonté de développer les relations entre l'Assemblée fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande demeure », précise ce texte.

A Bonn, enfin, le ministre onest-allemand de la défense, M. Hans Apel, a lancé mardi une mise en garde contre « toute ingérence - une prise de position pour ne pas fournir un exemple à la République soviétique ».

Seules la condamnation et l'absence de violence peuvent résoudre le problème auquel est confrontée la Pologne actuellement », a-t-il dit.

Le risque d'une intervention soviétique a été évoqué à Varsovie par M. Byssard Wojna, commentateur de « Trybuna Ludu », qui a déclaré mardi soir que la « déviation » de la crise actuelle peut amener le pays au bord de la catastrophe. Il rappelle les événements de

la fin du dix-huitième siècle (une époque à laquelle la Pologne indépendante fut partagée entre la Prusse, l'Autriche et la Russie). Nous sommes dans une zone, direction d'émigration vers les sociétés occidentales.

En dépit des négociations de Gdansk, les grèves ont tendance à s'étendre, les services de transport en commun de Lodz (120 kilomètres au sud-ouest de Varsovie), Koszalin (sur la mer Baltique) et Poznan (à 100 kilomètres au sud du pays. De plus, les ouvriers de l'usine en signe de solidarité avec les grévistes du Nord du pays. De plus, les ouvriers de l'usine de tracteurs « URSUS », près de Varsovie, qui avaient été les premiers à se mettre en grève, ont décidé d'arrêter tout public en compagnie en vingt et un points élevant les mêmes revendications que celles du comité de grève inter-entreprises de Gdansk. En outre, à Rzeszow et la Wroclaw (300 kilomètres au sud-ouest de Varsovie), plusieurs autres entreprises importantes auraient également cessé le travail.

(Suite de la première page.)

Le faux bond de M. Jagielski amène évidemment à se demander s'il n'est pas allé — malgré un contact permanent avec Varsovie — trop loin aux yeux du reste de la direction. Mais il manque même les indices les plus élémentaires pour en juger : on ignore s'il a été soudainement rappelé ou seulement retenu plus longtemps que prévu par le bureau politique, qui siège pratiquement à Varsovie, et si, dans l'interdague M. Olszowski semble jouer un rôle dominant (voir l'interprétation officielle publiée ci-contre).

Des rumeurs de plus en plus précises, mais encore invérifiables, ce mercredi matin, font état de graves importations à Nowa-Huta, Wrocław, Rzeszów et à Łódź dans les transports en commun. L'appel à la modération lancé dans la soirée par le primate (voir ci-contre), à la grande surprise de certains des milieux catholiques libéraux, n'a été pris que très partiellement en compte, et n'a été intégré par la télévision dans la soirée. Cette appartenance du cardinal sur les écrans est exceptionnelle. En situation vraiment grave, l'Eglise constitue le dernier recours, douloureux mais

malque, pour le pouvoir. La situation — cette situation si difficile — à apprécier d'après d'informations libres — s'est-elle à ce point aggravée ? Et si oui, cela va-t-il susciter un raidissement, ou, au contraire, une détente, une flexibilité des négociations à Gdanek ?

La base ne se sonde apparemment guère de toutes ces questions. Quand il n'y a ni menace, ni communique, ni déclaration à retrasmittre, la radio du chantier diffuse de la musique pop à tout-va. On se sent bien, de mieux en mieux pour tant dire, depuis que le régime a adopté la solidarité (solidarité discrète) à fonctionner et que d'énormes samovars — venus d'on ne sait où — permettent de boire chaud toute la journée. On se sent bien, de mieux en mieux, car le régime a inventé froids du soir ou pas, la journée a été bonne, très bonne.

Mardi, à 11 heures du matin, M. Jagielski et les membres de la commission gouvernementale arrivent au chantier. Ils n'y ont rencontré pas de communistes. C'est celui qui se présente, dit-il, celui où se massait la foule, celui où tant de grévistes, en 1970, sont tombés sous les balles. Ils entrent discrètement par une autre porte et cela étonne : on voit là du mépris. Pour la première fois depuis le début de la grève, l'atmosphère est assez sereine. La veille, lundi, c'était la guerre des nerfs. En principe, les conversations auraient dû reprendre vers 18 heures, mais les autorités avaient fait savoir qu'elles n'étaient toujours pas

d'accord pour rétablir le téléphone, sans que Szecmzin, pas d'accord non plus pour des discussions solely radio-télévisées.

A trois reprises, par des canaux différents, des contacts avaient eu lieu entre le président du D.K.R. et les dirigeants de l'Armée rouge résultat qu'une extrême confusion. A 18 heures, l'onkaze était tombé : si vous ne reprenez pas immédiatement et sans condition aucune, nous ne pouvons savoir à tout le pays que vous refusez la négociation que nous vous offrons. Lech Walecia fait fonction sur le micro, explique la situation, dit qu'il n'est pas déçu : « Nous cédons ou pas ? Réponse : un non unanime, clairement suivi d'un hurlement de la foule. L'hymne national. Très peu de temps après, coup de téléphone de la préfecture : la liaison avec Varsovie sera rétablie sans délai, mais la communication directe sera une heure de synthèse des discussions ; chacune des deux parties aura dix minutes pour exposer sa position aux autres et attendre demain mardi. Toute la nuit, les six intellectuels qui conseillent les dirigeants depuis dimanche, les six membres de l'état-major d'avant-garde, travaillent d'arrache-pied.

Alors, ce mardi matin, allait-on vraiment parler au fond et pour aller au bout des choses ? En d'ordre, les équipes de télévision polonaises pénétrèrent dans la salle de réunion et filmèrent les premières minutes de l'avisé. Le premier à demander de M. Zieliński. M. Lech Wałęsa attaque immédiatement avec une déclaration très étonnante, « Les difficultés de la Pologne » « Les difficultés de l'économie, dit-il, résultent, en grande partie, du manque de représentation des intérêts des citoyens. En conséquence, tant avec nous, nous avons une possibilité d'y remédier. Ce n'est pas contre le système socialiste que nous nous battons. Nous ne voulons pas pour nous pouvoir créer un syndicat indépendant et c'est la priorité. Nous ne voulons pas porter atteinte à la propriété sociale, mais la propriété de production. Les usines nous la propriété de la nation, mais nous voulons dire les affaires de la nation. Nos négociations seront difficiles mais nous devons tout faire preuve de patience et de bon sens. » « Avant de nous entendre sur le problème du syn-

dans le livre, je voudrais clarifier le point où nous en sommes. La plupart de vos remontrances qui touchent aux intérêts directs des ouvriers sont positives. Ce qui est négatif, c'est la question de la réduction. (...) Pour ce qui est du paiement des jours de grève, moi ne peux pas me substituer aux autres. Je pense que les décisions me semblent que cela devrait être fait et les retards dans la production sont rattrapés. Pour les salaires, j'ai dit qu'il y avait eu une baisse de 3 000 stotrs et échelle mobile, j'ai donné de larges explications (*Le Monde* du 8 août) et l'essime d'être satisfait.

Le point 10 (l'appropriement en viande) nous préoccupe nous-mêmes beaucoup et nous travaillons à résoudre cette question. Le point 9 (la répartition rationnelle pour assurer la justice dans la distribution) nous laisse sceptiques. Mais si vous voulez, nous sommes prêts à les entendre. Je vous ai déjà donné mes arguments sur le point 12 (la participation au profit). Quant au marché intérieur, Sur le troisième point (M. Jagielski n'a abordé là qu'un aspect : l'allocation inégalement répartie des machines agricoles), nous sommes d'accord mais il faut établir un calendrier d'ici au 1^{er} novembre, comme pour le point 11 (transfert des biens à la retraite). Pour ce qui est du quinzième point (augmentation des retraites et modification des conditions de travail), nous sommes d'accord, mais il faut aussi du temps. Nous acceptons les derniers points (divers avantages sociaux et amélioration des ser-

Déhors la base, qui ne peut suivre les débats, commence à crier si fort que l'on ne s'entend plus. Pause pour brancher le sonorisateur, et M. Walesa répond : « Monsieur le premier ministre, j'ai décidé au contraire que les points que vous avez énumérés ne sont pas très importants (applaudissement prolongés). Quand nous serons d'accord sur la question du syndicat, tout sera réglé. » M. Walesa veut plus en revenir au même point tous les dix ans et doit encore recourir à la grâce, faute de pouvoir nous faire entendre autrement (applaudissements). Les sept autres points n'ont rien de très important, mais nous le point le plus important.

M. Jagielski : « Il faut négocier tout ce qu'on peut négocier. Pour les ouvriers, les conditions de travail, les salaires, le fonctionnement des hôpitaux sont des choses importantes et tout cela fait partie de vos revendications. Si je n'avais pas répondu à vos questions, j'aurais peut-être ne pas l'avoir fait. »

Arrivée des conseillers de la commission gouvernementale. Echange de répliques et de politesses. M. Jagielski dit : « Je reprend : « Pour ce qui est des syndicats, vous savez ce que j'ai dit samedi (le Monde du 30 août). Les syndicats ont le droit de participer au pleinum du conseil central et on y a considéré que le renouveau des syndicats était une tâche importante et immédiate. Aujourd'hui, la grande des syndicats est démissionné. Il est nécessaire de rendre possible une amélioration radicale de leur fonctionnement pour leur donner une véritable indépendance de classe. Or les ouvriers le voudront, il y aura immédiatement de nouvelles élections syndicales. Elles auront lieu dans la région de Gdansk, démocratiques et secrètes. La défense des ouvriers est la fonction première du conseil central et il y est déclaré qu'il était nécessaire de doter les syndicats d'une nouvelle charte et de définir les droits et les devoirs des syndicats comme forme de défense des intérêts ouvriers lorsque tous les autres moyens sont épuisés. La nouvelle charte devra prévoir, comme dans tous les pays, des conditions à la grève. »

Le vice-premier ministre vient de promouvoir la législation du

droit de grève. Personne dans la grande salle mitoyenne, où les délégués suivent les débats, ne montre même un signe de satisfaction.

M. Andrzej Gwiadzi, ingénieur et membre du présidium du SIEM, prend la parole. « Nous sommes en train de vivre une situation de crise ; quelles sont les causes de cette crise ? Depuis des années, dans toute l'Europe, les entreprises ont des problèmes ; elles doivent répondre du volume de la production, mais personne ne leur donne d'ordres. Les entreprises et les ouvriers réalisent cette production. Les syndicats ne défendent pas les ouvriers, au contraire, ils les trahissent. Je suis convaincu que la théorie marxiste soumise à la critique des faits par les propriétaires qui réalisent leurs profits au détriment de la production, est fautive. Les faits se répètent : 1956, 1970, 1975, 1980 et le cycle se raccourcit. Je ne s'agit pas seulement de la crise de la production, mais aussi que le monde ouvrier n'a aucune influence sur les décisions prises par les propriétaires sur la dé-mocratie.

« La cause directe de cette grève est que nous ne voulons plus continuer à vivre dans cette situation où l'absence d'une représentation de valoir, ne peut mener qu'à l'inflation. Les syndicats existants ne garantissent pas la stabilité du salaire et ont perdu toute autorité et on ne peut pas les changer par la loi, or nous n'avons plus confiance dans leur capacité de garantir qu'ils auront une représentation réelle. Les documents internationaux ratifiés par la Pologne depuis 1978 stipulent que tout ouvrier a le droit de créer un nouveau syndicat (...). La seule manière de parler à tous les déformations des lois actuelles est de donner le droit à créer toujours de nouveaux syndicats. Peut-être certains pourraient-ils vouloir dire que cela entraînerait une division, mais je crois que la semaine de la Pologne, son calme monétaire pendant le voyage de la délégation internationale pour la solution d'Agost, Rossini... »

« Comment créer de nouveaux syndicats ? Il faudrait modifier la loi de 1949, abroger beaucoup d'articles du code du travail et de la législation sociale. Les syndicats doivent pouvoir communiquer librement avec leurs membres et avec leurs propres publications. Ils doivent être en mesure de faire des enquêtes, de faire des sondages, de prendre presse et puisent publier ce qu'ils pensent, même si cela ne plaît pas aux employeurs. Les syndicats doivent être libres de faire des cycles, des erreurs commises par les dirigeants (bonheur d'applaudissements). Il faut aussi que les syndicats puissent agir avant qu'elles ne s'accroissent. Si on accoutie la société, on pourrait éviter beaucoup de fautes. Elle doit disposer de syndicats indépendants (...). Nous attendons de vous l'engagement que l'adhésion à la CGT est un acte de civilité à tout enseignement (...). Voulez-vous répondre ou souhaitez-vous entendre d'autres explications ? »

M. Jagielski : « Que chacun de nous réexamine ici le mieux que vous donniez toutes les prévisions... »

Un autre membre du présidium M. Florian Wisniewski : « La situation de l'Etat... Nous ne sommes pas trop pourquoi le gouvernement essaie de réorganiser les syndicats et veut en même temps en créer de nouveaux. Les syndicats existants sont si compromis que même notre présence en leur sein ne leur permet pas de faire de nouvelles sommes prêts à transformer le M.K.S. en comité de création de nouveaux syndicats. La convention du T.O.T. nous en donne le droit... »

Un autre membre du présidium, M. Florian Wisniewski : « La situation de l'Etat... Nous ne sommes pas trop pourquoi le gouvernement essaie de réorganiser les syndicats et veut en même temps en créer de nouveaux. Les syndicats existants sont si compromis que même notre présence en leur sein ne leur permet pas de faire de nouvelles sommes prêts à transformer le M.K.S. en comité de création de nouveaux syndicats. La convention du T.O.T. nous en donne le droit... »

après notre opinion sur cette situation. Vous pouvez donc être entendus car la mauvaise gestion coûte beaucoup plus cher au pays que les greves. Seule l'existence de syndicats indépendants nous permet de nous défendre. Les autres, mes et bien. Ayez confiance en nous (...). Nous voulons des syndicats indépendants pour sauvegarder nos intérêts. Nous voulons chaque mot soigneusement pesé, compte) régler nos problèmes économiques intérieurs : nous sommes tous des Polonais.

M. Jagielski demande une suspension de séance. Il dure environ quarante minutes, et va téléphoner des bâtiments de la direction. On en profite pour passer à l'ordre du jour. Le président de la C.F.D.T. annonce d'abord la lecture d'introduction signée par M. Edmond Maire. « Qu'est-ce que la C.F.D.T. ? » interrogera-t-on dans tous les cas. Le syndicat est une organisation qui explique clairement qu'il peut, exprime le soutien sans réserve de sa centrale, remet 110 000 francs de collecte à M. Lech et se propose de faire un tour de pays de solidarité auprès des ouvriers de la région.

A son retour, M. Jagielski déclara : « Je comprends que tous ceux qui ont compris la situation profondément ont rejoint le fonctionnement des syndicats (1). Nous sommes pleinement d'accord sur cette critique et il n'y a pas de différences entre nous. Traiter les syndicats comme on veut aller dans la même direction et donner une vie nouvelle aux syndicats ? Nous avons entendu nos points de vue respectifs. »

« Vous avez dit qu'il y avait une différence d'avis. Je vous propose donc que nous désignons chacun trois représentants qui traiteront cette question. »

M. Lech Walesa : « Nous ne voulons pas améliorer le fonctionnement des syndicats, nous les dissolvons et nous les remplaçons par des comités d'entreprise. »

M. Jagielski : « Vous avez présenté vos points de vue et nous les notons, il s'agit de négocier. »
M. Waleša : « Je veux une réponse claire, il s'agit d'améliorer les syndicats ou d'en créer de nouveaux. Nous voulons connaître la base de départ. »
M. Jagielski : « Je voudrais qu'on approfondisse, qu'on discute, que nous nous écoutions, c'est ainsi qu'on négocie. »
M. Andrzej Gikizdas : « Peut-être y a-t-il un malentendu. Nous ne sommes pas naturellement en

contre l'amélioration des syndicats existants. Nous saluons cette idée, car lorsque nous aurons créé les nôtres, notre coopération avec eux sera plus facile et fruc-

M. Jacelewski, pressé de questions, harcelé, a répondu à un moment qu'il acceptait comme base de discussions les conventions internationales sur le droit du travail. Bientôt, les membres du présidium semblent se convaincre qu'il s'agit peut-être là d'une véritable ouverture à une négociation de fond. C'est le sentiment aussi qui s'impose à tous ceux qui observent la scène. L'accord se fait sur une réunion en petits comité à laquelle participeront trois membres du présidium, quatre membres de la commission économique et trois ministres, des trois « experts » de chacune des trois parties.

Du côté du gouvernement, deux des experts, les professeurs Pajestka et Radziejewicz, sont des conseillers personnels de M. Piłsudski. Les hommes connus pour leur ouverture d'esprit. Ils bénéficient d'un préjugé favorable dans les milieux de l'opposition modérée — ces milieux auxquels appartiennent les experts agrariens et les experts des affaires privées. On se connaît et s'estime très bien. Et comme la réunion commença après bien des apartés, l'optimisme régna, prudent, mais clair. Lorsque la porte s'ouvrit sur le grand hall, les experts du dossier haut, les cigarettiers d'yeux criant qu'on avance vite et bien.

« *Trop vite et trop bien* », commenta un intellectuel catholique, à l'heure où il n'est pas encore certain que les pessimistes aient raison.

BERNARD GUETTA

(1) Dans une interview accordée à la B.B.C. et diffusée le mardi 28 août, M. Walesa a été moins prudent. Il répondit à une question sur la compatibilité du régime communiste et de la syndicalité libre, il a répondu par cette boutade qui lui sera certainement reprochée par ses ennemis : « Si quelque chose ne fonctionnait pas (aux chantiers navals de Gdansk), nous le réparerons, ce sont nos débarassons, nous nous occupons en ce lieu en Pologne en 1856, 1970 et 1880, et si deviennent plus fréquente. C'est pourquoi la machine doit être réparée. Mais il semble que ce soit pas possible, alors nous devons nous occuper de nous-même ».

Varsovie (A.F.P.). — L'interprétation officielle du résultat des négociations avec les grévistes de Gdansk a été donnée mercredi 27 août par l'agence coloniale de presse officielle PAP dans la forme suivante

La commission gouvernementale a proposé des solutions qui tiennent compte des demandes des travailleurs d'une part et des possibilités actuelles d'emploi d'autre part. Les propositions concernent des hausses des salaires, la mise sur pied d'allocations visant à compenser l'augmentation du coût de la vie, l'encouragement à l'embauche de travailleurs, l'amélioration de l'apprentissage, le marché, la hausse des allocations familiales et des pensions de vieillesse et d'invalidité.

Certaines revendications, notamment celles concernant un meilleur abaissement de l'âge de la retraite, le congé de maternité payé, dépassent les possibilités actuelles du pays. Ces questions seront examinées dans l'avenir, lorsque les conditions pour cela seront réunies.

L'agence ajoute que « les opinions (de la commission gouvernementale et du comité d'entreprise) ont été divergentes, notamment en ce qui concerne la structure du mouvement syndical ». Alors que le comité de grève a demandé la constitution d'un syndicat séparé, la commission gouvernementale a « assuré les prévisibles que les autorités vont autoriser l'introduction, dans les syndicats existants, de changements qui en feront une organisation pleinement autonome et strictement liée aux besoins des travailleurs et défendant leurs intérêts et leurs droits ».

● **ERRATUM** — Dans l'article « Les communistes » (le Monde, 12 août) deux erreurs de transcription ont fait dire à M. de Maunier le contraire de ce qu'il voulait exprimer. Le passage relatif à la rétablir ainsi qu'il faut toutes ces explosions ont été transformées par des difficultés économiques, les revendications principales portant sur le rattachement des communes matricières, les communes diminuées par une hausse de prix, une amputation de territoires, une suppression des paroisses, une augmentation des taxes locales (et non, comme il est écrit, une diminution des normes) : la dernière phrase aurait dû être : « Entre le gouvernement et l'Eglise s'établissent des rapports de collaboration qui ont été

Alors, ce mardi matin, allait-on vraiment parler au fond et pour aller au fond ?

« Oui », avait répondu le directeur d'ordre, les équipes de télévision polonaises pénétrant dans la salle de réunion et flânant les premières minutes de l'émission.

« La première question », avait demandé M. Ziapielski. M. Lech Wałęsa attaque immédiatement avec une déclaration inattendue, en français, à l'attention des journalistes :

« Les difficultés de l'économie, dit-il, résultent, en grande partie, du manque de représentation des intérêts des citoyens. En fait, on n'a tenu aucun compte, nous n'avons aucune possibilité d'y remédier. Ce n'est pas contre le système socialiste que nous nous battons. Nous ne sommes pas prêts pour pouvoir créer un syndicat indépendant et c'est la priorité. Nous ne voulons pas porter atteinte à la propriété sociale, nous ne voulons pas détruire les entreprises de production. Les usines nous la propriété de la nation, mais nous voulons dire les affaires de la nation. Nos négociations seront difficiles mais nous devons tout faire preuve de patience et de bon sens ».

« À l'heure », avait dit Ziapielski : « À l'heure de vous entendre sur le problème du syn-

Cette question n'est absolument pas nouvelle. Elle a été soulevée à maintes reprises, et on considère que le renouveau des syndicats était une tâche importante et immédiate. Aujourd'hui, cette tâche est devenue plus urgente. Il est nécessaire de rendre possible une amélioration radicale de leur fonctionnement pour leur permettre de jouer un rôle décisif dans la classe. On les ouvriers le voudront, il y aura immédiatement de nouvelles élections syndicales dans le rapport de Gdansk, démocratiques et secrets. La défense des ouvriers est la fonction première des syndicats. Cette activité est un aspect important de la lutte de la politique générale du pays. J'ai fait part de ces idées à la commission et j'y ai déclaré qu'il était nécessaire de doter les syndicats d'une nouvelle charte et de définir les tâches des syndicats, tout comme forme de défense des intérêts ouvriers lorsque tous les autres moyens sont épuisés. La nouvelle charte devra créer, comme dans d'autres pays, des conditions à la grève.

Le vice-premier ministre vient de proposer la légalisation du

M. Jagielski : « Que chacun de nous réexamine ici le mieux que vous donniez toutes les prévisions... »

Un autre membre du présidium M. Florian Wisniewski : « La situation de l'Etat... Nous ne sommes pas trop pourquoi le gouvernement essaie de réorganiser les syndicats et veut en même temps en créer de nouveaux. Les syndicats existants sont si compromis que même notre présence en leur sein ne leur permet pas de faire de nouvelles sommes prêts à transformer le M.K.S. en comité de création de nouveaux syndicats. La convention du T.O.T. nous en donne le droit... »

Un autre membre du présidium, M. Florian Wisniewski : « La situation de l'Etat... Nous ne sommes pas trop pourquoi le gouvernement essaie de réorganiser les syndicats et veut en même temps en créer de nouveaux. Les syndicats existants sont si compromis que même notre présence en leur sein ne leur permet pas de faire de nouvelles sommes prêts à transformer le M.K.S. en comité de création de nouveaux syndicats. La convention du T.O.T. nous en donne le droit... »

Désormais, rencontrez
chologiquement préalable –
caractère, l'efficacité –
compatibles avec les v
C'est la chance fantastique
Le monde change, ch
de découvrir celle que

ION INT
Institut de Psychologie

BON

Veuillez m'envoyer sans engagement
le livret d'information ou brochure
M. Mlle Mlle.....
Prénoms.....
Adresse.....

☐ ION FRANCE (MC 03) 96, rue Solférino
☐ ION RHONE-ALPES (MC 02) 35, rue
☐ ION MIDI-PYRÉNÉES (MC 02) 51,
Tél. : 0 3 25 55 55
☐ ION BELGIQUE (MC 05) 105, rue
100 BRUXELLES Tél. 02 23 12 12
☐ ION SUISSE (MC 03) 10, rue Po

grâce à une étude pays-
dés partenaires dont le
même la sexualité sont
vires,
que que vous offre ION.
angez aussi votre façon
ous recherchez pour la vie.

RATIONAL

thologie fondé en 1950

GRATUIT

ment, sous pli neutre et cacheté,
ur "Pour un compte nouveau".

.....Age :

.....

.....

Marcus, 7600 Paris - Tél. 82.87.25 +
une Rockefeller-5003LYON-Tél. 84.24.24.
ailien Desroches 5160 TOLOUSE

Marché aux Herbes, 50 Rue St
lot, 121 GENÈVE-11 - Tél. (022) 21.76.01

**voici une forme
de rencontres
qui vous
enthousiasmera**

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.
C'est la chance fantastique que vous offre ION.
Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION INTERNATIONAL
Institut de Psychologie fondé en 1950

BON GRATUM

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli scellé et cacheté,
le livret d'information ou coupons "Pour un compte nouveau".

M. Marc HILL.....kg.....

Prénom.....kg.....

Adresse.....

LOI ITALIENNE (MOS 64) rue Saint-Lazare, 2000 PARIS 8 - Tél. (01) 47 70 00 00
LOI ROMANE ALPHABETIQUE (MOS 64) 100, rue de Valenciennes, 10500 LILLE - Tél. 03 20 20 20 20
LOI MIDI-AQUITAINE (MOS 65) 1, allées Demoussies 31400 TOULOUSE
Tél. : 05 62 56 56

LOI BELGUE (MOS 67) 105, rue du Marché-aux-Herbres, Boite 21
1050 KEXELLES TEL. 071 74 74 74

LOI SUISSE (MOS 68) 10, rue Porrett, 1201 GENEVE-11 - Tél. (022) 32 21 21

EUROPE

L'EXTENSION DU MOUVEMENT DE GRÈVE EN POLOGNE

Le conseil central des syndicats change de président

Varsovie (A.F.P.). — Le conseil central des syndicats polonais a accepté, mardi 28 août, la démission de son président, M. Jan Szyniak, élu dimanche, du bureau politique du parti et élu à sa place M. Romuald Jankowski, président de la fédération des syndicats de la métallurgie. Le conseil était réuni, selon l'agence officielle PAP, pour définir une nouvelle législation sur les syndicats. L'agence indique, citant l'avis des participants à la réunion, que « l'origine de la crise actuelle réside dans les erreurs significatives faites dans la politique économique, ainsi que dans les revers, voire les succès, dans le développement de la démocratie socialiste ». Le conflit a donné lieu à une critique dans la presse, mais la fédération des syndicats, notamment en ce qui concerne l'insuffisance de leur principale fonction : celle de porte-parole des ouvriers et défenseur de leurs intérêts. « La condition première (pour les syndicats) pour sortir de la crise et retrouver leur crédibilité est une action concrète visant à rétablir dans la vie sociale et économique la ligne et les principes approuvés par le sixième congrès du parti ouvrier unifié polonais (POUP) » (en décembre 1971), ajoute PAP. Les participants « considèrent

comme impératif que soient définies les principes de coopération entre les syndicats et l'administration économique et gouvernementale à tous les niveaux ». Pour sortir de la crise, il est nécessaire « de renforcer le rôle et d'élever le rang des syndicats, ainsi que de leur octroyer de larges pouvoirs qui garantissent leur participation réelle et indépendante dans toutes les décisions concernant les travailleurs, notamment celles qui influent sur leur niveau de vie. Le projet d'une nouvelle législation sur les syndicats vise cet objectif », estime l'agence. M. Romuald Jankowski est né en 1925 dans une famille d'ouvriers. Après avoir travaillé comme ouvrier dans une entreprise métallurgique, il a rejoint le parti ouvrier unifié polonais (communiste) après l'unification des syndicats en 1948. Il occupa alors notamment les fonctions de secrétaire à la propagande du parti à Lublin avant d'être élu en 1970 à la présidence du conseil des syndicats de Lublin. M. Jankowski, qui fait partie du bureau politique du parti, est président du conseil central des syndicats de la fédération des syndicats de la métallurgie.

Le cardinal Wyszyński exalte les vertus du travail sans lequel « il n'y a pas de bien-être »

Varsovie (A.F.P.). — La télévision polonaise a diffusé pendant trente-cinq minutes, le mardi 26 août, après le journal télévisé de 20 heures, des extraits de l'homélie prononcée le même jour par le cardinal Wyszyński, primat de Pologne, devant les nombreux fidèles venus faire le pèlerinage traditionnel à la Vierge noire de Czestochowa. Après avoir lancé un appel « au calme, à l'équité mutuelle, à la prudence, à la responsabilité et à l'esprit de pitié », le chef de l'Eglise polonaise a demandé aux catholiques d'accomplir leur devoir « dans la famille, la vie sociale et la vie professionnelle ». « Quelles que soient les raisons les plus justes que l'on puisse énumérer, il n'y a pratiquement rien sans un esprit de travail », a-t-il poursuivi. Nous savons que, quand il n'y a pas de travail, la vie humaine se dégrade. « Bien que l'homme ait droit au repos et bien qu'il ait le droit, quand il n'y a pas d'autre moyen, de souligner l'importance de l'être humain, fût-ce en s'abstenant de travailler, à encore dit le primat de Pologne, sans le travail, il n'y a pas de bien-être. S'il n'y a pas d'honnêteté dans le travail, alors

le meilleur système social n'y pourra rien et ne pourra qu'augmenter nos dettes... », a dit le cardinal. « Nous savons toutefois que c'est un argument (s'abstenir de travailler) très coûteux, si coûteux que son prix (...) pèse sur toute l'économie, ce qui porte un coup à la vie de la nation et de l'être humain. » « J'estime que parfois, à l'occasion, il ne faut pas exiger trop, pour qu'il y ait de l'ordre en Pologne, d'autant plus que les revendications, si elles sont justes, et en général elles le sont, ne peuvent jamais être satisfaites sur-le-champ. Efforçons-nous d'abord de satisfaire celles qui ont une importance fondamentale, et puis, au second temps, toutes les autres. » En conclusion, le primat a dit : « Notre route vers la liberté s'est faite à travers les ruines. Moins je suis arrivé à mon poste à travers les ruines, moins j'ai de chance de réussir. Beaucoup a été fait mais il reste beaucoup plus à faire. Personne n'est sans pitié. » Le pape Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, a d'autre part adressé le télégramme suivant au primat de Pologne, à l'archevêque de Cracovie et à l'évêque de Czestochowa : « Au moment même où l'épiscopat polonais se réunit aux pieds de la Madone de Jasna Gora, je désire assurer les pasteurs de l'Eglise dans le monde entier, dans la paix et dans la justice. » [La prudence du cardinal Wyszyński au sujet du droit de grève reflète la position très nuancée de l'Eglise dans le monde. La doctrine sociale catholique n'a admis ce droit que récemment et très progressivement. L'encyclique « Rerum Novarum » de Léon XIII (1891) parle, pour la première fois, de ces choses de « justice et de concorde ». « Une mauvaise doctrine », alors que Pie XII, en 1948, mettait en garde contre « les graves politiques » de son temps. M. Wyszyński reconnaît que la grève peut être « un moyen nécessaire », il la considère comme un recours ultime. Jean-Paul II, enfin, a émis les observations lors de son voyage au Brésil en passant sous silence le droit de grève dans son énumération des droits des ouvriers, à Sao-Paulo.]

Les fausses manœuvres de la gestion économique

(Suite de la première page.) La Pologne peut apparaître comme celui des pays de l'Est qui a poussé le plus loin l'art d'échapper à la pesanteur administrative. Elle fournit l'exemple des dérapages d'un système qui n'a pas su créer un modèle original de production et de consommation, mais a consacré une bureaucratie incapable d'imiter l'efficacité occidentale. Tout n'est pas gris pourtant dans ce pays entré récemment dans l'âge industriel. Les relâches seraient toutefois mieux

acceptées si les dirigeants n'avaient pas trop fréquemment vanté les vertus du régime, provoquant, après la frustration, l'irritation de la population. Le décalage entre le discours et la réalité est trop grand, même si le bilan présente des points positifs. La Pologne a su constituer un appareil productif qui, mieux géré et assuré d'une réelle participation d'une main-d'œuvre trop souvent oubliée et indifférente, pourrait contribuer au développement du pays.

signaux de danger. Ayant besoin d'un capitalisme en bonne santé, ils ont sous-estimé les effets de la crise de l'énergie dans une économie encore fragile et poreuse. Se croyant plus ou moins à l'abri des perturbations mondiales, ils n'ont pas su soumettre leurs certitudes à l'épreuve de faits.

Le rétablissement risque d'être délicat et long, même si le ciel est plus clément pour une agriculture qui a souffert plusieurs années de très mauvaises conditions climatiques et même si les autorités évitent les fausses manœuvres. Le redressement dépend surtout du climat de confiance entre la population et le pouvoir.

MICHEL BOYER.

Une industrialisation accélérée

Après la chute de M. Gomulka qui avait maintenu la Pologne dans une sorte d'hibernation économique, l'accent a été mis — à l'excès — sur l'industrie des biens de production, bien que M. Giersek ait déjà, à l'époque, déclaré que « l'expansion de toute l'économie nationale serait strictement subordonnée à la satisfaction des besoins des consommateurs » (1). La nouvelle stratégie lancée après le sixième congrès du parti ouvrier unifié, en 1971, s'est caractérisée, en fait, par un accroissement très rapide des investissements productifs et de l'emploi industriel. La Pologne cessait vraiment d'être un pays agricole, et une nouvelle classe ouvrière issue de la paysannerie la plus pauvre, naissait. Toutefois, les progrès de la consommation ne suivaient pas au même rythme, tandis que les technologies étaient la démocratie économique.

Les investissements productifs ont ainsi augmenté au taux annuel de 24,8 % par an au cours du triennal 1971-1973, contre 11,2 % de 1966 à 1970. L'accroissement de l'emploi a porté sur 1,8 million de personnes, dont la moitié a été absorbée par l'industrie et le bâtiment et les salaires ont augmenté au même rythme. Les salaires équivalents dans l'industrie polonaise d'après-guerre de 7,2 % en moyenne par an au lieu de 2,1 % durant le précédent quinquennat. Mais l'augmentation de l'offre de biens et de services n'a pas suivi : la part de la consommation dans la production a ré-

gressé de 72,1 % en 1970 à 82,2 % en 1975. Cette industrialisation accélérée a été financée par un recours systématique au crédit étranger, accordé libéralement par les banques occidentales, soucieuses de faciliter les commandes de machines et d'usines. Résultat : une aggravation continue de l'endettement (le Monde du 21 août). La Pologne a perdu son pari qui consistait à rembourser les emprunts grâce à la production d'entreprises modernes disposant d'une main-d'œuvre moins chère. La faute n'en est pas seulement la crise mondiale qui a ralenti les importations des pays occidentaux, mais aussi à une mauvaise adaptation de nombreux produits polonais à la demande. Générateur de déséquilibre, le dynamisme s'est révélé trop coûteux. La Pologne a cédé aussi à la tentation du gigantisme industriel. L'agriculture, elle, vivait et vit encore en grande partie au temps des chevaux : 1,2 million pour 800 000 tracteurs. Elle pêche par excès inverse : 7 hectares en moyenne par exploitation (1), le pouvoir n'ayant pas osé trop bousculer l'ordre naturel des champs, protégé par l'Eglise. Toutefois, pour inciter les paysans à produire plus, il fallait augmenter les prix ; mais, par peur de mécontenter la population des villes, on devait les maintenir à un faible niveau, d'où le recours aux subventions, qui représentent actuellement la moitié des dépenses budgétaires.

Coup de frein

Face à l'aggravation des déséquilibres entre l'offre et la demande de biens de consommation, entre les importations et les exportations, les autorités polonaises, qui n'avaient pas tenu suffisamment compte de la secousse de 1973-1974, ont adopté de nouvelles priorités dans le plan quinquennal 1976-1980 : mais la politique économique n'avait pas vraiment changé, une forte croissance était encore de rigueur. En juin 1976, le gouvernement tenta, pour venir en aide à l'économie, d'augmenter les prix des produits alimentaires : mais, face à la menace de grève générale, il échoua. Aussé une « manœuvre » socio-économique fut-elle définie fin 1976, afin de freiner les investissements productifs et les importations, tout en augmentant la fourniture de biens de consommation et les exportations.

De fait, ces investissements ont baissé de 14,4 % en 1979. La production nationale a diminué de 2 % (4 % en 1978) ; il s'agissait de la seconde baisse dans l'histoire du Comecon après celle enregistrée en 1963 par la Tchécoslovaquie (-2,2 %). Toutefois, le coup de frein a touché le pouvoir d'achat de la population et provoqué la stagnation. De grands projets ont été abandonnés, mais les difficultés ont subsisté presque partout. « Ni la stratégie économique de croissance accélérée instaurée en 1971 ni la réorientation de 1976 n'ont apporté de ramède au « blocage » dans tous les domaines de l'activité économique et permis une amélioration décisive du niveau de vie » (2). Ainsi, les dirigeants n'ont pas pu ou voulu, contrairement aux responsables hongrois, tenir compte des

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

UN TOURISTE OUEST-ALÉMANIQUE, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué sur la route de Kaboul à Jalalabad, le mercredi 30 août, dans des circonstances qui n'ont pas été encore éclaircies, apprend-on de source diplomatique occidentale à New-Delhi.

Cuba

SEPT CUBAINS se sont réfugiés lundi 25 août à l'ambassade du Venezuela à La Havane après avoir neutralisé l'un des gardes armés, a-t-on appris mardi 26 de source diplomatique. Cet incident est le premier depuis l'affaire, début avril, des 108 réfugiés de l'île de la Péninsule. Les sept réfugiés cubains ont rejoint l'intérieur de la mission diplomatique vénézuélienne depuis plus de cinq mois. Les deux pays ont appelé en avril leurs ambassadeurs respectifs, qui n'ont toujours pas rejoint leurs postes. — (A.F.P.)

Libéria

LE SÉRGENT - CHEF SAMUEL K. DOE, chef de l'Etat du Libéria, a été chaleureusement accueilli, mardi 26 août, à Addis-Abeba pour sa première visite officielle à l'étranger depuis le coup d'Etat qu'il a porté au pouvoir. La journée avait été déclarée fériée dans la capitale éthiopienne où un communiqué officiel de bienvenue établit une parallèle entre la révolution qui renversa, en 1974, l'empereur Haile Sélassié et le coup d'Etat de Monrovia en avril. A l'occasion d'une séance de presse, le sergent-chef Doe s'est entretenu, lundi, avec le président tanzanien M. Nyerere. — (Reuter.)

Pays-Bas

LE NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BAS, M. Pieter B. de Geus, a prêté serment le 25 août devant la reine Beatrix. M. de

Geus était directeur général des services financiers du ministère de la Défense. Il succède à M. Willem Scholten, qui doit prendre les fonctions de vice-président du Conseil d'Etat néerlandais à partir du 1^{er} octobre prochain. — (A.F.P.)

Portugal

LE PARLEMENT portugais a répondu, mardi 26 août, par une loi, à l'ouverture d'une enquête parlementaire, demandée par l'opposition, sur les accusations selon lesquelles le président du conseil, M. Francisco de Sá Carneiro, aurait tenté de dissimuler une importante dette personnelle. — (Reuter.)

Sénégal

APRÈS LA SUPPRESSION DE L'OFFICE PUBLIC chargé de la commercialisation de l'arachide (le Monde du 26 août), l'Etat sénégalais a acheté en location-bail sur dix ans les quatre huileries privées du Sénégal. Dans un communiqué publié mardi 26 août, le ministère de l'économie a rappelé qu'il avait déjà pris le contrôle du capital de la quatrième huilerie du pays dont la majorité était détenue par la Société électrique et industrielle du Baol. — (A.F.P.)

Tchad

LA RÉUNION PROJETÉE à Lomé, des chefs de trois factions, qui continuent à se combattre au Tchad, est reportée (le Monde du 12 août). Dans un communiqué diffusé lundi 24 août, le sous-comité de l'O.U.A. sur le Tchad a précisé que M. G. Kékou N'Djoudé, président du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), a adressé un télégramme dans lequel il déclare ne pouvoir se déplacer « en raison de la situation actuelle et de la nécessité d'avoir un délai de préparation plus long ». Les chefs des deux autres factions en lutte, M. Houssein Habré et le lieutenant-colonel Kamougue, étaient arrivés dans la capitale du Togo respectivement les 21 et 23 août. — (Reuter.)

ASIE

Chine

L'Assemblée nationale populaire ne rétablira pas la fonction de président de la République

De notre correspondant

Pékin. — Quelques indications supplémentaires ont été données, mardi 26 août, sur les travaux de la session parlementaire qui s'ouvre cette semaine à Pékin. En sa qualité de secrétaire général adjoint du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, M. Zeng Tao, qui est aussi directeur de l'agence Chine nouvelle, a précisé au cours d'une conférence de presse l'ordre du jour de ces travaux.

Il a, en particulier, confirmé qu'aucune réforme constitutionnelle visant à rétablir le titre de président de la République ne serait proposée à l'Assemblée et qu'aucun changement n'était plus prévu à la présidence du comité permanent de l'Assemblée nationale. C'est donc le maréchal Ye Jianying, qui, en dépit de ses quatre-vingt-un ans passés, continuera d'assumer, en principe, les fonctions équivalentes à celles de chef de l'Etat. Comme par un fait exprès, il a montré ces derniers mois une activité débordante, visitant et inspectant plusieurs provinces de Chine méridionale. On sait que le vieux maréchal s'est montré peu pressé de se retirer pour laisser la place à des hommes dont il n'approuve pas toutes les initiatives (le Monde du 23 août). Il apparaît en outre que l'accord ne s'est pas fait sur la personne de son successeur éventuel.

C'est, d'autre part, à M. Hua Guofeng lui-même qu'il appartient d'expliquer à l'Assemblée les raisons d'un remaniement affectant les sphères les plus élevées du régime et qui — tout en lui conservant son poste de président du parti — le privera des pouvoirs de chef de gouvernement. Il doit s'agir d'un cours politique d'importance majeure mais pas, contrairement à ce qui avait été prévu en avril par le comité permanent de l'Assemblée, d'un compte rendu de l'activité du gouvernement. Le fait n'est, paraît-il, pas sans précédent, mais il souligne un peu lourdement, en la circonstance, le changement de statut de M. Hua.

Un nouveau ministre des finances

Deux communications séparées se sont en revanche présentées sur les questions économiques budgétaires par des hommes nouveaux dans leurs fonctions : M. Yao Yilin, en sa qualité de responsable de la commission de planification d'Etat, et M. Wang Bingqian, dont on apprend qu'il a remplacé au ministère des finances M. Wu Bo, nommé il y a moins d'un an, mais qui a fait valoir ses droits à la retraite « en raison de son âge avancé » (nos dernières éditions du mercredi 27 août). M. Wang Bingqian était vice-ministre des finances depuis 1973. Dans ces deux cas, les projets du gouvernement ne seront

annoncés qu'à court terme et ne s'étendront pas au-delà de l'année 1981. Outre diverses nominations et destitutions déjà connues, on apprend que M. Wan Li, déjà vice-premier ministre et l'un des personnalités « montées » du gouvernement, prend en charge la commission d'Etat pour l'agriculture. Il y remplace M. Wang Renzhong, qui, depuis le printemps dernier, est absorbé par ses fonctions de membre du secrétariat et de directeur du département de la propagande du comité central.

Les textes législatifs ou réglementaires suivants doivent être approuvés par l'Assemblée : deux lois sur le mariage et sur la citoyenneté, dont les dispositions sont naturellement liées mais n'ont pas encore été publiées ; deux lois instituant un impôt sur les entreprises « mixtes », c'est-à-dire à participation étrangère, établies en territoire chinois (lire page 22), ainsi que sur les revenus des individus ; un statut des avocats qui rétablit ces derniers dans le système juridique chinois mais en fait des fonctionnaires de justice rétribués exclusivement par l'Etat ; un règlement concernant le fonctionnement dans la province méridionale du Guangdong de « zones économiques spéciales » ouvertes aux investissements étrangers et soumise à des régimes douaniers et fiscaux particuliers.

Parallèlement à la session de l'Assemblée — mais avec deux jours d'avance — s'ouvre cette semaine la réunion du Comité national de la conférence politique consultative du peuple chinois, vaste assemblée où se retrouvent les représentants des milieux les plus divers, invités par le P.C. à s'intéresser aux affaires de la nation. En sa qualité de président du comité permanent de cet organisme, c'est au vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping, qu'il appartient de prononcer, le jeudi 28 août, le premier discours de cette session parlementaire. Pour la première fois depuis 1960, des observateurs étrangers, diplomates et journalistes, seront admis à assister aux principales séances du Parlement chinois.

ALAIN JACOB.

LE CONFLIT AU CAMBODGE

M. Son Sann lance à Paris un appel en faveur de son mouvement de résistance

M. Son Sann, ancien premier ministre du Cambodge et président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a lancé, ce mercredi 27 août à Paris, un appel aux amis français dans lequel il les met en garde contre les « héghémonies » qui ont « une stratégie globale de déstabilisation et de destruction » et « remanent le courant en attendant la libération du Cambodge, du Laos et de l'Afghanistan ». M. Son Sann estime que « les Nord-Vietnamiens poursuivent un génocide du peuple cambodgien en organisant la famine et en emprisonnant et torturant tous ceux qui s'opposent à eux ».

Mardi, M. Son Sann nous avait déclaré qu'il avait « approché des personnalités françaises, européennes et autres » pour leur demander d'aider son mouvement. Il a toutefois reconnu qu'il ne pouvait qu'une aide militaire insignifiante. Mais il a refusé de répondre à une question sur les voyages qu'il aurait effectués aux Etats-Unis ou en Chine ; des informations en provenance de Pékin avaient fait état il y a quelques semaines de sa présence dans la capitale chinoise où se trouve actuellement le prince Sihanouk. Il s'est contenté de nous dire que le bas du front était, à l'extérieur du Cambodge, de se faire mieux connaître, et à

l'intérieur, de « troubler le sommeil des Vietnamiens ». Interrogé sur le prochain débat qui va se dérouler aux Nations unies sur la représentation du Cambodge dont le siège est actuellement occupé par les Khmers rouges, M. Son Sann nous a dit qu'il souhaitait que soit appliquée la résolution de l'ONU de novembre dernier préconisant l'autodétermination du Cambodge et l'organisation d'élections libres ; dans ce cas, le siège du Cambodge pourrait être déclaré vacant. En cas contraire, il s'est prononcé pour le statu quo. « On sait que les Khmers rouges vont couler, mais nous ne pouvons rien faire pour cela, car ils tiennent eux aussi contre les Vietnamiens ».

Enfin, M. Son Sann a annoncé qu'une mission du F.N.L.P.K. conduite par son vice-président, M. Cheam Vann, s'était rendue en août aux Etats-Unis où elle avait été reçue par des officiels du département d'Etat. — P. de B.

Une délégation de l'opposition civile soviétique a achevé, le lundi 26 août, une visite de quatre jours à Pénom Penh sans avoir pu établir les bases d'un accord sur l'ouverture d'une ligne régulière de la compagnie Aeroflot, raporte l'agence officielle d'information du Cambodge. De source khmère, dans la capitale cambodgienne, on indique que le Vietnam serait opposé à la signature d'un tel accord. — (A.F.P.)

stage pré-entrée, soutien annuel, année préparatoire
MEDECINE ET PHARMACIE
7 centres : saint-pierre, neilly, noissy, lichten, criel, enny, chateaufort
CEPES 57, r. de la Fosse, 92 Neully, 722.94.94 - 745.09.19
enseignement supérieur privé

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

Siemens Data : l'informatique

Corée du Sud

Le général Chon Too-hwan devient le nouveau chef de l'État

Le général Chon Too-hwan a été porté, mercredi 27 août, à la présidence de la République par la conférence nationale pour l'unification, collège électoral choisi du temps de l'ancien président Park. Le

vote a eu lieu sans débat préalable. Le général, qui était le seul candidat, a pris aussitôt ses nouvelles fonctions sans attendre la cérémonie d'investiture prévue pour la semaine prochaine. A l'an-

tomme, une nouvelle Constitution, actuellement en cours de rédaction, sera soumise par référendum à l'approbation populaire.

PORTRAIT

Un militaire aux idées arrêtées

On est censé tout savoir, désormais à Séoul, sur le général Chon Too-hwan. Depuis que le président Choi a donné sa démission, il y a moins de deux semaines, la télévision, pendant de longues heures, et les journaux, ont fait un héros national de ce militaire, confondu il y a encore quelques mois dans la masse des généraux.

Mais qui est vraiment cet homme au visage rond et ferme, à la nuque épaisse, râblé et portant l'uniforme de combat des parachutistes avec plus d'aisance que le complet veston ?

Pour ceux qui l'ont approché, le général Chon donne une impression de force physique. Direct dans ses propos, il semble peu enclin aux nuances. Profondément nationaliste, il est farouchement anti-communiste et aime à rappeler ses campagnes au Vietnam lorsque, au début des années 70, il y commandait un régiment d'élite. Apparemment partisan des solutions sans compromis, il ne semble pas très au fait des réalités internationales et développe à leurs propos des idées simples et tranchées.

Selon sa biographie officielle, ses lectures préférées ont trait à l'armée. Mais depuis quelques mois il s'intéresse à l'économie et à la politique. Bien que le régime qu'il inaugure semble peu différent de celui du feu président Park, dont, dit-il, l'esprit l'anime, le général Chon est cependant représentatif d'une nouvelle génération de militaires.

Né il y a quarante-neuf ans,

dans un village du sud-ouest de la Corée, près de la ville de Taegu, il grandit entre sept frères et sœurs, sous l'autorité stricte d'un père amateur d'herbes médicinales. Il vit la guerre de Corée (1950-1953) en tant que cadet de l'Académie militaire. Entrer dans l'armée était, à l'époque, une solution fréquente pour les jeunes laus de familles pauvres, les universités étant réservées aux classes aisées. Mais la promotion — la « onzième » — dont le général Chon fait partie, tient une place à part dans l'histoire militaire de la Corée : c'est en effet la première à avoir accompli un cycle d'études complet de haute qualité.

Le jeune Chon est capitaine en 1961, lorsque le général Park fait son coup d'État militaire.

L'hostilité aux politiciens

Lorsque Park est assassiné, en octobre 1979, le général Chon est promu au premier plan de la scène politique : en sa qualité de chef des services de renseignements de l'armée, poste qu'il détient depuis mars 1979, il est, à ce titre, le responsable de l'enquête sur la mort du chef de l'État.

Dans son entourage, on rejette l'hypothèse que le général ait eu alors déjà l'intention de prendre le pouvoir. En tout cas, à partir de la « nuit des généraux » du 12 décembre, au cours de laquelle il lance un véritable « coup de main » sur l'armée, son rôle s'affirme. Tandis qu'au début de l'année les politiciens se démantent en vue de la succession de Park, que l'agitation

étudiantine se fait plus forte et que les ouvriers commencent à réclamer vigoureusement des augmentations de salaires, le général Chon reste en coulisse et assure d'abord son contrôle sur les militaires par une série de mises à la retraite anticipées. Il se contente d'imposer ses hommes à des postes-clés. En avril, il prend le contrôle de la K.C.I.A. en qualité de directeur intérimaire (théoriquement, en effet, seul un civil peut diriger les services secrets). De ce fait, il a en main, ce qui ne s'est jamais vu, les services de renseignements de l'armée et de la K.C.I.A., deux organismes mis en place par Park pour se contrôler l'un l'autre.

Après les émeutes de Kwangju,

il lance une vaste campagne de « purification » à travers le pays. Car, comme nombre de militaires de sa génération, le général Chon considère que l'armée est dépositaire des valeurs nationales. Les politiciens, à leurs yeux, sont soit corrompus, à l'image de la société, soit opportunistes et mus seulement par l'ambition. Ce parti pris est compensé superficiellement par un populisme qui promet une société plus égalitaire, plus « morale ». Le général Chon appelle cela « la démocratie du bien-être ». Aucun obstacle maintenant ne se dresse plus sur sa route pour l'empêcher de réaliser son projet. — Ph. P.

OCÉANIE

Vanuatu

● Un centaine d'hommes du contingent de Papouasie-Nouvelle-Guinée, appelé par le gouvernement de Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) pour réduire le mouvement sécessionniste de l'île Espiritu-Santo, ont encerclé le quartier général des rebelles, dans le village de Vanafo.

Un porte-parole du gouvernement a indiqué que M. Jimmy Stevens, chef du mouvement rebelle avait demandé l'ouverture de négociations, mais qu'aucun de ses représentants ne s'était encore présenté aux forces de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il a précisé qu'une mission de reconnaissance militaire avait permis d'évaluer, le mardi matin 26 août, à environ trois cents — femmes et enfants compris — personnes encerclées. — (Reuter, A.P.)

Le procès de M. Kim Dae-jung

Washington s'inquiète d'une probable condamnation à mort

De notre envoyé spécial

Séoul. — La vie d'un homme dépend du bon vouloir du nouveau maître de la Corée du Sud. Cet homme, M. Kim Dae-jung, que nous avons vu, mardi 26 août, dans la salle d'audience du tribunal de la cour maritale, menottes aux poings, tenu aux bras par deux soldats casqués, amaigri, pâle et les dents serrées, visiblement hostile. Ses défenseurs ont été commis d'office ; ceux qui, théoriquement, ont été « choisis » par l'accusé lui ont en fait été imposés, affirmant ses proches.

Pour protester contre ce procès, les familles des sept co-accusés jugés en même temps que M. Kim (au total vingt-trois personnes sont inculpées avec lui) ont, décidées de boycotter les audiences. Seuls quatre ou cinq membres des familles se rendent au procès pour savoir ce qui se passe. Foulées minutieusement, ces personnes — mardi, deux femmes et trois jeunes garçons — n'ont pas le droit de prendre de notes pendant les audiences : stylos et papier leur sont confisqués.

Où sont les preuves ?

Parmi les Coréens, qu'ils soient favorables ou non à M. Kim, l'opinion prévaut qu'il sera condamné à mort (le principal chef d'accusation étant le complot contre la sûreté de l'État). « Où sont les preuves ? », demandait mardi, apparemment surpris par le déroulement des débats, le juriste américain, délégué au procès par le département d'État, qui assiste aux audiences en compagnie de deux observateurs de l'ambassade américaine. Une fois le verdict rendu, le sort de M. Kim sera entre les mains du général Chon qui, en sa qualité de chef de l'État, dispose du droit de grâce.

Aux yeux de nombreux Coréens, M. Kim Dae-jung demeure le symbole du combat démocratique, il peut demeurer le point de ralliement des opposants. D'un autre côté, tant qu'il est en vie, il peut servir d'élément de marchandage avec les Américains. Mais le général Chon doit se sou-

venir que par deux fois l'ancien président Park essaya de se débarrasser de ce général. Dans un « accident d'auto » d'abord, puis au moment de l'enlèvement. Les jeunes colonels qui entourent le général et se croient investis d'une mission de « purification nationale » n'engageront guère à la clemence ce militaire.

Le seul espoir pour M. Kim Dae-jung, c'est la pression internationale. Les difficultés économiques actuelles de la Corée ne lui permettent pas de négliger son « image » à l'étranger. « Les Américains ne sont pas prêts à donner un blanc-seing à un général coréen en guerre contre son peuple », écrit dans un éditorial le New-York Times, le 18 août. « Les autorités coréennes connaissent notre position très clairement en ce qui concerne M. Kim », affirment les diplomates américains.

Le Japon, avec les formelles alarmes qu'il a le secret, a aussi fait savoir que l'exécution de M. Kim porterait dommage aux relations entre Séoul et Tokyo. L'Allemagne a manifesté sa préoccupation, mais jusqu'à présent, la France n'a pas bougé. Elle n'a même pas envoyé un observateur au procès, comme c'est son droit. Paris, actuellement, a un seul objectif : vendre à la Corée du Sud deux centrales nucléaires, projet pour lequel les dirigeants de ce pays ont montré de l'intérêt. Si l'opération se fait, M. François-Poncet pourrait venir à Séoul, un geste qui précéderait un régime pour le moins en quête d'une légitimité internationale.

PHILIPPE PONS.

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués par téléphone au numéro

TEL. : 19-32-31 31-27-54

GENERAL DIAMONDS

PELIKANSTRAAT 22 ANVERS

SIEMENS

Dialoguez avec Siemens Data au Sicob ou dans votre entreprise

Le choix d'un matériel informatique est un moment décisif pour une entreprise. Mieux vaut en parler avant qu'après. Vous devez songer à le choisir pour qu'il réponde aux besoins présents de votre entreprise, mais aussi aux exigences du futur : la nécessité de communiquer, le confort des hommes au service desquels vous le destinez, le budget que vous lui réservez.

Siemens Data vous démontrera sur ses stands du Sicob, qu'elle sait apporter les meilleures réponses à ces préoccupations. Les solutions, qu'elle vous propose, bénéficient d'une technologie de pointe.

La gamme Siemens, qui vient de s'augmenter de 4 modèles performants, couvre tous les besoins et autorise toutes les configurations au fur et à mesure de l'évolution de l'entreprise. Grâce à ses multiples activités, le groupe est l'un des premiers utilisateurs d'informatique en Europe.

C'est sans doute pour cela que Siemens représente déjà 21% du marché informatique allemand et 9% du marché européen.

Siemens Data vous attend au Sicob :

Stand N° 3255 - Niveau 3 - Zone BC
Stand N° 1430 - Niveau 1 - Zone B.
Le premier stand est consacré à l'informatique, l'autre à la bureautique. Sur ces deux stands, vous trouverez d'abord des hommes de dialogue. Ils vous diront comment la

technologie Siemens peut s'adapter à l'originalité de votre entreprise, à son personnel, à son avenir. Nous sommes persuadés que vous trouverez sur ces deux stands le matériel que vous cherchez.



Siemens Data : l'informatique-qualité.

Du 17 au 26 septembre, les deux stands informatique et bureautique de Siemens Data seront placés sous le signe de la rencontre : l'informatique et la communication, l'entreprise, la technologie, autant de thèmes qui seront abordés au Sicob, Siemens vous y invite.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Téléphone _____

☐ Je désire recevoir une invitation au Sicob en tant que :
☐ Dirigeant d'entreprise
☐ Conseiller en informatique
☐ Responsable informatique
☐ Autres (à préciser) _____

☐ Si je ne pouvais pas me rendre au Sicob, ou pour mieux préparer ma visite, je désire recevoir une documentation sur vos produits.

☐ Je préfère rencontrer les hommes de Siemens Data dans mon entreprise.

Retournez ce coupon à Siemens Data S.A.
Service Information
BP 109
92000 SAINT-DENIS
Cedex 01.

TELEX PARTAGE

AFRIQUE

AMÉRIQUES

République Sud-Africaine

Le gouvernement et le futur « conseil présidentiel » comprendront plusieurs personnalités ouvertes aux réformes

De notre correspondant

Pretoria. — A l'issue d'une réunion restreinte du caucus du parti nationaliste au pouvoir, le premier ministre, M. Pieter W. Botha, qui est également le chef de file politique de la majorité des Blancs, a donné mardi 26 août le coup d'envoi à la réforme constitutionnelle. Le conseil présidentiel, dont sera entouré l'actuel chef de l'Etat, M. Marais Viljoen, et en remaniant profondément son cabinet, des mesures seront effectives à la fin du mois d'octobre, le nouveau système présidentiel devant être d'abord soumis aux deux Chambres.

Le choix du parti nationaliste pour le nouveau poste de vice-président de la République s'est porté sur le ministre sortant de la Justice, M. Alwyn Schlebusch, dont le nom reste associé à une commission d'enquête parlementaire de 1974 sur les activités « antinationales » de plusieurs associations hostiles à l'apartheid. A l'inverse, au nombre des quatre futurs présidents de comités chargés de former l'armature du conseil présidentiel, se trouvent trois ministres sortants, dont l'un, M. Punt Janse, ministre de l'éducation, passait il y a une dizaine d'années, avec M. Piet Koornhof, pour un précurseur du mouvement destiné à travailler au démantèlement progressif dans les grands centres urbains de l'apartheid mesquin.

Le général Malan

un ami du prochain ministre de la défense

Le remaniement du cabinet est d'autant plus important que les sept nouveaux ministres choisis — dont un militaire, fait sans précédent depuis le maréchal Smuts — sont décrits mercredi matin par le *Rand Daily Mail*, quotidien de l'opposition blanche, comme des « éclairés », terme consacré pour désigner en 1978 les hommes du régime qui préféraient le « dialogue » et même une libéralisation prudente aux méthodes brutales de l'apartheid mesquin.

Parmi ces « éclairés » figure l'actuel administrateur général de la Namibie, M. Gerrit Viljoen qui passe pour tel malgré son titre de chef du Broederbond, la franc-maçonnerie des Afrikaners — qui devient ministre de l'éducation.

Le choix le plus significatif est sans doute celui du général Magnus Malan, ami intime de longue date de M. Pieter W. Botha, qui abandonnera en octobre prochain, à moins de cinquante ans, le commandement en chef des forces armées sud-africaines qu'il assumait depuis de longues années, pour devenir ministre de la défense nationale. C'est un portefeuille que M. P.W. Botha détient lui-même depuis près de quinze ans et qu'il avait tenu à conserver en 1978 lorsqu'il assumait la succession de M. Vorster à la tête du gouvernement.

M. Malan — qui doit à des traits vaguement orientaux le surnom de « chinois » — est certes foncièrement acquis à la défense des « valeurs occidentales » mais passe pour avoir toujours conseillé au gouvernement qu'il sert sur le terrain avec une énergie et un dévouement inconditionnels d'appliquer des solutions politiques hardies dans la voie de l'apaisement.

Centrafrique

BANGUI CONFIRME

QUE MM. MAIDOU ET AYANDHO SONT « SOUS LA PROTECTION DE L'ARMÉE ET DE LA POLICE »

M. Henri Maidou, ancien vice-président de la République Centrafricaine, et M. Bernard Christian Ayandho, ancien premier ministre, tous deux démis de leurs fonctions samedi 23 août par le président David Dacko, ont été placés « sous la protection des éléments de la police et de l'armée centrafricaine », a-t-on confirmé mardi 26 août à Bangui (le Monde date 24-25 août). Cette mesure a été prise, selon les autorités, « en raison de leur impopularité qui peut faire craindre des manifestations ».

Le président de la République, qui exerce aussi les fonctions de chef du gouvernement en attendant la désignation d'un nouveau premier ministre, envisagerait de « s'expliquer » dans les prochains jours sur une « affaire qui a été longuement mûrie ». — (A.F.P.)

Tunisie

Les communistes semblent accorder un préjugé favorable à la politique d'« ouverture »

De notre correspondant

Tunis. — En affirmant, dans un communiqué distribué lundi 25 août, qu'ils « croient profondément en la possibilité d'une phase démocratique qui peut être une étape vers des changements économiques et sociaux », les communistes tunisiens semblent accorder un préjugé favorable à la politique d'« ouverture » qu'a engagée depuis le début de l'été le gouvernement.

Dans la période présente, déclarent-ils, les communistes ont la conviction qu'il est possible d'aboutir à un compromis national autour des problèmes cruciaux qui nécessitent des solutions d'urgence, à condition que soient réalisés des changements politiques substantiels et que soient respectés les intérêts et les revendications des travailleurs et des jeunes, que soit prise en considération la réalité du pluralisme des courants politiques existants et que soient garanties toutes les libertés publiques.

Suspension d'un hebdomadaire de langue française

Pour que les récentes mesures prises par les autorités afin de défendre le climat politique « prennent un caractère irréversible », les communistes estiment qu'il faut résoudre « sur des bases démocratiques et saines » les pro-

blèmes de la représentation syndicale et étudiante, proclamer une amnistie générale et garantir les droits d'expression et d'organisation pour tous les courants politiques. Ils demandent principalement la levée de l'interdiction qui frappe leur parti depuis près de dix-huit ans, et le droit de publier leurs journaux.

L'hebdomadaire de langue française *le Phare* a été suspendu pour trois mois à partir du 25 août, pour « publication de fausses nouvelles ». Il lui est reproché d'avoir annoncé, la semaine dernière, une démission du secrétaire général de l'organisation de l'unité syndicale africaine auprès du président Bourguiba, qui n'aurait pas eu lieu. Le numéro incriminé avait pourtant été mis en vente normalement.

Paraissant depuis le 6 janvier, *le Phare* se présentait comme un journal indépendant de tout courant politique. Il accordait, cependant, depuis quelque temps une place de plus en plus large à la crise syndicale, ne cachant pas sa sympathie pour l'ancienne direction de l'U.G.T.T. Il avait eu des difficultés voici un mois, lorsque l'imprimerie, appartenant à la centrale ouvrière, avait refusé de poursuivre sa fabrication. Depuis, sa pagination avait dû être réduite, ainsi que son tirage qui, selon la rédaction, atteignait cinq mille exemplaires.

MICHEL DEURÉ.

Bolivie

L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE L'A.F.P. POURRAIT ÊTRE EXPULSÉ

M. Albert Brun, envoyé spécial de l'A.F.P. en Bolivie, arrêté lundi par des services de renseignements de l'armée, « sera ignominieusement expulsé du pays dans les prochaines heures », a annoncé un communiqué du ministère de l'Intérieur bolivien publié à La Paz le mardi 26 août. Mais, jusqu'à présent, toutes les démarches effectuées par l'ambassade de France à La Paz pour obtenir la libération de M. Albert Brun ont été infructueuses.

Après avoir dénoncé « la conduite insolite de certains correspondants de la presse étrangère qui poursuivent leur campagne impie de dénigrement de la Bolivie avec de grossières calomnies », le communiqué expose les motifs de l'arrestation de M. Brun, qui est directeur régional de l'A.F.P. à Lima et couvrait à La Paz les événements depuis le coup d'Etat du 17 juillet. Selon ce communiqué, M. Brun a été arrêté parce qu'il a été le témoin de l'arrestation, le 20 août, de M. Jorge Siles Salinas (frère de M. Hernán Siles Suazo, ex-président et vainqueur des dernières élections), « et a commis un flagrant mensonge en affirmant que ce citoyen bolivien avait été torturé, physiquement outragé et humilié par ceux qui l'avaient arrêté ».

A Paris, la direction de l'A.F.P.

Le parti communiste organisera, jeudi 28 août, à 18 h. 30, devant l'ambassade de Bolivie à Paris, une manifestation de solidarité avec le peuple bolivien, à la suite du coup d'Etat militaire du 17 juillet. La C.G.T. précise dans un communiqué qu'elle participera à cette manifestation, qui aura lieu

précise que la dépêche envoyée le 21 août de La Paz et informant de la détention de M. Jorge Siles ne mentionnait à aucun moment que celui-ci avait été torturé, outragé ou humilié. Elle se limitait à annoncer qu'il avait été arrêté pour quelques heures, et citait des sources proches de sa famille, qu'il avait subi « un violent passage à tabac » (une fuite goliard).

Colombie

L'ARMÉE A DÉCLENCÉ UNE OFFENSIVE CONTRE DES GROUPES DE GUÉRILLA

Bogotá (A.F.P., U.P.I.). — L'armée colombienne est engagée, depuis une semaine, dans une vaste opération contre des groupes de guérilla dans le sud-est du pays, a-t-on appris le mardi 26 août dans les milieux officiels de Bogotá. Au moins cinq mille soldats soutenus par l'aviation ont investi de larges secteurs des départements de Tolima, de Huila et du Meta, dans la région amazonienne où des éléments des Forces armées révolutionnaires, proches du parti communiste, s'étaient retranchés. On signale une cinquantaine de morts des deux côtés depuis le début des opérations.

C'est la première offensive d'envergure des militaires depuis plusieurs années pour contraindre l'action des groupes de guérilla dans cette région peu habitée de la Colombie.

PREMIER NUMERO

sur demande, téléphonez au 246.18.18

MÉDIAS

un journal, parce que les médias vibrent.



page 32

Bernard Pivot
Le point de vue sur son indépendance à l'égard des éditeurs.

page 68

Marco Panella
Gruppo Radicale Italiano

Pour défendre ses combats et se faire entendre il s'est baïllonné entre minutes à la télévision italienne. Quand Simone Vel veut le faire taire il sort son baïllon.

RECEVEZ GRATUITEMENT LE PREMIER NUMÉRO

ATTENTION. Médias n'est diffusé que par abonnement au tarif de fondateur de 230 F pour onze numéros par an. Il s'adresse autant aux professionnels de la communication qu'à tous ceux qui vibrent avec les médias.

Envoyez immédiatement ce bon à Médias, 18, Bd Montmartre 75009 Paris.

OUI, veuillez m'envoyer le premier numéro gratuit de Médias. J'ai bien noté que j'aurai la possibilité de m'abonner pour un an à partir du numéro deux au tarif de fondateur soit 230 F au lieu de 308 F (11 numéros X 28 F) soit 25% d'économie. Jusqu'au 31 décembre 1980.

Si je décide de ne pas m'abonner, j'en aurai rien à faire sinon de détruire le bon d'abonnement joint à mon envoi. De toutes façons je conserverai mon exemplaire gratuit.

M., Mme, Mlle, Nom _____ Prénom _____
Adresse personnelle: N° _____ Rue _____
Ville _____ Code _____
Société _____ Fonction _____
Adresse professionnelle: N° _____ Rue _____
Mq.1 Ville _____ Code _____

page 55

Jean-François Kahn,
l'âme des Nouvelles Littéraires.
Intransigent, insolent, responsable. La première vraie menace pour le Nouvel Observateur.

page 77

Sherry Lansing.
Devenue à 35 ans patron de la 20th Century Fox.
Sa prémonition: un film sur la catastrophe de Three Mile Island, quatre ans avant.

page 41

Le plan média de Giscard, acteur et stratège.
Il occupe 50% de la surface dans les médias contre 5%, seulement à Rocard. Il reste pourtant vulnérable.

Le Monde

Société

L'ARRESTATION D'UN «BOSS» DE LA NOUVELLE MAFIA

Une partie de l'héroïne destinée aux États-Unis est raffinée en Sicile

De notre correspondant

Rome. — Une vaste opération antidrogue, menée dans la région de Palermo, en Sicile, par des carabinieri, des policiers de la Criminale et des fonctionnaires de la police française, a permis d'arrêter, dans la nuit du 25 août, M. Gerlando Alberti, l'un des plus fameux « boss » de la nouvelle mafia, ainsi que huit autres personnes, dont trois Français, MM. Jean-Claude Champion, Jean-Claude Rahmet et André Bousjot.

Ce coup de filet a permis de découvrir, à 30 kilomètres à l'est de Palermo, à San-Octavio-di-Trabia, une « raffinerie » de drogue. Elle était installée dans des sous-sols d'un chantier de construction, afin que la très forte consommation d'électricité nécessaire à la transformation de la morphine base en héroïne n'attire pas l'attention des pouvoirs publics. Un dépôt de produits chimiques, destinés à ces opérations, et un stock de drogue brut ont été saisis à l'ouest de Palermo, non loin de l'aéroport de la capitale sicilienne.

M. Gerlando Alberti, cinquante-trois ans, considéré comme l'un des lieutenants de M. Luciano Liggio, le « boss » de la nouvelle mafia, qui a suppléé au début des années 60, la vieille mafia agraire, avait profité, le 10 octobre 1977, d'un transfert à Naples pour disparaître de son lieu d'assignation à résidence forcé à l'île Asinara. Il serait impliqué dans la plupart des règlements de comptes de la nouvelle mafia, qui ont ensanglanté la Sicile ces dix dernières années, et notamment dans l'assassinat du chef procureur de Palermo, M. Pietro Scaglione, assassiné en 1971. Il avait été toujours abscons pour insouciance de preuves.

Son arrestation, en même temps que celle de M. Bousjot, un « chimiste » réputé du milieu marseillais, selon la police italienne, confirme le rôle que jouent désormais la mafia sicilienne, en liaison avec la mafia italo-américaine, dans le trafic international de la drogue à destination des États-Unis.

Selon un rapport de la Drug Enforcement Agency américaine communiqué l'an dernier à la magistrature sicilienne, plus du tiers de l'héroïne à destination des États-Unis est produite en Sicile, à partir de morphine base en provenance du Moyen-Orient. Cette production annuelle d'une vingtaine de tonnes d'héroïne, au prix moyen du marché rapporterait plus de 10 milliards de centimes. La filière sicilienne aurait donc désormais remplacé

DÉFENSE

Le projet de budget militaire pour 1981 dépasserait 104 milliards de francs

Le ministère de la défense met la dernière main à un projet de budget militaire de la France pour 1981 qui, selon des évaluations en cours de discussions entre les différents ministères concernés, pourrait s'élever à plus de 104 milliards de francs, pensions non comprises (1).

C'est la première fois, si ces premières estimations sont retenues après les arbitrages gouvernementaux, que le budget de la défense dépassera la centaine de milliards de francs, pour représenter 3,80 % de ce qu'il est convenu d'appeler le produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.).

Par rapport aux dépenses militaires approuvées par le Parlement pour 1980, soit un total de 88 600 millions de francs, l'augmentation est sensible, de l'ordre de 16 %. Les dépenses publiques prévues pour 1981 étant de 610 milliards de francs, les crédits de la défense devraient représenter environ 17 % du montant total du budget de l'État. La chef de l'État a demandé à la plupart des ministères de resserrer leurs demandes de crédits à l'exception de la défense nationale, de la police et de la recherche scientifique.

Mais c'est en regard des objectifs financiers arrêtés, dès 1976, lors de l'approbation par le Parlement de la loi de programmation militaire 1977-1982 que le « coup de pince » ainsi donné à la défense est le plus sensible. En effet, ce plan sexennal d'équipement militaire, adopté par l'Assemblée nationale en mai 1976, prévoyait en francs courants, pour 1981, un budget total de la défense équivalent à 99 990 millions de francs. Si, en fin de compte, le gouvernement retient la somme de 104,5 milliards de francs pour 1981 comme tout le monde à penser actuellement, la défense nationale recevra en réalité un supplément de crédits de 4,6 % par rapport aux prévisions. En pleine année d'élections présidentielles, l'orientation votée par M. Giscard d'Estaing en faveur des armées ne manque pas de susciter quelques réactions.

On remarquera, toutefois, que le budget de la défense, en dépit de sa croissance régulière, n'atteindra probablement pas en 1982 les 20 % du budget de l'État comme la loi de programmation militaire le prescrit. Il est vrai que le gouvernement, en 1976, avait pris soin de préciser que cet objectif devrait être respecté à conditions égales et à structures budgétaires identiques durant les années 1977 à 1982, et que, depuis, les circonstances ont évolué ainsi que les modalités de la concep-

tion même du budget de l'État. De même, le ministère de la défense pourrait avoir des difficultés à appliquer en 1981 la ventilation de ses crédits telle qu'elle est ordonnée par la loi de programmation militaire. Il était prévu, en effet, de consacrer 84 % du budget aux dépenses d'équipement et 16 % aux dépenses d'entretien et de fonctionnement. Il semble, à l'heure actuelle, que les experts du ministère de la défense rencontrent des obstacles pour maîtriser les dépenses de fonctionnement qui, en 1981, pourraient dépasser 54,5 % de l'ensemble des crédits militaires.

(1) Avec les pensions, le budget pour 1981 est de 120 milliards de francs.

LA C.G.T. DÉNONCE LE PROJET DE FABRICATION D'UN CHAR FRANCO-ALLEMAND

La fédération C.G.T. des travailleurs de l'État estime que le gouvernement « doit abandonner immédiatement » le projet de fabrication d'un char franco-allemand dont la réalisation se ferait sous la maîtrise d'œuvre des industriels ouest-allemands, au risque, selon elle, de menacer l'indépendance de la France et le statut des ouvriers des armées. Compte tenu de la « gravité de cette situation », la C.G.T. a annoncé, mardi 26 août à Paris, qu'elle adresserait une lettre au chef de l'État et au ministre de la Défense.

Se fondant sur une « Lettre d'économie militaire », publiée chaque semaine à Bonn, la C.G.T. considère que le ministère ouest-allemand de la Défense « cherche à avoir un entrepreneur général commun de droit allemand ». « Pour la première fois », en conclut la C.G.T., le gouvernement allemand veut dicter ses conditions dans un programme commun franco-allemand.

C'est en février dernier, lors d'une rencontre à Paris entre MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, qu'a été signé un accord de principe sur la fabrication en commun de 900 chars de combat. Un comité directeur chargé de la conduite du programme, aura son siège à Paris et un groupe de coordination, pour suivre l'exécution du projet, sera institué à Hambourg. Deux maîtres d'œuvre nationaux ont été prévus : le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) pour la France, avec son usine de Roanne, et la société MaK-Eskus-Maffel-soudertechnik (M.E.K.S.) pour l'Allemagne fédérale.

FAITS DIVERS

Des drapoux tricolores apposés sur le monument de la Résistance de Bourgoin-Jallieu (Isère), ont été jetés à terre dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 août, quelques heures après la cérémonie marquant l'anniversaire de la libération de la ville. Les gerbes déposées à l'occasion de la manifestation commémorative ont été détruites. Deux autres profanations semblables avaient déjà eu lieu le 15 juin dernier et la veille du 14 juillet.

Accident d'avion en Indonésie : trente et un morts. Un avion Vickers Viscount, de la compagnie privée indonésienne Bourso, s'est écrasé, le mardi 26 août, à proximité de Djakarta en Indonésie au moment où il tentait un atterrissage de fortune. Les vingt-cinq passagers et les six membres d'équipage ont trouvé la mort dans cet accident. L'avion relâit Djakarta à Bornéo et à Célèbes. — (A.F.P.)

Un agent financier d'Amérique (New-York), M. John J. Adams, âgé de soixante-deux ans, a été inculpé, jeudi 21 août, par M. Jacques Girod, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour faux et usage de faux, abus de confiance, banqueroute et exercice illégal de la profession de banquier. Une vérification effectuée par la Banque de France a fait apparaître un « trou » de 30 à 40 millions de francs. M. Adams a été laissé en liberté.

JUSTICE

LA CHANCELLERIE A OUVERT UNE ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE MIS ET THIENNOT

En réponse à une question écrite de M. Robert Ballanger, député (P.C.) de Seine-Saint-Denis, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le procureur général, M. Raymond Mis et Gabriel Thiennot, condamnés en 1980 à quinze ans de travaux forcés pour un crime qu'ils ont toujours nié (le Monde du 8 juillet), ont été placés sous le régime de la Grande, il a été découvert en fait nouveau de nature à étayer l'innocence de ces deux condamnés. Conformément aux dispositions des articles 622 et 623 du code de procédure pénale, il est actuellement procédé à des recherches et vérifications destinées à éclaircir le garde des sceaux sur le bien-fondé de cette demande.

PRESSE

Le « Times », où se poursuit la grève des journalistes (le Monde du 23 août), n'a toujours pas paru ce mercredi 27 août. Les négociations qui se sont déroulées mardi soir à Londres entre représentants de la direction et de la rédaction en grève du Times se sont achevées cependant sur une note optimiste.

RÉOUVERTURE
RELAIS PLAZA
samedi 30 août

CARNET

LA CHANCELLERIE A OUVERT UNE ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE MIS ET THIENNOT

En réponse à une question écrite de M. Robert Ballanger, député (P.C.) de Seine-Saint-Denis, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le procureur général, M. Raymond Mis et Gabriel Thiennot, condamnés en 1980 à quinze ans de travaux forcés pour un crime qu'ils ont toujours nié (le Monde du 8 juillet), ont été placés sous le régime de la Grande, il a été découvert en fait nouveau de nature à étayer l'innocence de ces deux condamnés. Conformément aux dispositions des articles 622 et 623 du code de procédure pénale, il est actuellement procédé à des recherches et vérifications destinées à éclaircir le garde des sceaux sur le bien-fondé de cette demande.

Le « Times », où se poursuit la grève des journalistes (le Monde du 23 août), n'a toujours pas paru ce mercredi 27 août. Les négociations qui se sont déroulées mardi soir à Londres entre représentants de la direction et de la rédaction en grève du Times se sont achevées cependant sur une note optimiste.

RÉOUVERTURE
RELAIS PLAZA
samedi 30 août

Décès

Nancy. — M. Roger Chaste et ses enfants ont le deuil de leur part du décès de M. Roger CHASTE, ingénieur général, 42 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

M. Albert Crehanche, 64 ans, et Mme Michel Crehanche et leurs enfants, ont le deuil de leur part du décès de M. Albert CREHANCHE, 64 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de soixante-huit ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

SCIENCES

Spécialiste de l'aéronautique L'ACADÉMIEN SOVIÉTIQUE BORIS PETROV EST MORT

L'académicien Boris Petrov, l'un des responsables des programmes spatiaux soviétiques, est décédé samedi 23 août des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-sept ans.

Né le 11 mars 1913 à Smolensk, Boris Nicolaevitch Petrov était un spécialiste de la théorie de la régulation et de la gestion automatique. Après avoir été diplômé de la faculté d'électronique de l'Institut électrotechnique de Moscou (1939), docteur en sciences (1945), puis professeur (1948), il fut élu correspondant de l'Académie des sciences d'Union soviétique (1953), dont il sera, sept ans plus tard, membre à part entière.

Dans le petit monde de l'aéronautique, chacun connaît le silhouette sèche du vice-président de l'Académie des sciences. Bien souvent, on lui a vu confier, en compagnie de Leonid Sedov, la délégation soviétique dans les grandes conférences internationales pour commenter, à cette occasion, le programme spatial de son pays. Boris Petrov était également bien connu des Français, car, en tant que président d'Intercom, organisme chargé de gérer la coopération spatiale entre l'Union soviétique et d'autres pays, il contribua largement à la mise en place de programmes scientifiques franco-soviétiques dans de nombreux domaines : astronomie, ballon dans l'atmosphère de Vénus, biologie et météorologie spatiale, etc. Récemment encore, il avait largement contribué en faveur de l'envoi dans l'espace d'un cosmonaute français à bord d'un vaisseau soviétique et avait, l'an dernier, prêté à l'Agence spatiale européenne, à l'occasion de la manifestation commémorative, un modèle de son vaisseau spatial. Il avait également contribué à la réalisation de la mission spatiale de l'Union soviétique, en tant que président du Centre national d'études spatiales, les détails de cette nouvelle mission franco-soviétique.

UNE SÉLECTION

théâtre

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis LALANDE, 82 ans, décédé le 24 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'un cancer du pancréas, à la clinique de la Croix-Rouge, 15 rue de la République, 54000 Nancy.

مكتبة الأمل

GRANDEURS ET MISÈRES DU CIRQUE



* Dessin de BONNAFFE.

Peu de cirques ont alloué cet été les routes de l'Hexagone : le regain d'intérêt, il y a quelques années, s'est estompé.

Apparu bien après les autres disciplines, et déclinant en quelque sorte de celles-ci, l'art du clown semble se perdre le premier. Excepté dans les cirques soviétiques, il est difficile d'en rencontrer aujourd'hui qui aient gardé toutes leurs possibilités d'émerveillement, leur esprit inventif. Il y a les vétérans octogénaires, il y a des artistes haïtiens, et quelques autres, disséminés en Europe, qui reprennent avec rigueur les numéros classiques.

L'APPARITION du clown a longtemps été celle de la couleur, de l'extravagance, du fantastique et de la poésie. Avec son cœur, son innocence, ses gestes gentils, ses mouvements maladroits, le clown était un peu comme un enfant inadapté. Il arrivait qu'on abusait de lui, mais si quelqu'un le frappait, il y avait pour lui de la pitié.

Comme le cirque où s'est toujours trouvé son terrain de prédilection, le clown se meurt aujourd'hui.

Les rires fous, éclatants, légers, en liberté, les tartes à la crème des comédies burlesques des années 30 l'avaient d'autant plus secourus qu'après avoir adapté à l'écran le comique de la piste, les artistes sortis des studios de la Keystone avaient su faire courir leur fantaisie et leur imagination avec rigueur et efficacité. Ils avaient pu développer un humour au second degré, voire une forme de burlesque de la parole qui les hissaient parfois, comme W.C. Fields, ancien jongleur de cirque, au rang de bouffon moderne.

Avec le cinéma, la télévision et la multiplication des centres d'intérêt proposés au spectateur éventuel, le cirque a perdu la plus grande partie de son public — même en Italie où les nombreux chapiteaux qui existent encore ont vu récemment le nombre de leurs représentations diminuer de plus de la moitié.

A présent, quand le clown travaille sous un chapiteau, il doit se soumettre au rythme de plus en plus difficile imposé par la crise irréversible du cirque. Celui-ci autrefois séjournait dans une ville plusieurs jours, parfois une semaine ou plus longtemps encore. Les gens de la piste pouvaient souffler, avaient le temps d'imaginer, de travailler. Tout est plus dur maintenant. On donne rarement plus d'une représentation par ville, et le clown n'a généralement pas le temps de s'installer dans le spectacle, d'offrir vraiment son univers. Pour faire rire, il devient facilement grossier, il utilise n'importe quel élément, le copie.

Lorsqu'il n'a pas d'engagement sur une piste, le clown cherche à faire de l'animation

commerciale dans les supermarchés. Mais les places, comme on dit, sont chères, et certains clowns, comme Bob et Momo, ont fait de cette animation une sorte de second métier qui prête plus à la tristesse qu'au rire.

Il reste, certes, de grands clowns. Il y a Lou Jacobs : pensionnaire du cirque américain Ringling Bros. depuis près de cinquante ans — il a aujourd'hui soixante-dix-sept ans —, Jacobs a créé autrefois un masque — sourcilis ex-

gérément haussés et énorme bouche dessinée — qui est devenu l'archétype du visage du clown. Il y a Charlie Rivel, octogénaire, mais toujours en activité avec son nez rouge carré, son maillot également rouge et démesurément long, ses immenses espoirs enfantins. Rivel continue à courir à travers l'Europe, joue le gosse boudoir ou l'opulente cantatrice, tantôt en Allemagne, tantôt en Suède ou en Espagne, réaffirmant ainsi à sa façon que le clown ne peut mourir.

L'âme des enfants

Comment pourrait-il penser le contraire, lui qui a étudié toute sa vie l'âme des enfants, qui a vu leurs gestes, leurs rires, qui a pris leurs désirs, leur innocence, et qui aime raconter l'histoire du clown de Stockholm, qui recevait tous les soirs dans sa loge des fleurs que lui adressait une jeune fille. Un jour, celle-ci entre dans la roulotte au moment même où le clown quitte son maquillage. Le masque cache le visage d'un très vieux bonhomme et la jeune fille n'a plus donné signe de vie.

Lou Jacobs et Charlie Rivel sont nés clowns, ou presque. Ils ont eu et ont la grâce. Ils ont pleinement développé leur art, en faisant notamment une synthèse de diverses spécialités de la piste qu'ils ont exercées au début de leur carrière.

D'autres clowns moins âgés parviennent à poursuivre sans trop de mal leur aventure : le Suisse Rolf Knie Junior, qui a renouvelé les numéros habituels du répertoire par une belle invention, par le jeu répétitif des gags ; les Chicksy — autres Suisses — qui ont pris conscience de la nécessité d'une logique dans la construction

d'un numéro et introduisent une réelle sensibilité aux choses de la vie ; les Français Pierre Etiax et Annie Fratellini ; Victoria Chaplin, qui laisse éclater ses états d'âme ; les clowns italiens de la tradition de la *commedia dell'arte*, enfin, dans des spectacles drôles et tendres ou la souffrance fait rire.

Mais, incontestablement, c'est dans les cirques d'Etat soviétiques que l'on trouve encore une pléiade de grands clowns. Le comique d'Oleg Popov, le plus connu d'entre eux, s'est certes considérablement émoussé. Mais son personnage de gervache de Moscou aux yeux bleus, à la chevelure flasse et à la casquette de fantaisie reste très populaire, et ses entrées au vieux cirque de la capitale soviétique sont parfois étonnantes, soit par la forme — entouré de « girls » à la manière des Ziegfeld Folies, Popov chante et danse sur la piste, — soit par le fond quand, se mettant dans le personnage d'un docteur, il diagnostique qu'« un tel s'est tellement plu devant les chefs qu'il ne peut plus se dépitier ».

Les leçons du cinéma comique

Youri Nikouline, qui joue au naïf, est aujourd'hui un clown plus subtil, plus nuancé que Popov. En peu de gestes, Nikouline, qui pourrait être un grand acteur de cinéma, provoque le

rire. Anatole Martchvsky, à peine âgé de vingt-cinq ans, élégant, léger et plein d'humour, a plutôt l'air d'un gandin aux cheveux longs, avec le pantalon à franges et le tee-shirt, que

d'un clown traditionnel, mais il indique ainsi une nouvelle voie plus adaptée aux temps modernes.

Stanislav Tchichoukine et Serebriakov, qui jouaient au printemps dernier à Leningrad avant d'inaugurer, durant les Jeux olympiques, le nouveau cirque ultra-moderne de Moscou, sont deux artistes d'une invention constante qui ont parfaitement assimilé les leçons du burlesque et du cinéma comique ; ils imaginent des « reprises » étourdissantes de drôlerie, d'émotion, voire de pure poésie, comme l'instant où Tchichoukine s'envole avec des ballons au sommet du chapiteau.

Oleg Popov, Youri Nikouline, Stanislav Tchichoukine, Serebriakov, Anatole Martchvsky et tous leurs confrères sont passés par l'école des clowns dirigée par Marc Mestechkine, également directeur du vieux cirque de Moscou, et ancien élève de Meyerhold. Basés sur le système de Stanislavski et de Meyerhold, les études de cette école durent trois ans. La première année, les élèves — une dizaine, sélectionnés parmi cent cinquante candidats environ — apprennent notamment le jonglage, l'acrobatie, la musique ; la deuxième année, ils étudient l'art comique, s'exercent à rire et à pleurer, à construire des sketches à partir de choses vues dans la vie, à dessiner leur propre masque de



* Dessin de BONNAFFE.

clown ; la troisième année, ils développent leur imagination, leurs inventions, et chacun se cherche un partenaire avec lequel il formera, pour longtemps si tout va bien, un couple de piste. Et bien sûr, durant la période des études, il n'y a pas un seul spectacle du vieux cirque de Moscou auquel ils ne participent : ce printemps et cet été, ils étaient les partenaires de Popov dans les multiples « entrées » que celui-ci proposait.

Les ficelles du métier

Copropriétaire avec son frère Ivo d'un petit cirque régional de deux cent cinquante places en Lombardie, Alberto Caveagna ne croit pas que l'art du clown s'enseigne dans une école. Ce qu'il sait faire et qui provoque le rire des enfants de moins en moins nombreux qui viennent le mercredi ou le samedi après-midi sous son chapiteau, il l'a appris sur le tas et dès le plus jeune âge. Peu à peu, il a trouvé ses expressions, les ficelles du métier, et il les offre au jeune public clairsemé avec un plaisir qui, malgré le masque du maquillage, se lit sur son visage et est beau à voir. Alberto Ca-

vagna et son frère emploient toute leur famille dans le cirque. Chacun a ses responsabilités, s'occupe de la maintenance ou des licences à obtenir auprès des autorités de chaque petite ville ou village, des répétitions, de la publicité ou des affiches. Trois des fils d'Alberto sont jongleurs, le quatrième joue au cow-boy, lance les couteaux et fait de l'acrobatie. Les cinq enfants — quatre garçons et une fille — d'Ivo sont équilibristes. Aucun des fils d'Alberto ou d'Ivo ne veut devenir clown. Alberto a bien essayé d'en persuader certains. En vain.

— CLAUDE FLEOUTER.

GALERIE LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4
En permanence :
ÉMAUX de :
Raymond Mirande
points et champlevés,
cloisonnés or et argent
MASQUES de :
Mika Mikoun
751.225-14-21 et 329-51-40

MUSÉE RODIN
27, rue de Varenne, Paris (7^e)
FENOSA
T.L.J. (et mardi) 10-12 h et 14-18 h
11 juin - 29 septembre

Amboise
EXPOSITION MANIGLIER AU CHOISEUL
On nous prie d'annoncer l'exposition de peinture Yvette Maniglier dont le vernissage aura lieu le samedi 6 septembre, à 17 h, dans les salons de l'Hôtel Choiseul 36, quai des Violettes.
On se souvient de la dernière manifestation de l'artiste qui s'était déjà déroulée au Choiseul il y a deux ans sous la présidence d'honneur de M. et Mme Debré. C'est avec un plaisir certain que nous verrons l'œuvre de Maniglier dont la formation à l'Académie San Marco de Florence, enrichie des conseils de Matisse, se poursuit par la Kunstakademie de Stuttgart.
Nous souhaitons un vif succès à l'artiste dont l'exposition sera visible jusqu'au 6 octobre.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
24, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (4^e)
241.732-51-40

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
Esprits et dieux d'Afrique
jusqu'au 3 novembre NICE (93) 81-75-75

EN EGYPTÉ AU TEMPS DE FLAUBERT
les premiers photographes
1839/1860
au Centre Kodak d'Information
38 avenue George V, 75008 Paris
du lundi au vendredi de
9 h 30 à 18 h 30
jusqu'au 19 septembre.

"En Egypte au temps de Flaubert" est l'une des 27 expositions présentées actuellement en France sous la signature de Kodak-Pathé. Peut-être, parmi celles-ci, avez-vous vu : La découverte du corps humain / Le fil des pierres, photogrammétrie et sauvegarde des monuments / La reconstitution photographique de la Tombe de Nofretari.



réouverture lundi 15 septembre à 10h30
COURS de l'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET
direction d'acteurs Pierre Reynal
mardi-mercredi - jeudi - vendredi de 10h30 à 13h30
mercredi de 17h30 à 19h30
inscriptions - renseignements Théâtre de l'Athénée 24 rue Caumartin tél. 742.87.81

MARIGNAN PATHE - GAUMONT LES HALLES - LES NATIONAL - CAMERONNE PATHE
OLYMPIC ENTREPOT - LES 3 MURAT - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN HUCHETTE
LES 7 PARNASSIENS - TRICYCLES Amériques - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent



Avec Anthracite, l'adolescence prend sa revanche à l'écran.
Pierre BILLARD (le Point)

MULTI CINÉ
LA CARAVANE NATIONALE
LA CANNE A SUCRE
23.25
ONER SPECTACLE

UGC ERMITAGE
UGC BOULEVARD
QUE DE L'
SARCELLES
PARIS 12 ARSÉNIUM

500 من الأصل

Le nez rouge de Raymond Devos

CLOWN. Raymond Devos l'est à sa manière, lui qui sait tout faire, joue de divers instruments, utilise la langue fluide et facile du mime, se fabrique des masques, exploite un mouvement, affronte le non-sens, joue avec les situations et l'imaginaire, abaisse une magnifique agresse dans la folie et l'absurde. Il nous parle donc du clown et de ses rapports avec lui :

« Au fur et à mesure qu'il se met du blanc sur les joues et dessine au rouge sa grande bouche, le clown, dit Raymond Devos, oublie sa propre identité, entre dans une espèce d'irréalité, devient comme un personnage de ténure qui bouge. »

« La clown doit dériver toutes les fois, par exemple, avec son nez rouge dire brutalement : « Ah ! » ou ne peut pas sauter du troisième étage ! En bien, moi, messieurs-dames, je vais le faire ! Et il saute et, en général, il se débrouille. Car le clown c'est tout de même un grand illusionniste. Des mots et des idées. Alors, je pourrais très bien affirmer : « Médicaments et messieurs, de temps en temps j'ai des blocages parce que je pense très vite et puis lentement, alors parfois il y a des mots qui ne peuvent plus sortir. Je pourrais faire devant vous un double autruche, mais si l'un d'eux me dit : « Mais non, ça va, ça va, ça va », moi j'ai bien ces espèces de blocages. Le clown les pratique constamment. Il jongle avec l'intelligence, avec les exploits, avec tout. C'est le bouffon. Celui qui sert de contrepoint à l'intelligence. Celle-ci est toujours raisonnable, elle peut tout expliquer. Le clown la pratique constamment, choses surprenantes, déconcertantes, qu'on ne peut pas expliquer et qui semblent finalement être la vérité. »

« L'une des grandes sources du

comique a été bien sûr le rappel du physique sur le mental, on a corps, on ne peut pas s'en défaire et ce corps est continuellement en train de nous trahir. Les comiques du cinéma américain couraient sans cesse, ils étaient poursuivis, ils se pressaient, ils tombaient, et brusquement, dans une fulgurance, il apparaissent comme une espèce de mécanique, une sorte de pantin. »

« Chez nous, Tati a eu un trait de génie en adoptant l'accentuation rythmique dans la vie, grâce essentiellement à des hématites. Il a trouvé un accélérateur intérieur. Le clown aurait intérêt à suivre un rythme rapide. Mais le clown c'est le développement son spectacle est large, et il est le plus grand défi. Il doit jouer pour tout le monde, derrière, devant, sur les côtés, et en même temps aller vite. C'est un paradoxe. »

« J'adore les clowns et certains jours j'aimerais être l'un d'eux. Faire le clown à condition que l'on ne sache pas qui je suis... pour mon plaisir personnel... Des gens me disent quelquefois : « Si vous mettez un nez rouge, vous serez beaucoup plus drôle. » Je réponds : Pourquoi pas. Après tout, c'est possible ! Il y a quelques années, devant des enfants, je me suis trans-

formé en clown. Les gosses rigolaient tandis que je me préparais. Et puis j'ai mis le nez rouge et un chapeau. Il y a eu un moment de stupeur. Plus personne ne riait. Autre exemple : dans le cours d'une tournée, en sortant du théâtre et en rentrant à l'hôtel, je m'affuble du même nez rouge et du chapeau. Le porteur de l'hôtel, à qui j'annonce vers 1 heure du matin : « Devos », ne s'étonne qu'à moitié. Je lui dis : « Donnez-moi la clé du 30, s'il vous plaît. Et je monte l'escalier, je retrouve ma chambre. J'ai mis le masque pour moi. Mais je n'étais pas forcément drôle. »

Une espèce de rêve

« La force du spectacle, ce n'est pas tellement ce que l'on montre, c'est l'imaginaire, ce que l'on suggère. Autrefois, je m'imaginais sur scène un monsieur qui avait soif. Je commençais par mimer les objets, par les faire sentir, de telle sorte qu'ils finissaient par exister aux yeux des autres — pas aux miens bien sûr, je n'étais pas dupe, j'étais l'artiste. Je raconte tout ça aux gens :

« On voit bien le verre, messieurs-dames, on voit bien le verre en transparence. » Les spectateurs répondaient : « Oui. » Après les remplissais le verre et le buvais. Ce n'était pas tout à fait clownesque mais ça n'avait pas de limites, il n'y avait pas d'obstacle. Au cirque, si on avait le courage, on mettait tout à plat, son immense potentiel, ses accessoires, et on trouverait bien

le moyen de s'en servir autrement. »

« La première fois que je suis entré sur une piste — pour un gala de l'Union des artistes, j'ai exécuté mon numéro dans une espèce de rêve, comme si j'étais un enfant dans un berceau, avec des visages de grandes personnes qui se penchaient vers moi. »

« Quand je parlais du comique il y a quelques années devant des enfants, ceux-ci étaient enthousiasmés. Ils comprenaient merveilleusement le monde de l'absurde. Vers la fin de la réunion, j'ai demandé aux gosses : « Est-ce que l'un d'entre vous désire être clown plus tard ? » Personne ne le souhaitait, et pourtant certains d'entre eux avaient la grâce, possédaient ce qu'il faut bien appeler l'inspiration, jouaient ce qu'ils voyaient à leur manière. »

« Moi, évidemment, je suis un homme de texte, pas tellement un homme de comique et de gestualité. Mais si j'étais né cinquante ans plus tôt, je crois que je serais devenu un clown. »

C. F.

Un stage chez Annie Fratellini

QUATRE semaines pour devenir clown, acrobate, jongleur ? Quatre semaines pour découvrir la magie du cirque ? Quatre-vingt jeunes de quinze à vingt-cinq ans ont rejoint avec ces idées — ces illusions — l'Ecole nationale du cirque d'Annie Fratellini pour un stage au mois d'août.

Le terrain vague à la sortie de Boissy (Yvelines), habité par le chapeau bleu du cirque Pierre-Etats-Annie Fratellini avait, le 4 août, des airs de fête pour les accueillir. Tout ressemblait, jusque-là, à leurs rêves d'enfance : l'odeur de la sauterie, les bandes de velours rouge, les deux chevaux dressés et la bouille ronde d'Annie Fratellini, massive et souriante, petite-fille de Paul Fratellini, petit-nièce de François et Albert Fratellini, enfant de la belle née au cirque.

« Quand vous recevez quelqu'un chez vous, dit Annie Fratellini, il faut que cela soit propre et net. Un cirque, c'est pareil. » Le cirque n'est-il pas une famille ? Et une famille qui doit s'ouvrir à d'autres ? Annie Fratellini, dont la famille appartient au cirque depuis 1862, croit aux « tables ouvertes ».

Les lendemains de fête furent durs pour les stagiaires : le cirque est aussi un métier, une longue discipline. Les roulades ont succédé aux roues, et les roues aux numéros d'équilibre... à 10 centimètres du sol. Les plus présumptueuses ont été brisées dans leur vanité, par les ardoises qui ont sanctionné des exercices tentés, sans encadrement, le dimanche, et par les vertiges qui ont marqué leur début au trapèze sous le soleil de midi.

Cinq stagiaires n'ont pas résisté à l'hygiène du cirque. D'autres montrant quelques réticences à bayer la piste après chaque numéro et à recommencer « après un repas abondant » la course de danse ou de claquettes. La plupart animateurs, enseignants ou apprentis comédiens travaillent huit heures par jour « pour apprendre à connaître leur corps », « pour un avant-goût des métiers du cirque ». Il n'y en a que trois ou quatre qu'Annie Fratellini a reconnus comme les siens : cette fille de quatorze ans, qui sera une écuyère parce qu'elle a « le style » ; ce jeune de Brest qui a

su résumer son premier maquillage de clown.

Annie Fratellini leur fera pourtant à tous une concession : elle qui a mis huit ans à préparer « son entrée » avec Pierre-Etats, son mari, elle qui défend le métier de clown comme « une longue accoutumance au public », accepte que ces stagiaires préparent un numéro pour la fin du mois. « Avec mes élèves, dit-elle, j'aurais été autre chose. » Elle les aurait sans doute voulu plus humbles.

Une vingtaine d'entre eux sont présents à ce stage. Ils ont monté cinq fois au cours du mois d'août « un vrai spectacle » et non « une succession de numéros » comme dans « ces supermarchés » que sont devenus disent-ils les grands cirques. Au moins ici, les rideaux et le tapis ne sont pas en plastique, les accompagnements ne sont pas cette navrante musique de cirque fabriquée par un chef d'orchestre qui n'est pas un compositeur, et enfin la mise en piste, l'organisation du spectacle, est étudiée et sérieuse.

Pourtant ce cirque, même s'il arrive à leur payer cinq mois de tournée pour des salaires mensuels allant de 700 à 7 000 francs est d'abord une école. Annie Fratellini l'a créée pour éviter que les cirques français n'emploient comme il y a cinq ans que des artistes étrangers. Encore faudrait-il que les élèves, malgré leurs réticences, rejoignent ces grands chapiteaux comme une dizaine d'entre eux l'ont fait.

Alors tristes ces clowns ? « Le seul clown triste est celui qui ne gagne pas d'argent », affirme ce jongleur de vingt-cinq ans qui tente de devenir, depuis un an, un clown de reprise. La reprise est un petit internat entre deux numéros où les clowns miment ce qui a précédé. Le stage est un peu une involontaire reprise, les stagiaires imitant de façon un peu mécanique, un peu pénétrée, les artistes du cirque.

La ville de Boissy offre à l'Ecole nationale du cirque 300 000 francs de subvention pour ce stage où l'on ne compte aucun habitant de cette ville. « Ce stage, dit simplement le maire, M. Georges Sabatier (P.C.), offre une perspective de développement culturel. »

NICOLAS BEAU.

MULTI CINE

LA BANQUIÈRE

LE FRANC-ÉLYSÉES
STUDIO SAINT-GERMAIN
HAUTEVILLE
3 NATIONS
SAINT-LAZARE PASSEUR

SCARFACE

SAINT-GERMAIN HUGUETTE

ANTHRACITE

SAINT-GERMAIN VILLAGE
7 PARNASSIENS
3 NATION

LA CARABINE NATIONALE

HAUTEVILLE
7 PARNASSIENS
3 NATION

MON ONCLE D'AMÉRIQUE

ÉLYSÉES LINCOLN
HAUTEVILLE
7 PARNASSIENS
SAINT-LAZARE PASSEUR

THEATRE ECOLE DU MIROIR

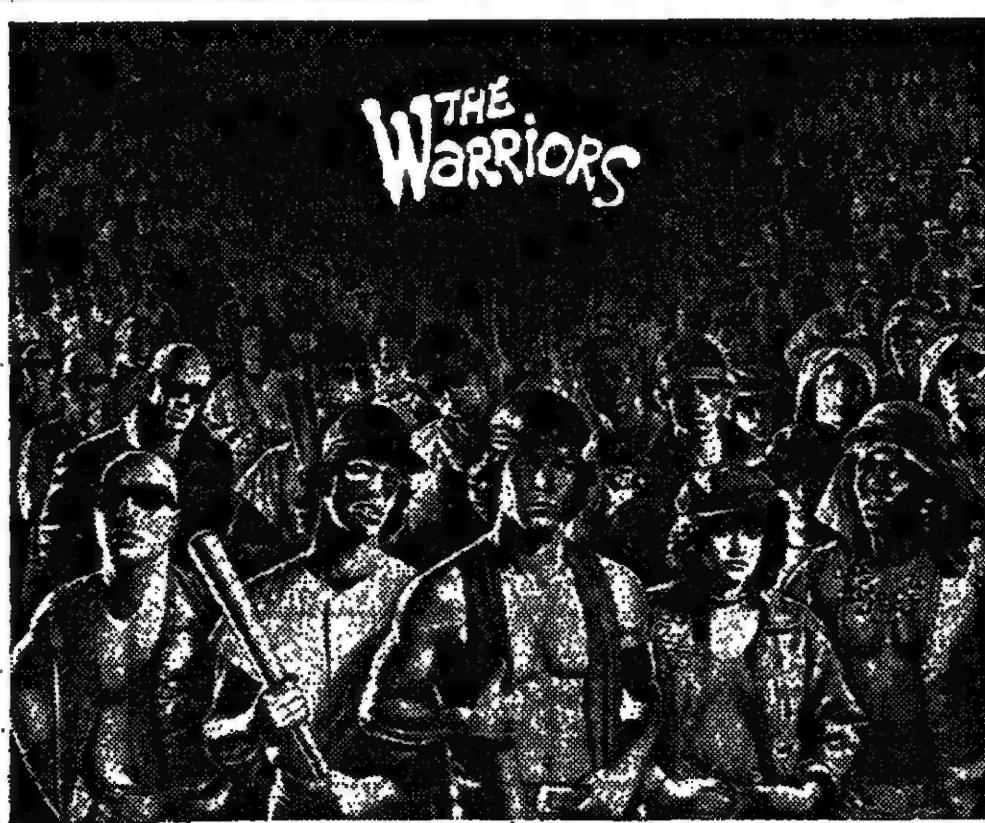
COURS DANIEL MESGUICH

Théâtre MOUFFERTARD
10, rue Mouffertard Paris 5^e
Les je de 10h à 11h30 s.m.
Tél. 236.02.87.00-7.43.64

LA CANNE A SUCRE

BAB 23.25
DINER SPECTACLE

UGC ERMITAGE VO REX VF HELDER VF CLICHY PATHE VF MIRAMAR VF
UGC GOBELINS VF MISTRAL VF MAGIC CONVENTION VO UGC ODEON VO



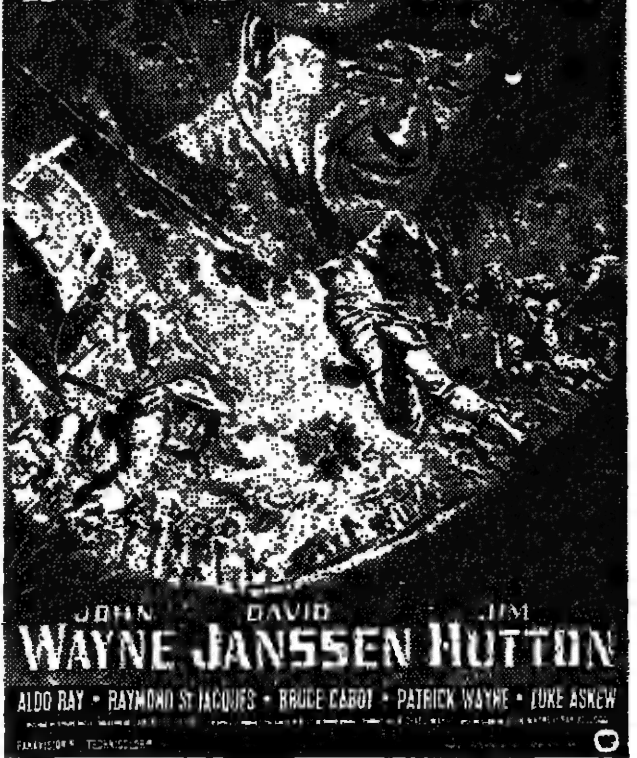
les GUERRIERS de la NUIT

une production Lawrence Gordon "LES GUERRIERS DE LA NUIT"
Producteur exécutif Frank Marshall d'après le roman de Sol Yurick
Scénario de David Shaber et Walter Hill Produit par Lawrence Gordon Réalisé par Walter Hill
UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

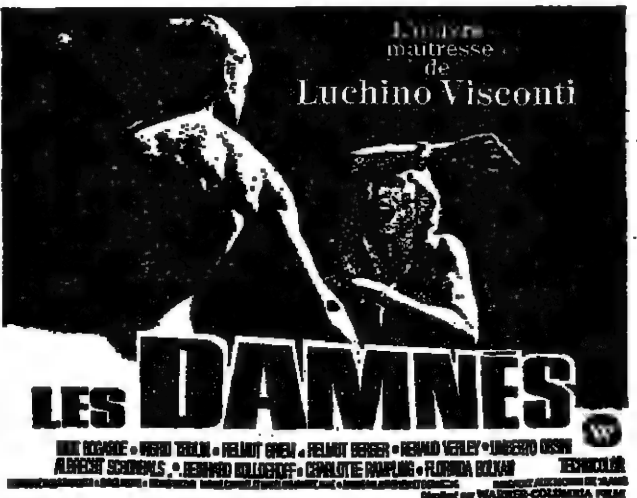
SARCELLES-FLANADES ORSAY-ULIS ST GERMAIN-C2L CHAMPIGNY-MULTICINE PATHE
PARLY 2 - ARGENTEUIL-ALPHA NOGENT-ARTEL PANTIN-CARRÉFOUR CRETEIL-ARTEL

PARAMOUNT OPERA v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f.

LES BERETS VERTS



ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - QUINTETTE v.o. - LA PAGODE v.o.
MONTPARNASSE PATHE v.f. - LA FAUVETTE v.f.
CAMBRONNE v.f.



Les communistes et la création

Au nom des combats populaires

RÉVOLUTION revient, dans son numéro daté 15-21 août, sur ce débat et confirme implicitement la nouvelle orientation du P.C. : « Il s'agit aujourd'hui, écrit Joseph Aulnette, de renouveler et préciser sans équivoque la prise de position des communistes pour la liberté de création et d'affirmer avec une force nouvelle la volonté résolue de chercher comment abaisser, des maintenant, les barrières de la ségrégation culturelle. » Respect de la liberté de création : voilà pour la continuité, au moins depuis la comitologie d'Argenteuil en 1968. Lutte contre la ségrégation culturelle : « avec une force nouvelle » : voilà pour l'infécondité, la correction de trajectoire.

Ce n'est pas que la volonté d'abaisser les barrières de la ségrégation culturelle soit nouvelle au P.C. Mais c'est au conseil national de Bobigny, en février 1980, que cette préoccupation est devenue prioritaire dans les rela-

tions avec les hommes de culture, et c'est à Argenteuil, dans le prolongement de l'« effet Marest » (selon la formule de Jack Ralite, membre du comité central), et aussi dans le climat créé par l'arrivée d'un directeur socialiste, Bernard Faivre d'Arlier, à la tête du Festival, en remplacement de Paul Poux, communiste, qu'a été nettement perçu le nouveau langage du P.C. Rompant avec leurs habitudes, les responsables communistes, qui avaient toujours défendu farouchement, depuis l'origine, le Festival et ses animateurs, n'ont pas attendu que s'ouvre celui de 1980 pour attaquer son nouveau directeur. Ainsi une interview de Bernard Faivre d'Arlier dans *Révolution* était-elle précédée du commentaire suivant : « Ses réponses s'annoncent pas notre conviction. En Argenteuil, *Révolution* et les communistes diront pourquoi. Et notamment que l'éventail du Festival passe d'abord par la lutte » (*Révolution* daté 11-17 juillet).

Le festival des technocrates

Jean Burles, rédacteur en chef de *Révolution*, s'élève, dans l'édition d'un des numéros suivants (*Révolution* daté 25-31 juillet) contre la sanction infligée par le maire socialiste à un conseiller municipal communiste après une manifestation de mineurs des Cévennes au cloître des Carmes, au moment où devait commencer une représentation théâtrale (*le Monde* du 24 juillet). Ce conseiller communiste, Alain Pauly, qui s'était joint aux manifestants, s'indignait de voir le Festival « virer à droite », ajoutant, en des termes révélateurs des nouvelles conceptions du P.C. : « C'est une trahison, même si les spectacles sont meilleurs. » Jean Burles s'en prenait également, dans *Révolution*, à Dominique Taddéi, adjoint chargé des affaires culturelles, député socialiste, coupable, selon lui, d'avoir laissé croire à la possibilité d'un consensus avec le pouvoir.

Danièle Bleitrach s'interrogeait, la semaine suivante (*Révolution* daté 1^{er}-7 août, sur le devenir du Festival, « où s'affrontent plusieurs conceptions de la culture autour de l'héritage de Jean Villier », et dénonçait les forces « qui jouent aujourd'hui pour transformer Argenteuil en ghetto, pour isoler la création des combats populaires ». Elle ajoutait : « On glisse insensiblement vers une technocratisation. » Impression à peine corrigée, huit jours plus tard, par Jeanne Rousseau (*Révolution* daté 8-14 août) : « Le festival des instituteurs de la libération meurt

un peu, sans doute nait celui des technocrates. Faivre d'Arlier n'est pas pour rien un érudit. Mais il peut réserver des surprises positives. »

Ce souci de lier la culture aux luttes populaires conduisait évidemment à poser autrement la question des relations entre les créateurs et leur public. Le P.C., pour sa part, en tirait apparemment la conclusion que certaines œuvres devaient être favorisées et certaines, au contraire, critiquées, en fonction de critères autres qu'esthétiques. D'où la réaction d'un metteur en scène comme Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre national de Strasbourg, mais aussi porte-parole du Syndicat (Syndicat des directeurs d'entreprises d'action culturelle), qui a estimé que les créateurs étaient « lâchés » par les communistes.

Bien entendu, ceux-ci se défendent d'avoir changé de politique et s'étonnent que l'on appelle « tournant » ou « retour » l'approfondissement de leur réflexion sur la culture (*Révolution*, daté 4-10 juillet). « Pas de « tournant » donc, mais une dimension et une dynamique nouvelles », écrit aussi Michel Cardozo (*Révolution* daté 11-17 juillet). Et Danièle Bleitrach, rendant compte des discussions d'Argenteuil, condamnait « la tentative de confondre [le] souci de lutte contre la ségrégation culturelle avec le contrôle sur le contenu des œuvres d'art » (*Révolution* daté 1^{er}-7 août).

La tragédie de l'écart

Tel est pourtant le nœud de l'affaire. Celle-ci tourne autour d'une notion qui est désormais au centre de la réflexion des communistes et de l'enquête que *Révolution* se propose d'ouvrir en septembre : la notion d'écart. Écart entre les créateurs et le public, « décalage qui prend l'allure de tragédie entre l'espace sensible de l'artiste, ses choix esthétiques, et ceux des lecteurs ou récepteurs de son œuvre », selon Joël Jouanneau (*Révolution* daté 4-10 juillet), qui précise : « Oui, le sang circule décidément très mal entre la création artistique et la population. Voilà ce qui ne peut plus durer. »

Sur ce thème, *Théâtre/Public*, revue bimestrielle du théâtre de Genève, a donné récemment la parole à plusieurs responsables culturels. La « table ronde » organisée par les animateurs de la

revue montre bien les dangers de la nouvelle approche préconisée par le P.C., quelle que soit la prudence de ceux qui la défendent. Suggérant une définition de l'art comme ce qui fait violence afin de « faire réfléchir et agir autrement l'être le moins disposé à changer, le spectateur », Bernard Pautrat, dramaturge au Théâtre national de Strasbourg, affirme par exemple : « Il est clair dans ces conditions que se pose au préalable la question du degré d'autorité ou d'optimum d'écart dans la création, en fonction du public, de la population, des institutions diverses, c'est manifestement déjà son impuissance à faire violence à quoi que ce soit. » Ce serait, à la limite, renoncer à l'un des termes de l'alternative, sacrifier l'un des pôles — celui du créateur — à l'autre — celui du spectateur.

Assiste-t-on à un « tournant » dans la politique culturelle du parti communiste ? Celui-ci a-t-il changé d'attitude à l'égard des créateurs, passant d'un soutien sans réserve, dans le respect de la liberté de tous, à une coopération sélective fondée sur des critères politiques ? La question a été posée publiquement après la parution dans « *Révolution* » de deux articles de Lucien Marest, collaborateur du comité central, qui ont entraîné le départ de François Hincq, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire communiste (« *le Monde* » des 20, 24, 26, 28 juin), et soulevée plus largement encore à Argenteuil par plusieurs metteurs en scène inquiets d'un apparent changement de cap.

Certes, les communistes sont attentifs, disent-ils, à tenir les deux bouts de la chaîne. Joël Jouanneau, dans l'article cité, souligne que l'écart est à la fois « exigence » et « interpellation ». « Exigence », s'il est vrai que « toute œuvre d'art authentique exige de son public un effort », « interpellation », car « occulter la fonction sociale de l'art peut conduire le créateur à se tenir à l'abri, au chaud, à entrer là où le pouvoir veut le voir rester : dans sa tour d'ivoire ».

Mais la logique de ce rééquilibrage, de cette réhabilitation de « la fonction sociale de l'art », n'est-elle pas de soumettre l'œuvre aux attentes du public, faite de pouvoir amener celui-ci à l'œuvre ? Gildas Bourdet, directeur du Théâtre de la Salamandre, rappelle qu'il avait souhaité que la profession réfléchisse sur « la contradiction art/populaire ». « La différence me paraît fondamentale entre les deux notions », dit-il. « Parler de « contradiction art

population » indique que l'on traite de l'articulation contradictoire de deux réalités elles-mêmes contradictoires : l'activité artistique et la population de ce pays. La notion d'écart, au contraire, substitue à l'idée d'un rapport contradictoire l'idée d'une distance à combler. Au passage la contradiction est écartotée. »

« La question de l'écart telle qu'elle nous est posée, poursuit Gildas Bourdet, est au fond une question esthétique, qu'on ne peut poser que du point de vue de l'État, soit que l'on en détermine effectivement l'appareil, soit que l'on veuille le détenir un jour. Elle débouche toujours le même désir d'un rapport uniforme et harmonieux entre les productions culturelles et l'ensemble du corps social. Ce rapport phantasmagorique est violemment calqué sur le rêve de l'harmonie absolue entre l'État et les citoyens. »

La distance entre l'art et la

population n'ayant pas été comblée malgré les nombreuses expériences d'action culturelle ou d'éducation populaire — stratégies de « réduction de l'écart » dont Michel Simonot, conseiller technique à la maison de la culture du Havre, montre les limites, dans un article

de la même revue, « alors tout naturellement, conclut Gildas Bourdet, l'idée vient de se retourner vers la « substance culturelle » pour en modifier la composition et chercher enfin la formule qui la rendrait apte à une immédiate pénétration du corps social ».

L'esthétique ou les luttes

Est-ce bien l'orientation choisie par le P.C. ? Plusieurs indices le donnent à penser. C'est, par exemple, à Garges-lès-Gonesse, la dissolution par le conseil municipal du secteur théâtral, dont le budget a été transféré au secteur jeunesse, jugé plus proche sans doute de la sensibilité populaire (*le Monde* du 25 juillet). Qu'en aurait-on tiré de la part du P.C. que n'aurait-on lu dans *l'Humanité* ou dans *Révolution* si une telle décision avait été prise par un maire socialiste ?

C'est aussi l'évolution des pages culturelles de *l'Humanité*. « Un temps, il y avait dans *l'Humanité*, explique Jack Ralite dans *Théâtre/Public*, des interventions surtout esthétiques de journalistes de grand talent, je pense à Léonard ou Poullet, mais les papiers de lutte étaient trop absents. » Au train où vont les choses, seuls les papiers dits « de lutte » semblent appelés à subsister.

Par un curieux chassé-croisé, c'est au moment où les socialistes,

sous l'impulsion de leur nouveau député national à la culture, Jack Lang, proche de François Mitterrand, tentent de renouer avec les créateurs — rendus méfiants par les positions parfois populistes des précédents responsables culturels du P.S., favorables au courant Rocard (Bernard Pingaud s'en explique d'ailleurs dans ce même numéro de *Théâtre/Public*) — que les communistes paraissent reprendre à leur compte certaines de ces déviations.

Il est vrai que les artistes communistes ont souvent exprimé le vœu que le parti porte un plus grand intérêt à leurs activités. Il n'est pas sûr que la façon dont se manifeste désormais cet intérêt leur donne satisfaction.

THOMAS FERENCZI.

* *Théâtre / Public*, « Douze ans après 68, douze ans après 70 », juin 1980, 41, avenue des Gratiotons, 92230 Gennevilliers, 15 F. (Strasbourg, 30 F.).

CORRESPONDANCE

Retour sur l'« affaire Langlois »

Nous avons reçu de M. André Hollaux, ancien directeur général du Centre national de la cinématographie française (de 1965 à 1969), la lettre suivante : L'incendie d'un des entrepôts de la Cinéma-thèque a ramené l'attention sur ce qu'il a été convenu d'appeler l'« affaire Langlois ». Rappelons les faits. Au début de 1968, André Malraux, ministre d'État chargé des affaires culturelles, s'est résolu, non sans déchirement en raison de l'admiration qu'il avait pour l'homme à demander aux représentants de l'État au conseil d'administration de la Cinéma-thèque de remplacer Henri Langlois dans ses fonctions de gestionnaire de l'organisme, pour ne lui consacrer que la responsabilité artistique.

La nouvelle provoqua aussitôt une intense émotion et une grande agitation dans le monde du cinéma, tant en France qu'à l'étranger. Une campagne de lettres, de télégrammes, de pétitions et de manifestations s'ensuivit à quatre mois des événements de mai 68, dont on a pu dire qu'elles les avaient préfigurés.

Le gouvernement fit alors machine en arrière. Un modus vivendi fut négocié avec des amis de la Cinéma-thèque et le concours d'un éminent juriste bien connu de ce journal, l'accord consistait pour l'État à se retirer de la Cinéma-thèque, qui redevenait une association pleinement privée, à cesser le versement de la subvention qui lui était allouée de longue date et qui avait beaucoup augmenté depuis 1968, le budget de l'État se limitant à financer des opérations déter-

minées, comme les dépenses de fonctionnement des salles de la Cinéma-thèque à Paris.

Maintenant que les passions se sont apaisées, il est bon de rappeler les raisons pour lesquelles le ministère des affaires culturelles en vint là.

La fameuse réunion du conseil d'administration de la Cinéma-thèque, au cours de laquelle sa réorganisation fut décidée, avait été précédée par des mois de conversations avec Henri Langlois.

Le dépôt d'archives du film de Bois-d'Arcy venant d'être aménagé, il paraissait à propos d'y accueillir les films de la Cinéma-thèque, ou du moins les éléments les plus précieux ou les plus défectueux, afin qu'une équipe des archives, compétente et indépendante des conserves et les restaure.

Henri Langlois donna toute une série de raisons, peu perceptibles à qui n'était pas accoutumé à pénétrer dans son for intérieur, pour qu'il n'en fût pas ainsi. Il refusa l'entrée des blockhaus où étaient entreposés ses films à l'équipe technique, qui a dû travailler seulement sur les bobines qu'il consentait de lui remettre et qui conservaient le plus souvent des films sans intérêt. Les conversations avec le directeur artistique de la Cinéma-thèque — qu'il était — étaient épuisantes en raison de sa méfiance instinctive et du secret dont il s'enveloppait, alors que rien, absolument rien, ne pouvait faire supposer que l'administration ait nourri la moindre velléité de mettre la main sur les films ou de détourner en quoi que ce soit la noble vocation de la Cinéma-thèque.

D'incessants efforts furent faits pour qu'Henri Langlois acceptât la présence — à un niveau décent de responsabilité — d'un directeur administratif et financier comme en a tout musée du monde, et qui faisait totalement défaut. Un jour de janvier 1968, André Malraux consacra plusieurs heures à tenter de convaincre Henri Langlois d'accepter la présence à la Cinéma-thèque d'un haut fonctionnaire totalement désintéressé, qui ne pouvait que l'aider à gérer l'organisme. Le désordre de la Cinéma-thèque, l'extrême irritation des services des finances, dont André Malraux redoutait à juste titre qu'ils n'empêchent les subventions à l'organisme, ainsi que le contrôle d'État l'avaient laissé logiquement et clairement prévoir, n'étaient pourtant pas déterminants.

Ce qui a déclenché tout a été la révélation de l'état déplorable de conservation des films de la Cinéma-thèque dans un de ces blockhaus ex-militaires, non loin des archives publiques du film de Bois-d'Arcy. Les milliers de bobines qui s'y trouvaient faisaient peine à voir ! Boîtes rouillées, supports recouverts de traces blanchâtres, mousse et champignons, films inflammables dangereusement mêlés aux autres. Se trouvaient côte à côte, sans ordre apparent, des films détériorés ou menacés de destruction et des films en bon état ; des copies secondaires étaient mélangées à des films de valeur. Quand les représentants des professions cinématographiques en firent à leur tour la visite, ils furent déçus, chacun songeant au prestige de la Cinéma-thèque, à la confiance que beaucoup de

dépôts lui manifestaient et aux propositions constructives de l'État pour protéger l'incalculable patrimoine. Sans doute, la Cinéma-thèque, comme cela vient d'être rappelé par un récent communiqué, n'avait pas les moyens financiers pour assurer la sauvegarde de ses biens, mais n'était-ce pas une chance rare — comme celle d'il y a dix ans — qu'une association se voie offrir par l'État les moyens matériels, financiers et humains de conservation et de restauration, à condition qu'il soit assuré que les fonds dégagés soient correctement affectés à cela ? Sans doute, avec le recul, écarter Henri Langlois de la gestion peut paraître avoir été une faute psychologique. Mais que devait-on faire, sans à se laisser conduire par la politique de l'archéologue ?

Henri Langlois, homme de génie, pionnier inimitable, auquel un hommage particulier sera toujours rendu, était d'ailleurs un découvreur et un sauveur du présent qu'un conservateur et un protecteur de l'avenir. Certes, on ne peut pas avoir toutes les qualités ! Voilà douze ans maintenant que ce qui vient d'être heureusement décidé par le huitième successeur d'André Malraux aurait dû être entrepris.

L'incendie d'un des entrepôts de la Cinéma-thèque qui vient d'avoir lieu rappelle, quant à ses causes et toutes proportions gardées, ce qui survint après l'incendie des Nouvelles Galeries de Marseille, en 1938. La réorganisation et la modernisation des corps des sapeurs-pompiers. Il a fallu un désastre. Déolants signaux de l'histoire.

LE PARIS v.o. - STUDIO CUJAS v.o. - IMPERIAL v.f.

BARRY LYNDON

STANLEY KUBRICK

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

OSCAR

Copyright © 1975 Warner Bros. Inc.

MARSHALL PATHE (v.o. - v.f.) - GAIJOURT MICHELLE (v.f.) - LA ROYALE DISNEY (v.f.) - MONTFARMESSIE PATHE (v.f.) - GAIJOURT SUD (v.f.) - CAMBONNE (v.f.) - GAIJOURT LES HALLES (v.f.) - CLICHÉ PATHE (v.f.)

Un grand film d'aventures signé JULES VERNE et WALT DISNEY

LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT

WALT DISNEY PRODUCTION

OPERA NIGHT

30, rue Gramont (angle Bd. des Italiens) Metro: Richelieu-Drouot

Tel: 296.62.56 et 296.87.35

LA NOUVELLE DISCOTHEQUE DE PARIS

Fête lumineuse - Light show - Diaporama

Laser - Jeux électroniques - Films musicaux - Bars - Attractions.

Pour recevoir une entrée gratuite envoyez une enveloppe timbrée à votre adresse. La Direction se réserve le droit de refuser les personnes ne présentant pas un aspect ou une attitude convenable.

Recevez à l'opéra Opéra Night 6 Bd des Italiens 75008 PARIS.

UGC DANTON v.o. - UGC ERMITAGE v.o. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MAJIC CONVENTION v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - UGC GODELINS v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - RIO OPERA v.f. - VAL-D'YERRES BUXY v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - PARLY 2 v.f. - POISSY UGC v.f. - NOGENT Arrel v.f. - MONTREUIL MELIES v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - ARGENTEUIL ALPHA v.f. - PANTIN CARREFOUR v.f.

Mi-hommes, mi-poissons, ils surgissent des profondeurs...

LES MONSTRES DE LA MER

مكنا من الأمل

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — En guise d'introduction, Saïd l'émigré a fait un portrait des honneurs de la machine à écrire : un torchon blanc de l'été, posé à même l'éternité.

Mardi 27 août.

On ne choisit pas ses rendez-vous avec l'histoire. Tout le monde n'a pas la chance — la chance ? — de pouvoir traîner ses petits-enfants dans les cimetières au cordeau de Douaumont ou d'Arromanches et de leur miner pour la dernière fois, avec les soupçons du café le plus proche, la bonne ruse infligée aux boches : « Ici, ce maroite de Lamerolier, pauvre Lamerolier ; là, moi... » Rieux ne disposait, pour tout souvenir martial, que de chances perdues, de paroles reniées, de châtiments — la honte, en arabe, — au mieux : de déshonneur. Ce dernier, favorisé par ses fonctions non combattantes, l'avait aidé à accepter l'issue des « événements », mieux que la rancune ou avaient rancé certains croisés. Mais rien ne valait, parait-il, de toubib, l'abandon au temps qui cicatrise...

Rieux n'a donc jamais pénétré en Algérie depuis vingt-quatre ans qu'il a servi comme médecin auxiliaire. Il n'aurait pas profité de sa présence accidentelle sur place s'il n'avait été poussé par les circonstances. Le ministre algérien de la culture, où il a demandé à voir le père présumé du séducteur de sa fille, avait exigé une demande d'audience écrite, avec réponse sous huitaine. Avant de reprendre l'avion du lendemain, celui du jour étant complet, il a eu l'idée d'interroger à tout hasard l'ambassade de France sur la meilleure façon de joindre M. Kheddadi ; et c'est en traversant le parc où siège notre chancellerie qu'il a été pris par l'enchaînement des réminiscences. Cette cathédrale d'éclyptique, n'était-ce pas là que le général Massu cantonnait, au pire de la guerre, et que Rieux fut appelé, trop tard, une nuit d'interrogatoires sans merci ? Se pouvait-il que les gouvernements, les deux, aient eu la mémoire si courte ?

Rieux, dès lors, n'a pu endiguer la sienne. Il revoyait la prison Barberousse où s'entassaient des colis trop bien ficelés,

comme celui qu'il rapporte de chez Saïd, et dont personne n'ose dire aux familles que les destinataires ont disparu. Redescendant vers l'hôtel Aletti, où il se promet de chasser le passé sous la douche, il longe le Palais d'été, et un autre passé plus ancien l'assaille : le jour de Noël 1942, où son ami d'enfance, Bonnier de La Chapelle, a supprimé l'« obstacle Darlan », croyant servir ensemble de Gaulle et le comte de Paris. Il imagine Fernand tendant ses fosses ruses au peloton qu'ont laissé opérer ses inspirateurs... et un sanglot le submerge.

الغريب

A quelques rues de là, Rieux revoyait un certain Kovacs, jeune médecin comme lui, qui lui parlait, en 1957, de supprimer un autre « obstacle » : Saïd. « Comme ça, dit-il, de Gaulle reviendra et gardera l'Algérie. C'est Dohéry qui nous l'a fait dire, et on peut lui faire confiance : il a promis le peloton à qui abandonnerait la patrie ! » Cette fois-là, au moins, les bénéficiaires du coup protégeront la fuite de l'exécutant, qui en sait trop. Mais Rieux garde de ces heures répétées un immense dégoût. Au fond, toute l'histoire se ramène à cela : d'un côté, les étamés chefs, couverts de leurs Russes et parjures par la prétendue raison d'Etat ; de l'autre, suppliciés pour avoir cru aux belles paroles des chefs... les pauvres hommes !

Au siège d'Air France, où il se fait confirmer sa place pour le lendemain, Rieux espère bien être quitté de tout souvenir sombre. Où qu'il se trouve à l'étranger, il ne reprend jamais contact avec la compagnie nationale sans un soulagement cocardier. Il s'abandonne à ce sentiment avec d'autant plus de délices que sa conscience de centre gauche le juge vaguement coupable. Or voilà que le passage, derrière les vitres teintées, d'une colonie de vacances agitant des petits drapeaux algériens réveille une vision qu'il avait oubliée, et dont l'histoire n'a pas fait grand cas.

C'est le 14 juillet 1958, sur les Champs-Élysées. Comme spécialiste de transfusion sanguine, l'interna Rieux

Roman-reportage
de Poirot-Delpech

VIII. - La châtouque

fait partie de l'équipe de secours affectée à la tribune officielle. D'où il est, la perspective crée une illusion cocasse et symbolique : le général de Gaulle, dont c'est le premier défilé depuis son retour, et qui n'est encore que chef du gouvernement de René Coty, paraît tenir ce dernier sur ses genoux, et le président, avec son frac, ses cheveux gominés, ses pommettes roses et ses yeux qui riboulent, ressemble exactement aux poupées avec lesquelles, au muséo-hall, les ventriloques font mine de converser, bouche close.

on devine avec quelle terreur ardente il a été préparé. Depuis que ce souvenir enfoui lui est revenu, Rieux ne peut plus croiser un drapeau vert et blanc qui pulvèrissent aux fronsions d'Alger sans revoir les bouches des petits manifestants de 1958, carrées comme la Marseillaise de Rude...

« Allô ? Non, je ne quitte pas ! » Ce coup-là, ça y est. Le trait est doublement tiré. Après une bonne douche, la première depuis sa nuit d'enter à Mansourah, Rieux attend sa communication avec Cassis, de l'hôtel Aletti. A onze heures du soir, Caroline est sûrement là. Il va annoncer son retour pour le lendemain. Sans renseignements sur M. Kheddadi, mais à moitié rassuré : fils d'un directeur de ministère, l'amant de sa fille Isabelle ne sera jamais n'importe qui...

En attendant, près de deux heures, la liaison avec la France, un ultime souvenir l'a visité, par surprise. La veille de sa démobilisation, en 1957, il avait loué une chambre à l'Aletti, sur la mer, comme celle qu'il occupe aujourd'hui ; il croit même que c'était celle-là. Il était agité à l'idée de retrouver Caroline, alors sa fiancée. Il avait essayé en vain de la joindre au téléphone et, derrière la cloison, une voix de stentor l'empêchait de dormir, en dictant un texte qui ne pouvait être qu'un article de journal. Il l'entend encore : « J'ai vu nos petits gars remonter de la torrida Blide, B comme Brieon, L comme Lazareff, c'est ça, j'ai vu nos petits gars faire jouer au basket des musulmans, dont Ferhat Abbas lui-même dit qu'ils n'ont jamais formé une nation... »

الغريب

« Allô, Caroline ? » Rieux marche de long en large devant la fenêtre, le téléphone à la main, le port à ses pieds. Il jubile. Caroline, plus encore. Elle écoute à peine les explications de son mari.

« L'important, blague-t-elle, c'est que tu ne sois pas en ménage avec le nommé Saïd. Mamicha m'a raconté. Mêle-toi : d'après Anne-Sophie, ces gens-là sont tous pédés comme des saucis de dos. Rigolo comme expression, non ? »

Non, Rieux ne trouve pas ça drôle du tout. Il sent tout à coup les rives de la Méditerranée qui s'écartent. Sa semaine de vagabondage aurait-elle suffi à aggraver l'agacement que lui cause parfois l'insouciance de Caroline, et qu'il impute d'habitude à l'influence de leur amie ? Après la nuit de Mansourah, après la visite au père de Saïd, il a beau percevoir la ridicule de sa gravité trop récente, la désinvolture appuyée de sa femme ne passe plus !

« J'ai été récupérer la 604 à Mansourah, chantonne Caroline. J'ai fait faire la vidange pour le retour par le petit arbi d'Aubagne, qui est si brave ! » Rieux reste sans voix. Il ne haït rien tant que le contentieux conjugal par téléphone, surtout à longue distance, quand la communication est probablement écoutée et menacée d'être coupée à tout instant. Pour se calmer, il laisse errer son regard vers les quais du port, sous son balcon. Caroline continue, imperturbable :

« C'est décidé : à la rentrée, Anne-Sophie et moi lançons un magazine de sport féminin. Son Jules, enfin : qui-tu-sais, nous pousse beaucoup. Il dit que les gens en ont marre des journaux qui pensent et qu'un gouvernement on trouve ça très positif. Toutes les nana, tu vas voir, vont se balader à la rentrée en boxer-short et baskets. Ça commence déjà. Moi-même, tu vas rire... »

Rieux n'écoute plus. Il croit avoir une hallucination. A l'arrière de l'El Djazzir, dont il a reconnu la haute silhouette blanche, il lui semble voir un homme pendu aux assises et progressant vers le pont à la force des bras. Caroline ne s'étonne pas de son silence :

« A moins, s'exclame-t-elle, que qui-tu-sais nous obtienne une émission de télé, ça serait encore plus gratifiant, plus créatif... On pourrait commencer, tiens, par un numéro spécial sur la libération des femmes musulmanes. Ça devrait te plaire ! Allô ? Tu es toujours là ? »

Demain : SUSPENDU A DES AMARRES...

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 août à 9 heures et le jeudi 28 août à 24 heures :

Une hausse du champ de pression va continuer à se manifester. Les masses d'air maritime humide qui ont envahi notre pays en y apportant une aggravação orageuse vont perdre de leur instabilité et une amélioration se développera avec le relief plus au nord du courant perturbé atlantique.

Jeudi matin, la zone orageuse et parfois pluvieuse surtout dans sa partie méridionale, affectera encore des régions s'étendant des Vosges au pourtour méditerranéen. Elle s'atténuera ensuite pour ne persister le soir que sur l'extrême Sud-Est et la Corse, tandis que des éclaircies se développeront sur les autres régions. Sur le reste de la France, le début de la matinée sera souvent très brumeux, soit avec des brumelettes, soit avec des nuages bas à aspect brumeux. Ces formations brumeuses ensuite se déchireront et le temps deviendra assez ensoleillé avec des nuages passagers. Bientôt dans l'Est et le Midi méditerranéen, les températures minimales seront en baisse. Les maximums varieront peu.

Le mercredi 27 août, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1016,2 millibars, soit 762,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 24 heures ; le second, le minimum de la nuit) : 26 au 27 : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 25 et 18 ; Bourges, 24 et 16 ; Brest, 22 et 16 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 20 et 12 ; Clermont-Ferrand, 25 et 15 ; Dijon, 23 et 18 ; Grenoble, 22 et 16 ; Lille, 23 et 15 ; Lyon, 25 et 16 ; Marseille, 30 et 19 ; Nancy, 23 et 16 ; Nantes, 25 et 15 ; Nice, 25 et 20 ; Paris-Le Bourget, 25 et 16 ; Pau, 25 et 15 ; Perpignan, 26 et 18 ; Rennes, 24 et 16 ; Strasbourg, 22 et 17 ; Toulon, 25 et 17 ; Toulouse, 26 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 22 ; Amsterdam, 25 et 18 ; Athènes, 29 et 20 ; Berlin, 19 et 8 ; Bonn, 23 et 11 ; Bruxelles, 22 et 14 ; Le Caire, 35 et 23 ; Les Canaries, 27 et 24 ; Copenhague 16 et 8 ; Genève, 22 et 13 ; Lisbonne, 23 et 19 ; Londres, 23 et 11 ; Madrid, 27 et 14 ; Moscou, 18 et 9 ; Nairobi, 23 et 13 ; New-York, 32 et 25 ; Palma-de-Majorque, 33 et 25 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 17 et 8 ; Téhéran, 26 et 30.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

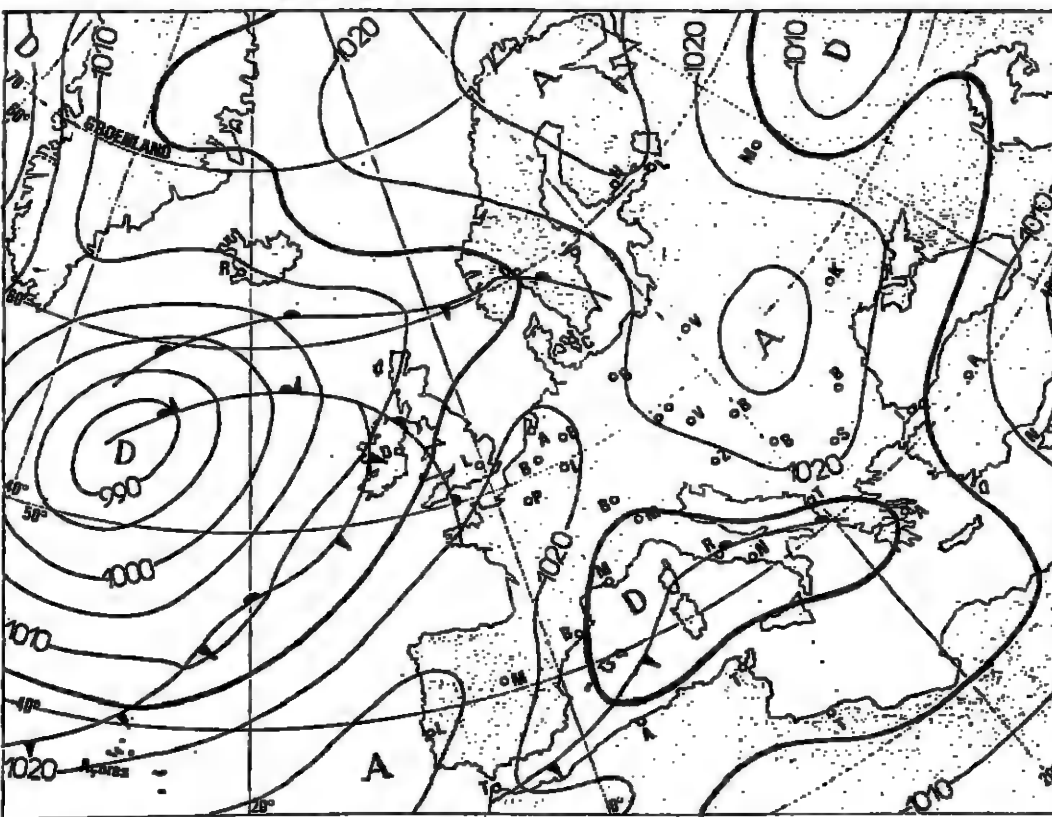
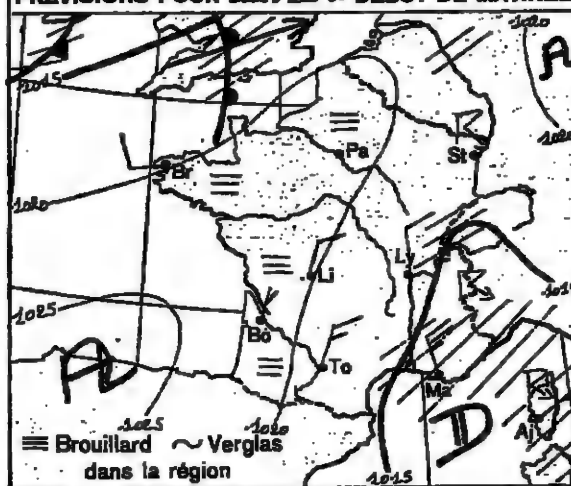
LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

SITUATION LE 27 08 80 A 0 h G.M.T.



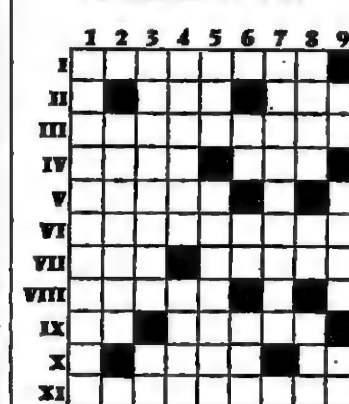
PRÉVISIONS POUR LE 28 AOUT 80 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verglas
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
 — Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2744



HORIZONTALEMENT

I. Haute quand on est sur les dents. — II. Ne permet pas d'avoir une grande culture ; Forte une charge électrique. — III. Qui aurait besoin d'être mieux ficelé. — IV. Appel deberger ; Resté au fond de la pièce. — V. Donne de la peine. — VI. Peut être manifesté par celui qui répond. — VII. Mot de psychanalyste ; Anticlérical. — VIII. Fait désigner celui dont on ne connaît pas le nom. — IX. Pronom ; Prouve qu'on est atteint depuis longtemps. — X. Se met à briller brusquement ; Est parfois sur les dents. — XI. Caractère qui prouve qu'on vaut bien un franc.

VERTICALEMENT

1. Qui ont donc un grand front. — 2. Appliquée en partie la loi du

BREF

VIE QUOTIDIENNE

RECTIFICATIF : DÉFENSE DU CONSOMMATEUR. — Dans l'article intitulé « Les associations de défense du consommateur » (Le Monde du mardi 26 août), l'adresse et le numéro de téléphone de l'Association française pour la défense du consommateur (AFOC), dans la région parisienne, sont les suivants : 67, rue de Turbigo, 75005 Paris, tél. 857-70-50.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du 27 août 1980 :

UN DÉCRET

Portant majoration de certaines allocations viagères annuelles.

tailon. — 3. On lui doit le premier ouvrage de notation chorégraphique : Consomme doublée. — 4. Qui pourrait donc exploser ; Danger pour le bâtiment. — 5. Bolsson. — 6. Londres ; Grand lac au Canada. — 7. Pronom ; Grecque ; Mot qu'on peut prononcer quand on parle du loup. — 8. Plus grande que le coucou. — 9. Invoqué par de vieux marins ; Démocratique ; Pas fin. — 10. Au monde ; Ses eaux avaient une grande réputation ; Note.

Solution du problème n° 2743

Horizontalement

I. Téléphone. — II. Epidémie. — III. Irrespect. — IV. Noël ; Fête. — V. Tu ; On. — VI. Uvète ; Lu. — VII. Rétro ; Fo. — VIII. Neige. — IX. Ravaleur. — X. De ; Sires. — XI. Esce ; Se.

Verticalement

1. Teinturerie. — 2. Eprouvé ; Ars. — 3. Lila ; Blouse ; 4. Ede ; Air. — 5. Pas ; Tonus. — 6. Huppée ; Edif. — 7. Orée ; Pier. — 8. Néologisme. — 9. Tenu ; Erse.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 AOUT

« Les synagogues dans le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul, Mme Oswald.
 « Châteaux de Vincennes », 14 h. 45, entrée, avenue de Paris, Mme Guiller.
 « Hôtel de Soissons et de Rohan », 15 h. 30, rue des Francs-Bourgeois, Mme Vermeersch.
 « Autour du Palais-Royal », 17 h. 30, métro Palais-Royal, Mme Oswald (Café nationale des monuments historiques).
 « Montmartre », 15 h. 30, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Le Marais », 15 h. 30, rue Saint-Antoine (Mme Fleuriot).
 « Présence du Moyen Âge », 15 h. 30, rue Saint-Séverin (Histoire et Archéologie).
 « Châteaux de Vincennes », 14 h. 45, entrée, avenue de Paris (M. de La Roche).
 « Le Marais », 21 h. 30, métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).
 « L'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).
 « La place des Vosges : le Marais », 15 h. 30, rue de Sévigné (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

20 h. 5, rue Laffayette, Mme L. Winkler : « Périodisme à Saint-Jacques-de-Compostelle » (Nouvelle Acropole).

JOURS D'ÉTÉ

VACANCES

Travailler à la campagne

A l'automne, des étudiants viennent aider aux vendanges dans de nombreuses exploitations. Quelles précautions leurs employeurs doivent-ils prendre ?

Si l'agriculteur rémunère son aide en argent, ou s'il le fait bénéficier de prestations en nature relativement importantes (par exemple la gratuité du logement), il doit le déclarer à la Mutualité sociale agricole.

Cette-ci défère des carnets à souche à cet effet. L'importance des avantages doit être proportionnée au travail fourni.

En cas de doute sur le caractère rémunéré ou bénévole du travail apporté par l'aide occasionnel, il est bon que l'agriculteur interroge la caisse de Mutualité sociale agricole.

Ce point a une grande importance en cas d'accident dont serait victime l'aide. S'il s'agit d'un travail rémunéré (en argent ou en nature), l'accident sera considéré comme un accident du travail et la Mutualité sociale agricole interviendra pour verser les indemnités éventuelles. S'il s'agit d'un travail purement bénévole, la victime pourra mettre en cause la responsabilité civile de l'agriculteur sur un plan contractuel. Les tribunaux estiment en effet qu'une situation de ce genre crée un contrat tacite d'assistance qui oblige l'assisté à indemniser l'aide bénévole. Ce risque peut être couvert par l'assurance « responsabilité civile agricole ».

Si un aide occasionnel, rémunéré ou bénévole, provoque à l'occasion du travail un accident dont serait victime un tiers, l'agriculteur en serait responsable comme commettant. Il est bon qu'il vérifie si son contrat d'assurance comporte la garantie de sa responsabilité en cas d'accident causé par un aide occasionnel, rémunéré ou bénévole.

Conduire un tracteur

Le permis de conduire n'est pas exigé pour conduire les tracteurs et machines agricoles, lorsqu'ils appartiennent à une exploitation agricole, à une entreprise de travaux agricoles ou à une coopération d'utilisation de matériel agricole.

Lorsque le permis n'est pas nécessaire, des conditions d'âge doivent être respectées. Il faut être âgé d'au moins seize ans

pour conduire : un tracteur agricole, une machine agricole automatisée, un ensemble comportant un matériel agricole, lorsque la largeur de ceux-ci excède 2,50 mètres, un ensemble comprenant une remorque transportant du personnel, un tracteur agricole attelé de plusieurs remorques ou de matériel agricole.

Les tracteurs sont soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité à l'égard des tiers (assurance automobile obligatoire), c'est-à-dire pour les accidents causés à autrui.

Les enfants d'âge scolaire

La réglementation précise dans quelle mesure les enfants de moins de seize ans peuvent être employés aux travaux agricoles (arrêté du 3 décembre 1970).

Le travail ne doit pas faire obstacle au travail scolaire obligatoire. Il ne peut donc se faire pendant les vacances. Un mois de congé complet au minimum doit être réservé en été. On ne peut confier aux enfants que les travaux légers limitativement énumérés par la réglementation. Ils ne doivent pas être astreints à un rendement. Les enfants de douze à quatorze ans ne peuvent travailler que si leur père, mère ou tuteur sont aussi employés dans la même exploitation, et se trouvent ainsi en mesure de les surveiller.

L'agriculteur est astreint à un certain nombre de formalités (adresser à la préfecture du département). Il est soumis au contrôle de l'inspection des lois sociales en agriculture. Des sanctions pénales sont prévues en cas d'infraction.

(Source : Centre de documentation et d'information de l'assurance.)

JEUX

La « langue verte » de grand-papa

Solution du problème n° 25

1) *Pendu glissé* : réverbère en forme de potence (« J'ai été puni pour avoir barboté un peu »), sans ce chapeau de pendu glissé, le chevalier à la prime du sergent, ex. cité par Ch. Virmaitre).

2) *Chouan* : cœur (sans doute allusion au cœur qu'arboraient les chouans, les royalistes, sur leur poitrine). Dérivé du chouan : ouvrir son cœur, dévoiler ses sentiments.

3) *Mérimée* : calembour pour désigner une personne à « l'haïne forte ».

4) *Mère au bleu* : un des nombreux surnoms argotiques de la guilotine. Celle-ci est censée mener le trépas au ciel. Bleu !

5) *Pelle d'ermite* : un ermite anachorète n'étant pas un sybarite, son repas frugal, dans le désert, peut se résumer à une noix en guise de pâtes.

6) *Vénus* : la Vénus n'est pas une protection de lavas. *Vénus*, c'est donc se montrer très généreux, large (« Tu as un nourrisseur qui te verse des jaunes quand tu lui dis : « Mon prince », en Ruyblans, les *Sœurs Valérie*).

En 1848, le terme *océanienne* désigne une femme galante. Parce qu'elle se donnait généreusement à son métier ?

7) *Laqueuse* : calembour. Nom donné aux Parisiennes élégantes, aux femmes à la mode, qui faisaient le tour du lac, au bois de Boulogne.

8) *Garibaldi* : le « rouge », le révolutionnaire Garibaldi ne suscite jamais que son nom fut repris pour désigner du vin rouge (du Mâconnais, plus précisément). Plus près de nous, pour désigner un verre de « rouge », on réclame un « Khroutchev ».

9) *Wattipenser* : terme bien oublié, dit à Firmin Maillard, auteur d'une *Histoire anecdotique de la presse*. Allusion au journaliste Antoine Wattipenser (dont plus personne semble-il ne connaît les écrits) et à sa réputation professionnelle. Wattipenser signifiait « fonder de petits journaux » ; écrire dans de modestes feuilles.

10) *Vapereau* : terme dit à la

notoriété de l'écrivain Gustave Vapereau (1819-1906), auteur d'un énorme *Dictionnaire universel des littératures* et d'un imposant *Dictionnaire universel des contemporains*.

Le mot désignait donc tout livre très épais pouvant servir aux multiples usages pour lesquels on emploie de nos jours, par exemple, les bêtises.

Notre ami Pierre-Valentin Berthier, journaliste (il est le bibliographe personnel de la République du Centre) et écrivain, possédant dans sa bibliothèque personnelle le *Dictionnaire universel des littératures*, nous pouvons préciser que ce volume édité par Hachette comprend 2 086 pages (dans son édition de 1894) et mesure 11 centimètres d'épaisseur !

11) *Voltegeants* : la boue.

12) *Troies* : jeu de mots sur le domino « trois et un ».

13) *Tortillette* : le mot désignait la femme qui « tortillait de la crinoline » pour agiter les galantes, et aussi la guineuse, la bistringueuse, l'habituée des bals populaires qui se déhanchait trop en dansant.

14) *Souliers-seules* (avec ou sans trait d'union) : calembour sur des souliers très étroits (« treize et trois »).

15) *Pierreuse* : prostituée de bas étage, exerçant son activité sur les clients, parmi les ruines de maisons ou derrière les fortifications, au milieu des pierres.

16) *Nid d'hirondelle* : à cause de sa forme, nom donné à un chapeau d'homme élégant, chapeau rond à bords imperceptibles.

17) *Langue* (partois : *langue*) : couteau. Déformation du nom de la ville de Langres, cité réputée pour la fabrication de ses couteaux.

Dérivés : *langueur*, « surneur », assassin qui tue à l'aide d'un couteau ; *langrip*, canif, petit couteau bistrin.

18) *Judée* (ou *Petite Judée*) : nom donné à la préfecture de police, qui était alors rue de Jérusalem.

J.-P. COLIGNON.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

ROMAN - PHOTO

Pour deux raisons au moins, le débat qui accompagnait les « Dossiers de l'écran » du mardi 26 août pouvait échouer : d'abord à cause du sujet, le roman-photo qui, pour être un phénomène social non négligeable (un Français sur cinq en est amateur), n'en est pas moins considéré, le plus souvent, comme de la sous-culture. Ensuite parce que le film qui illustre le thème de la soirée était un chef-d'œuvre du genre. Le propos n'est pas ici de revenir sur la qualité de *Lo Soico Bianco* (traduit, on ne sait pourquoi, par *Courrier du cœur*), cette réalisation de Fellini, datant de 1952 et préfigurant déjà tout ce qu'il y a de l'œuvre fallinienne que l'on connaît. Traiter de ce qui est estimé comme de la sous-culture, après la projection d'un film qui, lui, n'en était pas, était ardu. Alain Jérôme, qui présentait ces « Dossiers », a reconnu lorsqu'il a confié les difficultés qu'il avait rencontrées pour parvenir à composer son plateau d'invités et lorsqu'il a chaleureusement remercié ceux qui avaient accepté de venir.

Au total, la soirée fut réussie même si l'on n'a pu éviter certains clichés (la sentimentalité des femmes, la violence de la société d'aujourd'hui, par exemple). Comment d'ailleurs aurait-on pu y échapper ? La réussite de cette soirée fut précisément que les protagonistes les aient abordés sans mépris, sans faire du terrorisme intellectuel, avec amabilité, voire humour, même lorsqu'ils étaient directement concernés. Ce fut le cas de Hubert Serra, réalisateur de romans-photos, qui n'hésita pas à dire : « Lorsqu'on me demande quelle est ma profession, c'est en général un grand échec de dire que c'est quand vous dites que vous faites de la télévision ? ». Ce fut encore celui de Stéphane Collaro qui a été la vedette d'un roman-photo et qui, d'entrée de jeu, demanda pourquoi la littérature à l'eau de rose serait de la sous-culture, et qui, s'adressant directement à Alain Jérôme, le défia de nier qu'il n'avait pas « au fil de sa vie amoureuse » utilisé des formules que l'on peut régulièrement lire dans les légendes ou les bulles de romans-photos.

Ce furent aussi les propos de bon sens, simples et sincères, de Marcelle Dufour, cette jeune femme élégante, lettrée assurée de ce genre de littérature, qui donnèrent le ton à la discussion, ne le firent jamais glisser dans le vulgaire. Il est dommage pourtant que cette invitation ait été si peu parée et que la caméra n'ait pas montré plus souvent son visage au cours des débats. Car il était expressif, son visage. Il était le miroir, sans doute, de ces deux millions de lecteurs de romans-photos en France. Il était utile de l'entendre développer le sens des quelques petites phrases qu'elle a prononcées, comme : « Je n'ai pas du tout honte de lire cela, d'en avoir besoin tous les soirs avant de m'endormir pour m'offrir mon quart d'heure de rêves », ou comme celle-ci lorsque l'on évoqua l'aspect « fin heureuse » des romans-photos : « J'aime m'illusionner, même si je sais très bien faire la part entre la réalité et ce qui ne l'est pas ». Méritait aussi d'être attentivement entendue sa réflexion sur les auteurs qui interprètent les héros de ces feuilletons : « Si c'étaient des vedettes connues, cela coupe-

rait le rêve, parce que l'on sait trop de choses de la vie personnelle des vedettes ».

Finalement, c'est à un tour d'horizon assez complet que l'on a eu droit puisque la sociologue Évelyne Sullerot a constamment largi la discussion, lui a donné une dimension sociologique, a rappelé, en particulier, que les femmes, contrairement à ce qui est avancé, ne sont pas les seules à lire des romans-photos. S'appuyant sur une recherche qu'elle a menée sur cette question, elle a souligné que ce genre de littérature était particulièrement prisé des légionnaires et des pêcheurs s'embarquant pour un voyage lointain. Quant à Serge Salini-Michel, auteur d'un livre sur le roman-photo, il a très justement indiqué que, au moment où cette « para-littérature » démarrait en flèche (il y a trente ans qu'elle est née), apparaissait aussi une presse de loisir au détriment d'une presse politique. Dernier point mis en évidence : le roman-photo n'a pas pris aux États-Unis. Il a fleuri dans les pays de culture latine.

ANITA RIND.

Mercredi 27 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 5 Série : « Les Impressionnistes ».

De Max-Fol Fouchet : Renoir. (Redif.)

19 h 30 Série : « Les Impressionnistes ».

De Max-Fol Fouchet : Renoir. (Redif.)

19 h 45 Série : « Frédéric ».

De Max-Fol Fouchet : Frédéric. (Redif.)

20 h 30 Série : « Les Dames de cœur ».

De Max-Fol Fouchet : Les Dames de cœur. (Redif.)

20 h 45 Série : « Frédéric ».

De Max-Fol Fouchet : Frédéric. (Redif.)

21 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

21 h 45 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

22 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

23 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

24 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

25 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

26 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

27 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

28 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

29 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

30 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

31 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

32 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

33 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

34 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

35 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

36 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

37 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

38 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

39 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

40 h 30 Opéra : « Ophélie ».

De Monteverdi. Avec l'Orchestre Monteverdi et les Chœurs de Zurich Opera-House.

De Max-Fol Fouchet : Ophélie. (Redif.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

19 h 50 Les Jeunes.

20 h 30 Cinéma : « La Grande Bagarre de Don Camille ».

Film italien de G. Gallone (1955), avec Fernandel, G. Cervi, G. Silvani, G. Bay, Le Goff, U. Spadaro, M. Carotenuto, M. Redford.

20 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h 50 Journal.

21 h 30 Téléfilm : « Le Sursis ».

21 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

22 h 30 Journal.

22 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

23 h 30 Journal.

23 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

24 h 30 Journal.

24 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

25 h 30 Journal.

25 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

26 h 30 Journal.

26 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

27 h 30 Journal.

27 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

28 h 30 Journal.

28 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

29 h 30 Journal.

29 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

30 h 30 Journal.

30 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

31 h 30 Journal.

31 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

32 h 30 Journal.

32 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

33 h 30 Journal.

33 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

34 h 30 Journal.

34 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

35 h 30 Journal.

35 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

36 h 30 Journal.

36 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

37 h 30 Journal.

37 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

38 h 30 Journal.

38 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

39 h 30 Journal.

39 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

40 h 30 Journal.

40 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

41 h 30 Journal.

41 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

42 h 30 Journal.

42 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

43 h 30 Journal.

43 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

44 h 30 Journal.

44 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

45 h 30 Journal.

45 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

46 h 30 Journal.

46 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

47 h 30 Journal.

47 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

48 h 30 Journal.

48 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

49 h 30 Journal.

49 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

50 h 30 Journal.

50 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

51 h 30 Journal.

51 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

52 h 30 Journal.

52 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

53 h 30 Journal.

53 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

54 h 30 Journal.

54 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

55 h 30 Journal.

55 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

56 h 30 Journal.

56 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

57 h 30 Journal.

57 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

58 h 30 Journal.

58 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

59 h 30 Journal.

59 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

60 h 30 Journal.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	33,00	33,00
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,40
IMMOBILIER	25,00	25,40
AUTOMOBILES	25,00	25,40
AGENDA	25,00	25,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

capitaux ou
proposé com.

bateaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
Banlieue Sud Ouest de Paris
recherche pour son équipe de
«DEVELOPPEMENT DE MATERIELS»
3 TECHNICIENS
DUT ou BTS électronique
DEBUTANTS OU AYANT DE
2 A 4 ANS D'EXPERIENCE

Ils participeront :
- à la conception et à la mise au point de nouveaux
systèmes digitaux,
- au développement du matériel d'un autocommutateur
téléphonique temporaire à base de microprocesseurs.
Adresser C.V. et rémunération souhaitée à no 68638
CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
recherche
JEUNES COMMERCIAUX
- dynamiques
- excellente présentation
Notre Société offre des possi-
bilités de promotion rapide et
de rémunération très motivante.
Seuls les hommes
ayant une réelle volonté
de réussir nous intéressent.
Téléphones au 72-51-75
Poste 45 ou 51.

Agence de Publicité
cherche d'urgence
CHEF DE PUBLICITÉ
formation universitaire
anglais et expérience agence
indispensables.
Discretion totale assurée.
Adresser C.V. en précisant
dernier salaire et date
engagement possible.
Ecrire D. G. - BOSCH S.A.,
8, rue Dutac, 75013 Paris
(quartier Montparnasse).

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE
recherche
INGÉNIEURS DIPLOMÉS
sortant école
- collaborateurs, dégages des obligations militaires
- libérés rapidement
DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIÈRE dans
L'INFORMATIQUE
dans le cadre d'un contrat de travail avec stage de
formation rémunéré au départ.
Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé
+ photo en précisant la date de disponibilité à
No 68.537, CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Fédération. Nation. Sport Amateurs
recherche pour PARIS
Responsable Administratif
Min. expér. prof. 3/4 ans.
Qualité org. Compl. anglais.
Ecrire avec C.V. et photo à
F.P.H.
64, rue Talbot, Paris (9^e)

Société de travail temporaire
adhérente Socamett et Promat
rech. pr développement activité
TECHNICO-COMMERCIAL
plusieurs années d'expér. dans
la partie min. 22 ans. Salaire
déjà. Adresser C.V. et photo
recherché. N° 18.972.
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, r. de Réaumur, 75002 Paris

Société immobilière
région VERSAILLES recherche
ASSISTANT(E)
COMMERCIAL(E)
connaissances immobilières
exigées, salaire fixe + %
sur chiffre d'affaires
500-600.

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
RÉGION DE POISSY (Yvelines)
2.300 PERSONNES - 600 MILLIONS C.A.
recherche
DIPLOMÉ D.E.C.S.
ayant une expérience de cinq ans minimum.
Après une mission ponctuelle d'entretien six mois
en province, l'intéressé se verra confier au sein
du Service Comptable le suivi d'un certain nombre
de comptabilités nécessitant des déplacements en
province.
Rémunération et avantages sociaux intéressants.
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et
prétentions au Chef du Personnel.
10, rue Jean-Pierre-Timbaud - 76300 POISSY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES
recherche
INGÉNIEUR CHIMISTE
Spécialiste CAOUTCHOUC
Ce jeune cadre aura déjà une expérience
de la vente de produits industriels.
Spécialiste des produits pour l'industrie
du caoutchouc en France et à l'étranger.
Il en sera le promoteur, l'expert
et l'assistant technique auprès du
réseau commercial.
Il participera à la définition des
objectifs, des prévisions de vente et
au lancement des nouveaux produits.
Il aura 35 ans et le désir de faire
carrière dans un groupe dynamique.
L'ANGLAIS courant et l'ALLEMAND
parlé sont indispensables.
Fréquentes déplacements France et étranger.
Adr. C.V. avec photo et prétentions
à n° 40.473 P.A. 517 31, rue du
Général-Foy, 75008 PARIS.

ingénieurs
commerciaux
Région parisienne

Groupe informatique multinationale recherche pour
son département micrographie des ingénieurs qui
assureraient le suivi et le développement d'une
clientèle existante.
Une solide connaissance des systèmes informa-
tiques, liée à une expérience professionnelle, est
nécessaire.
Anglais apprécié.
Rémunération motivante.
Postes à pourvoir rapidement.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous
réf. 69002 M, à ORSEG, 97, rue Saint-Lazare,
75009 PARIS.

Pr. Collaboration Intermitte
recherche
TRADUCTEUR ou Femme
Langue maternelle anglaise.
Connaissances informatiques.
Téléphone : 337-40-47

GROUPE GESTION
INFORMATISÉE
DIVISION G. - INFO
INGÉNIEURS
TEMPS REEL
Connaissant le traitement
de texte
INGÉNIEURS CONFIRMÉS
Systèmes transactionnels
de gestion à base
de mini-ordinateurs
INGÉNIEURS SYSTÈMES
IRIS 31 ou IBM 4331
INGÉNIEURS LOGICIELS
MITRA 125/25 - SOLAR
INGÉNIEURS
étude téléphonique, confirmés
INGÉNIEURS MICRO
MOTOROLA 6800 - INTEL 8080
à 140.000 F/an. Lieu de trav.
PARIS - PROVENCE
ETRANGER
Ecrire sous n° 282, Publicités
Réunies - 112, boulevard Voltaire,
75011 Paris, qui transmettra.

gestion 2000
DEPLACEMENTS NORVÈGE
INGÉNIEURS
pour plates-formes offshore
ELECTRICITE
TUYAUTERIE
MECANIQUE MACHINERIE
BILANQUES ANGLAIS
EXPER. INDISPENSABLE.
TEL. 345-42-21.

information
divers
Pour connaître les emplois
offerts outre-mer, étranger
(Canada, Australie, Afrique,
Amérique Asie), demandez
la revue spécialisée
MIGRATIONS (L.M.)
3, rue Montyon, Paris (9^e)
POUR
TROUVER
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION
SUR L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : réduct.,
exemples, erreurs à éviter.
- La photographie et ses places.
- 12 méthodes pour trouver
l'emploi désiré + avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bons réponses aux tests.
355-92-72 - Vend. directement
2 gds studios + 1 gd studio av.
loggia + 3 gds duplex (41, 43,
dans locaux rénovation, Asc.,
interp., vidéo, poutres, chem.
maître 1^{er} choix (MAREB).
4, sq. Montigny, 75 Le Chesnay.

occasions
Plans droits et à queue,
épinettes et cinéclats
VENTE
EXCEPTIONNELLE
ADU 1920
avant travaux liquidation
partielle de stocks.
occasions, exposition ou local.
vendus expertise en l'état, prix
sérieux, far. et serv. assurés.
TEL. pour renseignements :
322-30-40.

MOQUETTE
Laine synthétique
Remise importante - Stock de
40.000 m² - 757-10-19
VISION FONCE - LAPIDUS
Collection récente. Taille 40.
petite femme - 325-82-42.

travail
à domicile
Demande
Je dactylographie sur I.B.M.
vos manuscrits. Travail de mise
en pages. Téléph. : 587-57-64.

perdu-trouvé
Collaboratrice du Journal
à perdu, vendredi 22 août,
rue de Clichy (18^e),
calendrier calendrier, 11 ans.
FORTE RECOMPENSE
Téléphone au 285-66-72

demandes d'emploi
Jeune Femme
DIRECTEUR D'UN DEPARTEMENT
« VENTE PAR TÉLÉPHONE »
dans organismes de conseil et formation, rompus
à contacts de haut niveau sous types d'entreprises,
recherche
poste similaire ou à responsabilités commerciales
et relations publiques.
Libre de suite.
Ecrire à REGIE PRESSE, sous le numéro 661 M,
85 bis, rue Réaumur - 75003 PARIS.

propositions
diverses
Société de courtage active
cherche à entrer en relation
avec agents ou partenaires
de différents pays et
assemblées industrielles ou
agro-alimentaires pour
réalisation de projets
arabes ou africains. Ecrire :
T.O. 2157 M Régie-Press, 85
bis, rue Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

cadre comptable, 34 a. D.E.C.S.
Certif. Sup. Révision comptab.
expér. Afrique, Moyen-Orient,
Ch. poste à respons. dans Sté
ou Cabinet France ou étranger.
Etudier les propos. Ecrire :
N° T.O. 2165 M Régie-Press,
85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris.

emplois internationaux

emplois régionaux

Important Groupe Français
recherche pour
GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE
et **COMPTABLE D'UNE SOCIÉTÉ EN**
AFRIQUE FRANCOPHONE
RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE
- DECS ou équivalent
- avec expérience
- anglais souhaité.
Avantages habituels d'expatriement
Adresser C.V. et prétentions à no 68736 CONTEXTE
PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
MONDIAL
(médicaments humains, vétérinaires et
instrumentation médicale)
souhaite s'adjoindre la collaboration d'un
conseiller technique
algérien
capable de répondre aux besoins d'informations
médicales et techniques exprimés par les
corps de santé et l'administration.
Une solide culture scientifique, le sens du
contact et une bonne organisation sont indis-
pensables pour réussir.
Ce poste sera pourvu dans les meilleurs délais
sous réserve de l'agrément du candidat par
le BST et la Pharmacie Centrale.
Faire offre de candidature à M. DUVAL,
B.P. 88 - 75040 PARIS CEDEX 17
qui transmettra.

Important constructeur
d'équipements
frigorifiques industriels
à Strasbourg
recherche pour faire face à son expansion
PLUSIEURS INGÉNIEURS CHARGES
D'AFFAIRES AM - ENSI -
INSA ou SIM. (n/réf. 915)
Missions : mise au point technique et suivi de réalisation
d'importantes installations France et étranger.
Expérience semblable : DE travaux de génie au génie
chimique, pétrochimique, alimentaire, installations froid
technique ou climatisation. Anglais technique efficace
indispensable. Déplacements 30 à 40% du temps.

PLUSIEURS TECHNICIENS
D'EXECUTION BTS ou SIM. (n/réf. 916)
Des expériences telles que engineering, chauffage,
conditionnement d'air, ventilation, sont appréciées. Anglais
parlé efficace indispensable. Déplacement 20% du temps.

INGÉNIEURS ET ASSISTANTES
D'INGÉNIEURS sédentaires (n/réf. 917)
Missions : administration technique des commandes,
correspondance technique, traductions. Anglais lu
et écrit indispensable.
Pour ces différents postes
adresser CV détaillé sous la réf. concernée à
seletec
67009 STRASBOURG
CEDEX

La Régie Foncière et Immobilière
de la Ville de Grenoble
recrute
UN AGENT
pour suivre des missions de logement et des
dossiers concernant la population immigrée.
L'emploi est offert à des candidats pouvant pré-
senter une expérience ou des connaissances en
matière de réglementation et de gestion des locaux
d'habitation et dans le domaine des métiers du
Bâtiment. Activité et contacts sur le terrain impor-
tants. Souplaisse sur le terrain exigés.
Salaire annuel brut : 75 000 F environ.
Envoyer curriculum vitae manuscrit, à

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

LES SEPT MESURES EN FAVEUR DES ARTISANS

De tout un peu...

Le ministre des transports a publié, mardi 26 août, dans l'après-midi, un communiqué annonçant les mesures suivantes :

« Des commissions régionales sont invitées à présenter, pour la fin de l'année, des propositions pour améliorer les circuits de commercialisation du poisson. Sans attendre, pour le mariage, la notion de zone de libre circulation sera révisée. »

« Pour les importations, les contrôles sanitaires seront renforcés afin d'assurer le respect des prescriptions en vigueur. »

Les règlements sanitaires imposent que le poisson avant d'être transporté soit conditionné, donc traité par un mureur. Dans les zones de libre circulation, autour des ports, le mureur n'est pas obligatoire. Leur extension va donc permettre à un plus grand nombre de poissonniers de se fournir directement auprès des marins-pêcheurs. On espère que cette mesure, en cassant certains quasi-monopoles des mureurs, développera la concurrence et donc permettra une meilleure tenue des cours d'achat de poisson. Le renforcement des contrôles sanitaires pour les importations permettra de mieux les contrôler. »

« Les fonds du F.R.E.S. destinés à la modernisation de la flotte artisanale seront accrus pour permettre d'attribuer rapidement les prêts correspondants. Les aides actuelles seront élargies aux navires de moins de 12 mètres à condition que leurs propriétaires adhèrent à une organisation de producteurs et que la puissance des navires soit limitée. »

L'Etat peut prêter à un artisan pêcheur jusqu'à 20 % du coût d'achat de son bateau (à quoi peuvent s'ajouter des aides de la Communauté européenne, sans que le total ne puisse dépasser 35 %).

plus des aides des régions et des départements). Ce sont ces aides de l'Etat qui seront étendues aux petits navires, mais la puissance de leurs moteurs sera limitée pour empêcher le chalutage au large des côtes, là où le poisson fraye. En plus de ces subventions, à fonds perdus, le Fonds de développement économique et social accorde des prêts à 5,5 % pour 80 à 90 % de la somme restant à la charge de l'artisan. Les crédits destinés à ces prêts étant actuellement insuffisants, ils seront accrus : le montant du nouveau crédit est encore en discussion avec le ministère de l'économie.

« Le relèvement des prix d'objectif pour les quatre derniers mois de 1980 par rapport à 1979 sera porté à 15 %, afin de tenir compte des coûts de production. Le F.I.O.M. financera ses actions selon la règle habituelle. La part des organisations de producteurs sera l'objet d'une avance. Les procédures de l'organisme seront simplifiées et allégées. La réunion du conseil de gestion du F.I.O.M. se tiendra vendredi prochain. »

Dans chaque port, l'organisation de producteurs fixe une liste d'espèces pour lesquelles elle accorde, avec l'aide du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (F.I.O.M.), une subvention aux pêcheurs si les prix de vente sont inférieurs aux « prix d'objectifs ». Normalement, ceux-ci n'auraient été relevés que de 10 %. Les organisations de producteurs, financées par une taxe sur les ventes, manquant d'argent, une avance leur sera faite. Cette mesure devrait accroître les ressources des marins-pêcheurs. C'est la seule qui intéresse pêche industrielle et pêche artisanale. Le nouveau crédit, qui sera mis à la disposition du F.I.O.M., est en cours de discussion avec le ministère du budget.

« Des directives sont données aux préfets pour renforcer le contrôle de l'interdiction de vente de poisson par les pêcheurs non-professionnels. Les services des affaires maritimes arrêteront de nouvelles réglementations limitant la période de pêche pour les non-professionnels et la chasse sous-marine. »

En Bretagne et dans le Midi, de nombreux incidents ont opposé marins-pêcheurs et plaisanciers. Les premiers accusent les seconds de ne pas respecter les limitations de pêche qui leur sont imposées : deux casiers et 50 mètres de filets. Dans certains ports, il y a un véritable marché parallèle. L'ensemble des plaisanciers risque de faire les frais de cette mesure.

« Les dispositions de l'article 79 du code du travail maritime seront aménagées pour les coopératives d'armement. »

Cet article du code du travail maritime met à la charge de l'armateur quatre mois de salaire normal pour les marins-pêcheurs malades ou victimes d'un accident du travail. La charge est lourde pour les coopératives d'armement qui aident les jeunes ratons à accéder à la propriété de leur bateau. Cette mesure est donc une aide indirecte à

l'accès à la propriété, mais ne sera pas au détriment de la protection sociale du marin ?

« La mise en place de comités locaux d'hygiène et de sécurité sera examinée avec les organisations professionnelles. »

C'est la Veuille revendication de la C.F.D.T. L'objectif est de mettre en place dans les ports des organismes paritaires, semblables à ceux existant dans les entreprises, chargés de surveiller les conditions de travail.

« Les services des affaires maritimes examineront avec les comités locaux les aménagements de réglementation demandés le 23 août. Un bilan sera présenté avant le 30 septembre. »

Cette dernière disposition est, en quelque sorte, une mesure « balai ». Il s'agit d'examiner par port les autres suites qui pourraient être données aux réunions présidées par les préfets, le samedi 23 août. Cela peut aller de la taille des mailles des filets aux redevances pour les équipements portuaires, en passant par les dates d'ouverture et de fermeture des saisons de pêche.

THIERRY BRÉHIER.

URBANISME

Sur le terrain destiné à l'Institut du monde arabe

Gymnastique R.P.R. à l'aube

On attendait l'arrivée des ouvriers, chargés des premiers sondages du sol. Ils ne se sont pas montrés. « Sans doute, ont-ils été prévenus », note M. Marotte, député (R.P.R.) de Paris. Une centaine de manifestants s'étaient levés tôt pour assister, ce mercredi 27 août, à l'heure des basses œuvres, vers 6 h. 45, à la mise en route du chantier.

Ils attendaient protester, autour de Mme Nicole de Hautecloque, députée (R.P.R.) de l'arrondissement et de M. Jean Chérioux, sénateur R.P.R., contre la décision de l'Elysée d'édifier le futur Institut du monde arabe sur un terrain de sports situé sur 12-18 de la rue de la Fédération, 75015 Paris (le Monde du 12 août). Ils avaient tenté, auparavant, de persuader l'Etat de laisser sur ce terrain des douze écoles primaires environnant ce terrain de jeux rudimentaire, ancré entre le boulevard et les immeubles modernes du quartier du Front de Seine. En vain. L'arrêté mettant à la disposition du ministère des affaires étrangères ce terrain prêt « précairement » par l'Etat à la ville avait été signé le 1^{er} août par le préfet (le Monde du 12 août).

Il ne leur restait plus qu'à s'interposer physiquement, autour de

leurs élus locaux et municipaux, cains de leurs écharpes tricolores. Mais l'adversaire faisant défaut, ils sont restés entre eux, deux heures durant, grappe humaine incongrue à cette heure du jour. Employés municipaux, jeunes gens en complet-veston, jeunes femmes actives et vieux militants gauchistes de l'arrondissement ont alors écouté Mme Nicole de Hautecloque assurer que « M. Jacques Chirac ne signerait pas la permis de construire de l'Institut. L'Etat pouvait, si elle expliquait, trouver un autre site pour l'Institut sans obliger les enfants à quitter le quartier pendant les heures de sports ».

Leur action, affirmèrent-ils encore, alors que les photographes de presse se retirèrent, ne devait pas être prise pour un mouvement de grève du R.P.R. à l'égard du P.D.F. « C'est un hasard, notait un élu du R.P.R., est très représentatif dans le quinquisme arrondissement. La protestation venait des usagers eux-mêmes : leur pétition, en réponse à la lettre qu'ils avaient reçue de M. Chirac, contenait cinq mille signatures. » Assez pour que l'Etat juge bien-fondée cette action d'utilité publique. »

PHILIPPE BOGGIO.

SOCIAL

A Paris, mercredi 27 août

JOURNÉE D'ACTION DES OUVRIERS DU LIVRE C.G.T.

Le comité inter-syndical du Livre parisien (C.O.L.) organise, ce mercredi 27 août, une « journée d'action » visant en particulier à « tendre le potentiel graphique et les emplois en région parisienne ».

Un rassemblement était organisé en début d'après-midi devant la Sirio, l'imprimerie du « Figaro », pour protester contre le plan de compression d'effectifs prévu par M. Robert Herant.

La journée d'action devait s'achever à l'imprimerie Chaux, à Saint-Ouen, occupée depuis près de cinq ans par les travailleurs du Livre.

« Manufraction. — La fédération de la Loire du P.S. a proposé mardi 26 août, à Saint-Etienne, la réunion dans « les plus brèves délais » d'une « table ronde » réunissant les travailleurs et les syndicats de l'entreprise, les pouvoirs publics, les actionnaires et les collectivités locales. Dans un communiqué, la fédération estime que « l'essentiel est la survie de Manufraction », et demande son gouvernement d'écarter son engagement ».

« Mme Gisèle Moreau, députée communiste de Paris et membre du secrétariat du comité central du P.C.F., s'inscrivait, dans une lettre adressée à Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, des licenciements et fermetures d'entreprises à « main-d'œuvre féminine », intervenus ces deux derniers mois. Assurant que les discriminations sexistes à l'embauche se développent et que des « mesures d'urgence » s'imposent, Mme Moreau fait état de « plusieurs milliers de licenciements de travailleuses » depuis le 1^{er} juillet.

« Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi sur la protection sociale, qui propose un relèvement de 50 % de la masse des allocations familiales, et une réforme des institutions de la sécurité sociale. Selon ce texte, les régimes des salariés, de retraite complémentaire et d'indemnisation du chômage seraient intégrés dans un même régime, ceux des salariés et des non-salariés seraient fusionnés.

La course en solitaire de M. Le Theule

(Suite de la première page.)

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, n'a-t-il pas dû lui aussi, livrer quasiment seul la bataille du ticket modérateur et des mutuelles ? Il faut que les ministres assument pleinement leur tâche, et jusqu'au bout.

Et pourtant, dans un domaine comme celui de la mer, où dix-sept ministères et secrétaires d'Etat sont concernés, l'arbitrage fréquent, rapide et efficace, du chef du gouvernement n'apparaît ni anormal ni inopportuniste. Outre le traditionnel débat budgétaire, les affaires maritimes et les problèmes de la pêche ne sont évoqués au plus haut niveau que une ou deux fois par an. Et l'on est conduit à s'étonner, au stade actuel du conflit, de n'avoir pas encore entendu la moindre déclaration de M. Aymar Achille-Poulidès, président de la mission interministérielle de la mer, un organisme pourtant placé directement auprès du premier ministre.

Quant au président de la République, qui avait nourri l'intention de réunir à Paris, à l'automne, une grande conférence internationale sur les enjeux scientifiques et économiques de la mer, et qui vient d'y renoncer, il a, à maintes reprises depuis son arrivée à l'Elysée, évoqué ces problèmes et mis en exergue l'importance « vocation maritime du pays ». Parmi les morceaux choisis des interventions du président de la République sur le sujet, citons ceux-ci, reproduits par le très officiel service d'information et de diffusion : « La France est un pays maritime : elle doit devenir une puissance maritime. La politique de la mer doit améliorer les conditions de vie des hommes de la mer. Leur statut, tout en restant adapté à leur métier, bénéficiera des progrès obtenus par les autres travailleurs. Le droit d'accès des pêcheurs français aux ressources vitales, tel qu'il résulte des

accords internationaux, sera garanti. De nouvelles zones de pêche seront prospectées. » Ces évocations, lorsqu'on mesure aujourd'hui l'ampleur de la crise des chalutiers, la réduction d'activité des chantiers navals, les balbutiements de l'aquaculture, la diminution de la flotte de commerce, relèvent bien davantage des incantations que d'une réelle volonté politique.

Depuis trois ans, pour ne pas remonter plus loin, les propos du président de la République n'ont donné lieu qu'à des mesures dans le grand domaine sectoriel, les lois, incomplètes, et s'agissant de celles annoncées, le 26 août, par M. Le Theule, en porte à faux. Car, dans l'actuel conflit, un malentendu fondamental caractérise les positions respectives du gouvernement et des pêcheurs. Ces derniers réclament avant tout des aides immédiates pour soulager leurs comptes d'exploitation, éviter les faillites, et ensuite seulement, des mesures de soutien à l'investissement, à la commercialisation, et l'amélioration de la gestion des stocks européens.

Or, M. Le Theule aborde les choses en sens inverse. Il parle de modernisation, de développement économique et social, de contrôles sanitaires aux frontières, de relèvement des prix (alors que les cours du poisson ont chuté de moitié), de soutien à la production, de mesures de soutien à la commercialisation, et l'amélioration de la gestion des stocks européens. Ces mesures, certes, sont nécessaires, mais elles ne résolvent pas le problème immédiat de la survie des pêcheurs. Les aides actuelles sont élargies aux navires de moins de 12 mètres à condition que leurs propriétaires adhèrent à une organisation de producteurs et que la puissance des navires soit limitée. L'Etat peut prêter à un artisan pêcheur jusqu'à 20 % du coût d'achat de son bateau (à quoi peuvent s'ajouter des aides de la Communauté européenne, sans que le total ne puisse dépasser 35 %).

FRANÇOIS GROSCHARD.

AFFAIRES

Par le biais de la création d'une nouvelle filiale commune

La S.N.E.A. et la C.F.P. se partagent les actifs pétrochimiques vendus par Rhône-Poulenc

Après deux mois de négociations serrées, les groupes pétroliers Elf-Aquitaine et Total sont parvenus à s'entendre sur le partage de la chimie lourde, rachetée par le premier à Rhône-Poulenc. L'issue d'une ultime réunion, un accord a été signé mardi 26 août en fin d'après-midi aux termes desquels les deux partenaires sont convenus de racheter pour moitié chacun toute la chimie lourde que Rhône-Poulenc, selon le protocole du 9 juillet, se propose de revendre à Elf-Aquitaine et dont le prix de cession a été fixé à 1,5 milliard de francs. Le schéma retenu diffère quelque peu de celui initialement tracé. Les actifs de Rhône-Poulenc ne seront pas apportés à ATO-Chimie, filiale à 50/50 des deux groupes, mais rassemblés au sein d'une nouvelle entreprise restant à créer dont Elf-Aquitaine et Total se partageront le capital à égalité.

Ainsi se trouve réglée une affaire qui avait fait couler beaucoup d'encre dans la mesure où, dès le départ, il avait paru évident qu'Elf-Aquitaine, en vertu des accords contractuels signés il y a près de dix ans avec Total lors de la création d'ATO-Chimie, se devait de racheter à cette dernière compagnie la moitié des actifs rachetés à Rhône-Poulenc. En effet, aux termes des accords conclus en décembre 1971, Elf-Aquitaine et Total devaient participer solidairement à toute nouvelle affaire, qu'il s'agisse d'une installation nouvelle à créer ou d'une acquisition à effectuer.

Mais des problèmes de stratégie industrielle avaient surgi (le Monde du 13 août). M. Albert Chalandon, P.-D.G. d'Elf-Aquitaine, voulait profiter de cet important apport industriel pour optimiser les produits issus du raffinage de son groupe. Total, au contraire, ne souhaitait pas que le nouvel ensemble industriel soit asservi à des quotas rigides et proposait de lui donner une plus grande liberté de manœuvre dans le choix de sa politique de développement que dans celui de ses approvisionnements.

Autre point de désaccord : Elf-Aquitaine souhaitait aménager les accords antérieurs, non pour remettre en cause la parité, mais pour mieux définir les responsabilités de chacun et pour en transférer les conditions de gestion. Bien que Total ait accepté, en preuve de bonne volonté, le réaménagement proposé, à condition qu'il permette d'améliorer le fonctionnement de la chimie commune, Elf-Aquitaine s'entendait et chacun campait sur ses positions. Soutenus de voir enfin se créer en France un grand pôle pétrochimique, mais aussi de ne pas trop se mêler de l'affaire, les pouvoirs publics, plutôt favorables à la thèse soutenue par Total, s'étaient officiellement bor-

nés à recommander aux présidents des deux groupes de ne pas prendre de vacances avant d'être parvenus à un accord. Bon-finalement intervenus ? Elf, en tout cas, a lâché du lest, et c'est finalement le point de vue soutenu par Total qui l'a emporté, les deux parties s'étant donné un délai pour revoir les accords contractuels de 1971.

Si l'accord conclu entre les deux compagnies pétrolières met fin dans l'immédiat au différend, il ne règle pas le problème de fond. En créant une sorte d'ATO bis, qui exercera ses activités séparément, les deux groupes ont adopté une solution bâtarde qui ne permet pas d'atteindre les objectifs fixés au départ : créer en France une grande plate-forme pétrochimique d'environ 12 milliards de francs de chiffre d'affaires capable à terme de rivaliser avec ses grands concurrents internationaux ; donner enfin à ATO-Chimie les moyens de son développement, notamment dans la chimie du chlore, en lui adjoignant les chantiers managériels (chlore et MVC). Ce sera sans doute pour une prochaine étape. En attendant, des ponts seront jetés entre ATO-Chimie et ATO bis, et un échange de dirigeants, en particulier, est déjà prévu. Chez Total, on se déclare néanmoins satisfait des termes de l'accord. Au siège d'Elf-Aquitaine, on affirme qu'il correspond au projet du mois de juillet dernier.

ANDRÉ DESSOT.

Les difficultés du groupe Willot aux Etats-Unis

LA BANQUE DE FRANCE AUTORISE LE TRANSFERT DES FONDS NECESSAIRES AU SAUVETAGE DE LA CHAÎNE KORVETTES.

La Banque de France a donné, mardi 26 août, l'autorisation au groupe Agache-Willot de transférer les fonds nécessaires au sauvetage de sa filiale américaine, la chaîne de magasins Korvettes, à l'initiative de la Banque de France, M. Jean-Pierre Willot, P.-D.G. du groupe, devait se rendre aux Etats-Unis au début de la semaine prochaine afin de signer l'accord définitif avec les banques américaines créancières de Korvettes. Selon l'accord de principe conclu la semaine passée avec les banques, le groupe Willot doit verser immédiatement « cash » une somme de 25 millions de dollars (18,5 millions de francs environ), à laquelle s'ajoutent 2 millions de dollars versés ultérieurement, afin d'éponger les dettes de Korvettes (38 millions de dollars au total) vis-à-vis de ses créanciers.

ÉTRANGER

LA SESSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le président du Bangladesh demande une réduction de moitié du prix du pétrole en faveur des pays les plus démunis

New-York (Nations unies). — La véritable discussion en commissions ne commençant en principe que jeudi 28 août, la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le développement s'est poursuivie le mardi 26 août par les interventions, en séance plénière, des chefs de délégation. Ainsi le général Ziaur Rahman,

président du Bangladesh, le seul chef d'État venu à la réunion de l'ONU, a-t-il attiré l'attention sur la situation de la trentaine de pays les moins développés, dont le revenu par habitant, la production agricole et les exportations ont, à prix constant, diminué ces dernières années. Il a aussi rappelé que les dépenses militaires annuelles s'élevaient dans le

monde à près de 500 milliards de dollars et qu'elles augmentaient de 40 milliards de dollars chaque année, tandis que la dette cumulée du tiers-monde dépassait 300 milliards de dollars, et que le déficit des paiements des pays en développement pourrait atteindre 60 milliards cette année.

De notre envoyé spécial

S'appuyant sur les conclusions de la commission Brandt, le président bangladais a relevé que les besoins financiers nécessaires pour couvrir les dépenses annuelles de développement des pays les plus démunis représentaient moins de 1 % des dépenses d'armement. Aussi bien a-t-il demandé que soit mis sur pied un programme d'actions immédiates et que soit préparé activement la conférence de l'O.N.U. qui, décidée lors de la réunion de la V^e CNUCED en mai 1979 à Manille, sera en 1981 consacrée aux États les moins avancés.

Dans cette perspective le général Rahman a fait diverses propositions dont certaines constituent des critiques ouvertes à l'égard des pays pétroliers, ce qui apparaît singulier de la part d'un État membre du groupe des « 77 », musulman de surcroît. Le président bangladais, par exemple, a invité l'OPEP à assumer ses « responsabilités concrètes » à l'égard des pays les plus démunis, en consentant en leur faveur une réduction de 50 % du prix du pétrole et en investissant une part beaucoup plus grande de leurs revenus. Il a également suggéré la constitution d'un « consortium international » pour financer la mise en valeur des ressources énergétiques des pays les moins développés.

« Ensemble »

Porte-parole d'un pays qui joue un rôle de premier plan au sein des soixante-dix-sept, et qui est à l'origine du projet de « négociations globales », M. Benhabib, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, président du conseil de la C.E.E., la prolongation de la situation actuelle comporte des dangers évidents d'aggravation et il est donc urgent et conforme à l'intérêt de tous de mettre en œuvre des actions adaptées, rapides et concrètes », a dit pour sa part M. Jean-François Poncet, ministre français des affaires étrangères.

La France, affichant l'esprit d'ouverture dont se parent volontiers la plupart des pays occidentaux, a la volonté politique de participer à l'effort collectif. Elle est convaincue qu'il est non seulement nécessaire, mais possible, de mener à bien la lourde tâche d'arriver à des accords sur les questions dont l'Assemblée est saisie », a affirmé M. François Poncet. Le ministre des affaires étrangères a indiqué que pour le gouvernement français, il y a une hausse brutale du prix du pétrole, et une baisse dans son montant et dans son rythme, lui assigner la responsabilité exclusive de la crise serait clairement abusif.

« Nous ne contestons pas, pour

Aux États-Unis

Nouvelle remontée des taux d'intérêt

Plusieurs banques de premier plan ont franchi un nouveau degré dans la remontée des taux

En Chine

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PAIERONT UN IMPÔT DE 15 % SEULEMENT

Les entreprises étrangères qui s'installent en Chine dans les nouvelles zones franches situées à Guangzhou, dans le sud du pays, non loin de Hongkong, outre qu'elles seront exonérées des droits de douane sur leurs approvisionnements, devront payer un impôt sur les bénéfices de seulement 15 %. Cette réglementation a été décidée mardi 26 août par la commission permanente du Congrès national du peuple, rapporteur le « Financial Times » et l'agence Associated Press. D'autres zones franches s'ouvrant de parades aux investissements étrangers vont être créées dans la province de Fujian, puis à Fuzhou. Dans ces zones, la suppression des droits de douane ne jouera pas systématiquement pour les biens de consommation.

Il n'y aura pas de restriction aux rapatriements de capitaux. De même, aucune allusion n'a été faite à un prélèvement fiscal à la source. Enfin, pendant un certain temps du moins, les entreprises étrangères ne pourront pas écouler leur production sur le marché intérieur chinois. Le sol restera pratiquement étranger : le prix de sa location sera faible.

d'intérêt avec les États-Unis. C'est ainsi que différents établissements de l'État de New-York — dont la Marine Midland Bank et de la Citicorp — ont suivi, mardi 26 août, l'exemple donné quelques heures plus tôt par la Chase Manhattan Bank en portant leur taux d'intérêt de base de 11,25 à 11,50 %.

Dans les milieux bancaires, on prévoit la généralisation de ce mouvement qui traduit la tension existant actuellement sur les coûts que les banques doivent supporter pour se refinancer sur le marché monétaire.

En fait, la présente reprise des taux d'intérêt à court terme, se trouve alimentée par la crainte de voir le « Federal Reserve System » resserrer de nouveau les conditions de crédit face à un gonflement excessif de la masse monétaire de nature à entretenir l'inflation. La hausse précédente, d'un quart de point également, remontait à une semaine de cotation ensuivie rapidement, généralisée à l'ensemble du système bancaire, vendredi.

Reste à savoir si le présent mouvement de reprise des taux d'intérêt à court terme n'est que le reflet d'une tension monétaire ou l'annonce d'un phénomène durable qui ferait, par exemple, remonter le « prime rate » à son record absolu de 20 % atteint au début du mois d'avril dernier. Pour nombre d'observateurs, cette dernière hypothèse n'est pas la plus probable, et il semble d'ailleurs que Wall Street l'ait interprétée comme telle. — (A.G.P.)

ÉNERGIE

LA NORVÈGE SOUHAITE QUE LE PRIX DU GAZ SOIT ALIGNÉ SUR CELUI DU « BRUT »

(De notre correspondant.) Oslo. — Dans le discours prononcé mardi 26 août à l'occasion de l'inauguration d'une exposition internationale de technologie pétrolière, à Stavanger, le premier ministre norvégien, M. Nordli, a exigé la Norvège que le prix du pétrole brut et celui du gaz soient alignés.

L'État norvégien avait déjà tenté de faire valoir ce principe lors de l'établissement, cet été, d'un contrat à long terme avec la société industrielle ouest-allemande Gelsenberg, laquelle avait été acceptée par cette société mais refusé par le gouvernement ouest-allemand. Les États-Unis avaient alors signalé aux autorités norvégiennes qu'elles ne pouvaient accepter une telle demande mais étaient prêts à opposer une réponse ferme d'Oslo.

C'est désormais la première fois que la position norvégienne en faveur d'une indexation est officiellement affichée. « Dans le système économique mondial existant, le mécanisme du prix reste un instrument décisif pour l'ajustement de la consommation », a dit M. Nordli, avant d'ajouter que le prix du gaz devrait rejoindre celui du pétrole sur le marché international au milieu des années 80.

Par la même occasion ont été présentés les résultats de la société pétrolière d'État Statoil pour les six premiers mois de cette année. Cette société a enregistré une augmentation de 10 % de son chiffre d'affaires, mais une baisse de 10 % de son bénéfice net. Les discussions entre les deux parties ont porté sur une modification des formules d'indexation et visent à aligner progressivement le prix du gaz norvégien sur celui du pétrole. Ce alignement se fera en un peu plus d'un an et se traduira par une hausse progressive et régulière du gaz acheté par la France, qui importe environ 10 milliards de mètres cubes de gaz norvégien par an.

Cinq domaines d'action

« Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, d'aménager par quelques expédients le système existant, encore moins de nous contenter d'élaborer des remèdes temporaires, ou de nous borner à dispenser quelques soulagements immédiats. Ce dont il est question, c'est de reconnaître un fait simple et évident : l'ordre économique mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale est déréglé. Il ne fonctionne plus de façon satisfaisante, ni pour ceux qui en contestent aujourd'hui les principes, ni pour ceux qui, comme la France, en ont été les architectes d'origine ».

Le représentant français a cité cinq domaines d'action qui, selon Paris, doivent figurer à l'ordre du jour des « négociations globales » : améliorer le pouvoir d'achat des P.V.D. ; organiser à terme une enquête de réflexion et de discussion sur l'énergie afin de rendre « plus prévisibles dans l'avenir les prix et les approvisionnements » ; développer le commerce international (cf. la France, a déclaré M. François Poncet, poursuivra avec persévérance son effort d'ajustement de ses structures de production aux changements qu'entraînera l'industrialisation du tiers monde) ; augmenter l'aide publique au développement (La France réaffirme son attachement à l'objectif de 0,7 % du P.N.B. et elle soutient l'idée de fixer un calendrier pour sa mise

en œuvre) ; enfin adapter le rôle des institutions monétaires et financières internationales aux problèmes spécifiques des P.V.D. La France n'est pas à cet égard aussi prudente que la sont les autres pays riches. Le ministre des affaires étrangères a laissé entendre que les questions de procédure — telle que la participation des organisations spécialisées aux « négociations globales » — ne devaient pas retarder l'ouverture de ces négociations, dont, a-t-il dit.

Paris a décidé d'augmenter — très substantiellement — sa participation à la réserve alimentaire internationale d'urgence et d'accroître de 30 % l'année prochaine, ses contributions à la nouvelle convention européenne d'aide alimentaire. Enfin, M. François Poncet a souligné l'importance des réalités géographiques et de la coopération régionale. Il a rendu hommage, comme l'avait fait le général Ziaur Rahman, à l'initiative prise par le Mexique et la Venezuela, qui ont accordé à un ensemble de pays voisins de l'Amérique centrale et des Caraïbes la garantie de leur approvisionnement pétrolier en mettant à leur disposition une partie des recettes correspondantes et, bien entendu, évoqué dans la même esprit le projet de dialogue euro-arabique.

GÉRARD VIRATELLE

GRANDE-BRETAGNE

« Difficultés dans l'industrie du papier. — Quelques jours après que le groupe Bowater ait annoncé la fermeture de son usine de papier journal d'Elstow, dans le port de Liverpool, mesure qui a entraîné mille six cents licenciements, le groupe Reed a annoncé la suppression de sept cents emplois dans sa fabrique de papier et de carton d'Aylesford (Kent). »

ISRAËL

« La dette israélienne s'élevait au 1^{er} juillet à 16 150 millions de dollars, dont un tiers était dû au gouvernement des États-Unis, ce qui représentait un accroissement de 2 milliards de dollars par rapport au 31 juillet 1979. Israël devrait rembourser, d'ici à la fin de l'année, 1,8 milliard de dollars, soit 30 % de son produit national brut. — (A.F.P.) »

PORTUGAL

« Le Portugal va exporter durant les trois prochains mois 600 000 tonnes de pâtes à papier vers la Chine plus tard, une brochure annonçant que le commerce luso-chinois à Lisbonne. La valeur du contrat s'élève à 1,6 milliard d'escudos (135 millions de francs), à comparer au montant des exportations portugaises vers la Chine en 1979, qui a été de 57 millions d'escudos (5 millions de francs). »

MONNAIE

TASSEMENT DU DOLLAR

Malgré la nouvelle hausse des taux de base bancaires américains, le dollar a légèrement fléchi mercredi 27 août sur les grandes places financières internationales. À Paris, il est revenu à 4,187 F (contre 4,199 F mardi en clôture), tandis qu'il s'échangeait à 1,801 DM à Francfort (contre 1,804 DM) et à 1,622 FF à Zurich (contre 1,627 FF). La baisse du billet vert a été encore plus marquée à Tokyo (228,90 yens contre 231,50 yens).

Victime d'un accès de faiblesse mardi après l'annonce d'une forte hausse des prix en juillet, le franc français s'est alors comporté comme un crédit, remuant par rapport à toutes les devises, sans vis-à-vis de la livre sterling dont le cours a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans à 2,530 dollars.

AGRICULTURE

BILLET

Les contradictions de la politique de la qualité du gouvernement

« La vigilance est à tous les niveaux »...

M. Fouchier, sous-secrétaire d'État à l'Agriculture, s'est-il sorti de la pénible affaire des « vœux aux hommes », au prix d'explications embarrassées, vite contredites par une enquête de ses propres services, ou s'agit-il d'un nouveau tour de passe-passe de la politique de la qualité du gouvernement.

Depuis trois ans et demi, cette politique se traduit concrètement par l'action de la seule direction de la qualité du ministère de l'Agriculture, chargée à la fois de la protection sanitaire des cultures et du cheptel, de l'hygiène alimentaire — ses fonctions traditionnelles — et aussi de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité des produits, bref de la défense du consommateur. Cette mission qui va, par exemple, de la lutte contre la « tuberculose bovine » ou le « département bactérien du pêcheur » au contrôle de la qualité des « alcools » vendus au public, en passant par la surveillance des abattoirs et de l'alimentation du bétail, la fixation de règles définissant le pedigree des animaux femelles ou la « surveillance des commerces implantés auprès du réseau autoroutier », etc.

Présentant le troisième rapport annuel de cette direction, M. Fouchier soulignait, à juste titre, la noblesse et la complexité des tâches, rendues plus utiles encore depuis que la suppression du contrôle des prix laisse aux seuls consommateurs le soin de faire contrepoids aux abus des commerçants et des producteurs. Les 100 millions de francs de la direction pour la surveillance sanitaire et l'hygiène animale.

Quant aux effectifs (1), certes « en augmentation » (de deux postes en 1979), ils atteignent tout juste la moitié du nombre des agents de police parisiens. M. Fouchier, d'autant plus mal à l'aise que, deux jours auparavant, le Syndicat national des vétérinaires praticiens avait dénoncé la réduction de 10 à 15 % des contrôles et des vaccinations, gâchées avec l'effort sur ce qu'il nommait les « contraintes budgétaires », parlait de « redéploiement » des actions, et soulignait que le minimum de ressources humaines, et de maintenir les emplois.

L'histoire se répète malheureusement à deux semaines d'intervalle. Les assurances du secrétaire d'État devaient être aussitôt contredites par un document publié par ses services. Le personnel du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, affecté en région parisienne, publiait, en effet, deux jours plus tard, une brochure annonçant que s'élevait sans pudeur la « grande misère » des services dont le ministre venait de vanter l'action.

Manque criant d'effectifs :

1 054 personnes employées début 1980 par la répression des fraudes pour l'ensemble de la France, dont 338 opèrent « sur le terrain », au sein des inspections régionales et départementales ; 53 agents d'inspection seulement pour Paris et la « petite couronne » — dont plus de la moitié « prêtée » pour deux ans par la préfecture de police, — 2 agents pour l'ensemble du Val-d'Oise, soit 1 pour 45 000 habitants, etc. A titre de comparaison, la seule Ville de Paris compte 1 142 « asservies » — agents de bureau-voie publique — pour l'administration !

Seconde carence, encore plus gênante : celle des moyens d'action mis effectivement à la disposition de ce personnel, au demeurant beaucoup plus mal payé que ses homologues à l'inspection du travail, ou de la concurrence (ministère des finances). Dans ce domaine, les exemples cités frôlent la caricature. Ainsi, les inspections régionales et départementales ne disposent-elles au total que de 25 véhicules administratifs, soit en moyenne 1 pour 14 agents appelés à se déplacer !

En outre, la faiblesse des crédits disponibles — alors que le coût des journées de « sortie » ne cesse de croître, — réduit au fil des années le nombre des sorties — et donc des contrôles —, permis aux agents de l'inspection (10,6 jours par mois en 1980 contre 16,4 jours en 1975). D'après les informations actuelles, note le personnel du service, les crédits ne seraient pas augmentés en 1981, ce qui ferait alors moins de 10 jours de contrôle par agent et par mois (!). C'est réduire à l'impasse un service dont les missions, au contraire, augmentent.

Il y a plus. A Paris et dans la région parisienne, aucun des services d'inspection ne dispose, faute de moyens, d'une documentation exploitable. Le personnel est entassé dans des bureaux minuscules, pour la plupart « prêtés » par les préfectures : trois pièces à Paris, deux dans la Seine-Saint-Denis, deux également à Rungis, dans le Val-de-Marne, ces dernières n'ayant pas même le téléphone !

Un abîm ?

« La prise en charge de la région parisienne par notre administration se fait dans de telles conditions que... elle semble aboutir objectivement à une suppression du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes dans cette région », conclut, logique, le personnel de la répression des fraudes, qui, fort de ce constat accablant, s'interroge : « Il est rare, dans un pays où l'hyperbole fait pourtant florès, de découvrir dans la réalité un décalage aussi criant entre la complexité des missions confiées à un service public et la pauvreté des dotations mises à sa disposition (...). Ainsi, la question doit être posée : comment le service n'a-t-il pas volontairement délégué de sa compétence à d'autres services aux strictes limites d'un abîm convenable, voire d'en finir une fois pour toutes avec lui ? »

On ne saurait être plus clair. « La vigilance est à tous les niveaux », assurait M. Fouchier. Il ne pense pas à bien dire...

V. M.

(1) Sept mille trois cents personnes au total, dont mille huit cents vacataires, en décembre 1979.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,1800 4,1800	+ 25 + 65	+ 25 + 45	+ 25 + 115
£ sterl.	2,6130 2,6135	+ 15 + 25	+ 25 + 100	+ 25 + 115
Yen (100) ..	1,9800 1,9800	+ 15 + 25	+ 25 + 15	+ 15 + 55
DM 2,2320 2,2370	+ 30 + 80	+ 35 + 135	+ 35 + 450	+ 35 + 450
Florin 2,1330 2,1330	+ 5 + 45	+ 5 + 45	+ 5 + 45	+ 5 + 45
F.B. (100) .. 14,9200 14,9200	+ 135 + 55	+ 300 + 330	+ 1100 + 500	+ 1100 + 500
F.B. (100) .. 2,5150 2,5220	+ 80 + 125	+ 250 + 250	+ 650 + 750	+ 650 + 750
£ (100) 4,3600 4,3600	+ 100 + 100	+ 100 + 100	+ 100 + 100	+ 100 + 100
£ 9,9730 9,9770	+ 550 + 420	+ 1000 + 520	+ 3270 + 1250	+ 3270 + 1250

	9	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4
\$ E.-U.	9 5/8	10	10 1/8	10 3/8	11	11 1/8	11 3/8	11 5/8	12 1/8
£ sterl.	10 1/8	10 3/8	10 5/8	10 7/8	10 9/8	10 11/8	10 13/8	10 15/8	10 17/8
F.B. (100) ..	12 1/2	12 3/2	12 5/2	12 7/2	12 9/2	12 11/2	12 13/2	12 15/2	12 17/2
£ (100) 4 1/2	5	5 1/2	5 3/2	5 5/2	5 7/2	5 9/2	5 11/2	5 13/2	5 15/2
£ (100) 25	30	35	40	45	50	55	60	65	70
£ 17 3/8	17 1/2	17 1/4	17 3/4	17 1/2	17 3/4	17 1/2	17 3/4	17 1/2	17 3/4
£ 12 3/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Notes : Les données et les cours sont ceux qui ont été indiqués au fil de la matrice par une grande banque de la place.

LES MARCHÉS FI

LONDRES

NOUVELLES DES MARCHÉS

BOURSE DE PARIS

26 AOUT

500 من الأمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
26 AOÛT

Marché sélectif mais toujours bien orienté

Depuis le début du nouveau mois boursier, le mouvement de reprise s'est poursuivi mardi à la Bourse de Paris. Bien qu'à très sélectif, le marché a été bon, alliant dans l'ensemble et, à la clôture, les cours avaient en moyenne progressé de 0,75 % environ.

Des points de fermeté sont apparus dans presque tous les compartiments. Presques de la Cité s'écroule aux imprimeries, Grand Travaux de Marseille au bâtiment, Skis Rossignol aux ditors, S.I.A.S. et l'alimentation Peugeot aux automobiles, Localfrances aux banques et Prénatal aux magasins.

Déjà peu nombreuses la veille, les baisses se sont rarifiées, une dizaine seulement atteignant ou dépassant 1 %, parmi lesquelles figuraient, notamment, la Française de Raffinage, Simco et le Crédit national.

La vive remontée des prix de détail en juillet, annoncée par M. Monory, après l'accalmie de la semaine dernière, a fait que les opérateurs du marché ont pu attendre la nouvelle, il est vrai, et attendre et les diverses augmentations traditionnelles enregistrées en juillet ont pu pousser l'indice vers le haut. Le phénomène du fait accompli a pu jouer dans ces conditions. Mais que dire du commerce de détail, qui quand Wall Street commence à redouter des signes de faiblesse ?

En fait, les vrais amateurs de la Bourse restent les grands spéculateurs, les détenteurs de primes d'assurance, Caisse des dépôts, Scavo Monory. Selon les professionnels, la remontée de l'indice a commencé à les rassurer. Les vendeurs de contrats de vente sont faibles, ces quelques achats, avec ceux effectués par la spéculation au début de la semaine, ont en quelque sorte suffi, mais il faut encore faire monter les cours.

L'or a continué de fléchir, le lingot revenant de 85 700 F à 85 300 F et le napoléon de 780 F à 775,50 F.

LONDRES

L'effritement des cours se poursuit jeudi matin. Les industrielles se tassent plus franchement, perdant de 4 à 5 points, de même que les pétroles et les fonds d'Etat. Seules les mines d'or se redressent dans le sillage du métal précieux.

Dr (overseas) (millions) 632 76 428 85		
VALUES	CLOSURE 26/8	CLOSURE 27/8
Betchem.....	167	198 ..
British Petroleum.....	262 ..	266 ..
Carburants.....	64 ..	64 ..
« Les Baux ».....	9 5/8	9 7/16
Imperial Chemical.....	256	266
Rio Tinto Zinc.....	475 ..	473 ..
Shell.....	420	418 ..
Victrola.....	132	131
Wm Lows 3 1/2 %.....	31 1/2	31 3/8
« West » Bristols.....	89 1/2	89 1/4
« Western » Holdings.....	79 ..	79 3/4

NEW-YORK

Baisse légère
Malgré la nouvelle augmentation du taux de base, qui passe de 11.25 % à 11.50 %, Wall Street a

bien réalisé mardi. Grâce aux hausses constatées en début de séance, les prises de bénéfices qui ont été tentées la suite ont pu être contenues.

Les investisseurs restent prudents et évoquent toujours la possibilité d'un resserrement de la politique du dollar par la Fed.

Le volume des échanges, bien que faible, marque une hausse par rapport à la séance de lundi (41,7 millions de titres contre 39,7 millions). Sur le marché des valeurs à plus active du marché, Sur 1 800 actions traitées, les baisses ont dominé (799 baisses contre 689 hausses et 682 cours inchangés).

Les cours des actions Dow Jones des industries s'inscrivent à 953,41

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

OCE - VAN GRINTEN. — Pour le premier semestre de l'exercice 1964 le chiffre d'affaires progresse de 12 %. Toutes les activités du groupe ont été saines. Le résultat d'exploitation est en hausse de 14 %. Mais le bénéfice net reste stable en raison d'une augmentation très sensible des frais financiers. Réduit à une action, le bénéfice net représente 10.45 florins.

DRESDNER BANK. — La banque allemande devrait réduire son dividende. Les bénéfices enregistrés au cours de la première partie de l'année sont en effet en recul de près d'un tiers par rapport à la période correspondante de l'année dernière.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED. — Hausse sensible du dividende, qui passe de 205 cents à 375 cents. L'exercice clos au 30 juin 1980 s'est soldé par un bénéfice net de 78,2 millions de rands (contre 55,6 millions).

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES. — Total Petroleum of North America, filiale de la C.F.P., rachète la Vickers Petroleum pour la somme de 345 millions de dollars.

Taux du marché monétaire
 Effets privés, de 27/2 .. 11 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Le Trésor à vingt-six semaines
produit un intérêt de 10,25 %.

VALUES	COURS 25/8	COURS 26/8
1	68 1/8	68 1/2
2	68 1/2	68 3/4
3	68 3/4	68 5/8
4	68 5/8	68 1/2
5	68 1/2	68 1/4
6	68 1/4	68 1/8
7	68 1/8	68 1/16
8	68 1/16	68 1/32
9	68 1/32	68 1/64
10	68 1/64	68 1/128
11	68 1/128	68 1/256
12	68 1/256	68 1/512
13	68 1/512	68 1/1024
14	68 1/1024	68 1/2048
15	68 1/2048	68 1/4096
16	68 1/4096	68 1/8192
17	68 1/8192	68 1/16384
18	68 1/16384	68 1/32768
19	68 1/32768	68 1/65536
20	68 1/65536	68 1/131072
21	68 1/131072	68 1/262144
22	68 1/262144	68 1/524288
23	68 1/524288	68 1/1048576
24	68 1/1048576	68 1/2097152
25	68 1/2097152	68 1/4194304
26	68 1/4194304	68 1/8388608
27	68 1/8388608	68 1/16777216
28	68 1/16777216	68 1/33554432
29	68 1/33554432	68 1/67108864
30	68 1/67108864	68 1/134217728
31	68 1/134217728	68 1/268435456
32	68 1/268435456	68 1/536870912
33	68 1/536870912	68 1/1073741824
34	68 1/1073741824	68 1/2147483648
35	68 1/2147483648	68 1/4294967296
36	68 1/4294967296	68 1/8589934592
37	68 1/8589934592	68 1/17179869184
38	68 1/17179869184	68 1/34359738368
39	68 1/34359738368	68 1/68719476736
40	68 1/68719476736	68 1/137438953472
41	68 1/137438953472	68 1/274877906944
42	68 1/274877906944	68 1/549755813888
43	68 1/549755813888	68 1/1099511627776
44	68 1/1099511627776	68 1/2199023255552
45	68 1/2199023255552	68 1/4398046511104
46	68 1/4398046511104	68 1/8796093022208
47	68 1/8796093022208	68 1/17592186044416
48	68 1/17592186044416	68 1/35184372088832
49	68 1/35184372088832	68 1/70368744177664
50	68 1/70368744177664	68 1/140737488355328
51	68 1/140737488355328	68 1/281474976710656
52	68 1/281474976710656	68 1/562949953421312
53	68 1/562949953421312	68 1/1125899906842624
54	68 1/1125899906842624	68 1/2251799813685248
55	68 1/2251799813685248	68 1/4503599627370496
56	68 1/4503599627370496	68 1/9007199254740992
57	68 1/9007199254740992	68 1/18014398509481984
58	68 1/18014398509481984	68 1/36028797018963968
59	68 1/36028797018963968	68 1/72057594037927936
60	68 1/72057594037927936	68 1/144115188075855872
61	68 1/144115188075855872	68 1/288230376151711744
62	68 1/288230376151711744	68 1/576460752303423488
63	68 1/576460752303423488	68 1/1152921504606846976
64	68 1/1152921504606846976	68 1/2305843009213693952
65	68 1/2305843009213693952	68 1/4611686018427387904
66	68 1/4611686018427387904	68 1/9223372036854775808
67	68 1/9223372036854775808	68 1/18446744073709551616
68	68 1/18446744073709551616	68 1/36893488147419103232
69	68 1/36893488147419103232	68 1/73786976294838206464
70	68 1/73786976294838206464	68 1/147573952589676412928
71	68 1/147573952589676412928	68 1/295147905179352825856
72	68 1/295147905179352825856	68 1/590295810358705651712
73	68 1/590295810358705651712	68 1/1180591620717411303424
74	68 1/1180591620717411303424	68 1/2361183241434822606848
75	68	

INDICES QUOTIDIENS

	(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)	25 août	26 août
		—	—
valeurs françaises ..	169,4	110,5	
valeurs étrangères ..	114,6	114,9	
Société DES AGENTS DE CHANGE			

	26/8	27/8
1 dollar (en yens)....	221 50	220 30

26 AOU

BOURSE DE PARIS - 26 AOUT - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

saïon	VALEURS	clôture	premier cours	premier cours	premier cours	saïon	VALEURS	clôture	cours	cours	premier cours	saïon	VALEURS	clôture	cours	cours	premier cours	cours
2550	4.45 % 1978	2550	2568	2555	2540	1180	El-Aghargh	(1180)	1155	1168	1155	163	Hargit-Marx	172	172	170	163	163
3715	A.C. 3 % 1978	3715	3735	3720	3700	1180	(-partici.)	220	220	225	225	47	Hargit-Marx	172	172	170	163	163
3715	Africaine Océ.	414	414	417	416	280	C.I. Lebonore	282	278	283	282	35	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Air Liquide	414	467	9	467	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-Ent	35	35	35	18	230
414	Ass. Part. Ind.	414	414	414	414	300	El-Aghargh	300	300	300	300	71	Hard-					

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la circulation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne quitterons pas pendant l'après-midi des locaux pour le moment.

	Price, closure	Premer	Dermer	Compt. premier	Compen	VALEURS	Price, closure	Premer	Dermer	Compt. premier
Electr. (n.b.)	37	876		868	32	Reaser	81	49		82
Ind. (n.b.)	133	133	133	30	30	Can. Electr.	224	80	222	60
Oil (n.b.)	236	237	238	237	234	Gen. Motors	234	521	231	227
Auto (n.b.)	276	276	278	276	276	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	174	174	174	174	174	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	19	19	19	19	19	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	187	187	187	187	187	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	42	422	422	422	422	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	72	72	72	72	72	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Textile (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Comm. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Gov. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Ind. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Auto (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Chem. (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Bank (n.b.)	185	187	187	188	188	Guadalupe	53	59	58	52
Food (n.b.)	185	187	187	1						

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	-----------------------------------	----------------------

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 1/4	Achat	Vente	NOMINAUX ET REVERSES	COURS prix.	COURS 25 S
Extra-Grain (5 %)	4 182	4 184	4 635	4 280	Or fin (d'Or en barre)	45500	45200
Allergrain (100 DM)	211 280	232 450	225 330	238 560	Or fin (en lingots)	45700	45400
Malgache (100 k)	232 890	213 280	238	217	Pièce française (20 F.)	700	775
Mananar (100 k)	76 100	76 250	72 32	77 200	Pièce française (10 F.)	414 90	411 10
Mananar (100 k)	76 100	76 250	72 32	77 200	Pièce française (5 F.)	222	245
Grande-Gravette (100 k)	9 812	9 808	9 780	10 265	Pièce italienne (20 L.)	540	521
Italie (100 k)	4 885	4 884	4 640		Souveraine	785	800
Suisse (100 k)	20 250	20 250			Pièce de 20 dollars	3120	3120
Suisse (100 k)	20 250	198 090	56	181 550	Pièce de 10 dollars	1580	1585
Autriche (100 sch.)	32 765	32 850	31 800	35 480	Pièce de 5 dollars	850	850
Belgique (100 k)	6 426	6 426	6 140	6 500	Pièce de 1 dollar	3285	3285
Portugal (100 esc.)	6 426	6 426	6 140	6 500	Pièce de 10 florins	844	810
Canada (5 cent.)	1 872	1 872	1 510	2 745			
Japan (100 yen)	1 872	1 910	1 760	1 960			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AFRIQUE : « C'est d'appeler l'Empire », par Pierre Linaï; « Pierre Savorgnon de Brazza, tel qu'en son petit-neveu », par Philippe Decroix; « Où va le Sénégal? », par Jean Roux; « Intellectuels et idéologies de domination », par Sissu Le Bernard.

ETRANGER

3-4. EUROPE
— POLOGNE : l'extension de mouvement de grève.
— CHINE : l'Assemblée nationale populaire ne rétablit pas la fonction de président de la République.
— CORÉE DU SUD : le général Chun Doo-hwan est nommé chef de l'Etat.

6. PROCHE-ORIENT

— EGYPTÉ : Washington poursuit la mise en place de points d'appui au Proche-Orient et dans l'océan Indien.

7. AFRIQUE

— TUNISIE : les communistes semblent accorder un préjudice favorable à la politique d'ouverture.

7. AMERIQUES

8. L'arrestation en Sicile d'un responsable de trafic de l'héroïne vers les Etats-Unis.

SPORTS

— VOILE : France-III en finale des challenges de la coupe de l'America.

EDUCATION

ARTS ET SPECTACLES

9. CINÉMA : « Rencontre avec Édouard Niemojens pour son film *Anthracite* », par Hervé Guibert.

10-11. CIRQUE : « Le clown se meurt », par Claude Flécher; « Un stage chez Annie Fratellini », par Nicolas Bonn.

12. CULTURE : « Au nom des combats populaires », par Thomas Ferenzi.

JOURS D'ÉTÉ

17-18. « Sol et moi », roman-reportage de Point-Du-Pic; *Météorologie*; Informations « services »; Jeux.

ÉCONOMIE

20-21. LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS.
22. ÉTRANGER : hausse des taux d'intérêts aux États-Unis.

— AGRICULTURE : les contradictions de la politique de la qualité du gouvernement.

RADIO-TELEVISION (18)

Annouces classées (19-20); Carnet (9); *Journal officiel* (17); Programmes spectacles (13 à 16); Mots croisés (17); Bourse (22).

Le numéro du « Monde » daté 27 août 1980 a été tiré à 510 798 exemplaires.

le jeudi 28 août réouverture

CAPELOU
les belles literies et tout ce qui se transforme en lit

37, av. de la République
Paris (11^e), 357.48.25
Miro Perennier

CHAMPAGNES GRANDS VINS

ALCOOLS DE MARQUES

GRANDE VENTE RECLAME

103, rue de Turenne
75003 277.59.27

Réouverture le 26 AOÛT.

ABCDEF

RÉDUIT À TROIS ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration de Manufrance se réunit dans une atmosphère de crise

Bien que l'intersyndicale de Manufrance et la fédération de la Loire du parti communiste aient estimé la tenue de cette réunion inopportune, le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) devait se tenir le 27 août à Paris comme il était initialement prévu.

A la suite de la décision prise par la MACIF (qui détient toujours 30 % du capital de la S.N.M.) de ne plus être représentée au conseil d'administration avec voix délibérative, seulement MM. De Saint-Just, Mestries et Garbolino, participeront à cette réunion qui se tiendra donc dans des conditions difficiles.

Avant de se rendre à Paris, l'administrateur-délégué de la S.N.M., M. de Saint-Just, a rencontré mercredi matin à Saint-Etienne M. Maurice Bontrand, président du tribunal de commerce, et M. Rosignol, l'un des syndics de l'ancienne société. Les rencontres ont fait naître des rumeurs faisant état de la possible nomination d'un administrateur provisoire. M. de Saint-Just s'est entretenu avec les responsables syndicaux qui l'ont mis en garde contre des prises de décision hâtives scellant définitivement le sort de la firme.

Le soir même les travailleurs de Manufrance réunis en assemblée générale ont décidé mercredi matin d'occuper les locaux.

De notre correspondant

Lyon. — « Société à la dérive », telle annonce aurait bien pu de chance d'être suivie d'effet. Pour tant, la Société nouvelle Manufrance est bel et bien dans cette triste situation. Le retrait annoncé samedi 23 août des trois administrateurs de la MACIF a aujourd'hui des conséquences qui ont été sous-estimées dans un premier temps. En effet, le conseil d'administration, après le départ de MM. Juvénat, Bernard et Douteys, qui représentaient la MACIF, se compose de trois personnes : MM. Blaise de Saint-Just, administrateur général, René Mestries, ancien P.D.G., et Michel Garbolino, représentant de la société financière sise Equitas. Une société dont on ignore aujourd'hui encore qui sont les véritables mandataires et qui ne pourra en aucune manière avoir un rôle actif au sein de la S.N.M.

On voit mal ces trois hommes — dont les deux premiers ne sont que des actionnaires symboliques — entre lesquels existe de surcroît un lourd contentieux après le départ de M. Mestries le 12 mai dernier — tenir à bout de bras une entreprise dont la trésorerie présente un déficit estimé à 200 millions de francs. De plus, M. Michel Garbolino n'a maintenu sa participation au conseil prévu ce mercredi que pour permettre que la réunion ait lieu sans lui le quorum n'aurait pas été atteint — mais il a clairement fait comprendre que son rôle en tant que représentant d'Equitas est déterminé par la décision de la MACIF et les comités d'expansion économique de la Loire 30 % du capital de la S.N.M.) se limiterait à « ne pas paralyser les rouages sociaux de l'entreprise ». En d'autres termes, le conseil du 27 août pourrait bien être le dernier auquel il participe. Un différend à la décision qui devrait être rendue publique dans les prochains heures — il laisse entrevoir une porte de sortie : la cession de nouveaux administrateurs.

Par l'heure, cette situation n'est pas faite pour rendre crédible l'équipe dirigeante aux yeux des partenaires et des pouvoirs publics.

Les syndicats ont bien compris que, dans un communiqué, on déclarait la réunion du conseil « opportune » et suggèrent « qu'un débat supplémentaire soit mis à profit pour accentuer la pression sur le gouvernement afin qu'il convienne immédiatement et sans restriction son engagement ». C'est également un report du conseil de septembre, le ratio de la Loire du P.C. en réaffirmant que le P.C.F. sera « échec à toutes les spéculations ou profites qui tentent de faire aboutir la liquidation ».

M. de Saint-Just est passé outre. Cela dit que peut décider ce conseil « ocreur » ? Coopter de nouveaux administrateurs en offrant par exemple à M. Collet, le représentant de la société Fabie (actionnaire à hauteur de 10 %), le poste laissé vacant par M. Garbolino ? Tenir de trouver d'autres volontaires ? Le nom de M. Pfeiffer, dernier consultant en date, est souvent prononcé. Mais on voit mal ce dernier se jeter dans cette galère dans de telles conditions.

Les pouvoirs publics de leur côté observent. Ils avaient posé trois conditions pour accepter d'apporter un aide de 150 millions de F à la S.N.M. : la mise en place d'une nouvelle équipe de direction; un engagement financier des actionnaires; un plan de redressement réaliste. Ce constaté-t-on ? Le nouveau plan de redressement de M. de Saint-Just ne leur apparaît pas crédible. L'un des actionnaires, la MACIF, acceptant de s'engager dans des conditions telles que cet engagement paraît bien improbable; l'équité financière est réduite à sa plus simple expression. Dans ces conditions, il est hautement improbable que les pouvoirs publics s'engagent.

Dans ces conditions, on n'ose faire un pronostic sur l'issue de ce conseil d'administration et, à plus long terme, sur le sort de Manufrance même si des rumeurs insistantes ont couru mardi à Saint-Etienne faisant état de l'existence d'une offre de reprise de la firme par des investisseurs suisses pouvant apporter un crédit de campagne de deux cent millions de F.

Avant de se rendre à Paris, M. de Saint-Just a rencontré le président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, M. Maurice Bontrand, et le syndic de l'ancienne société, M. Rosignol. Doit-on attendre une initiative de ce côté ? Ce n'est pas exclu.

CLAUDE RÉGENT.

A Washington

MM. GENSCHER ET MUSKIE ONT ÉVOQUÉ LES RÉCENTS MESSAGES DE M. BREJNEV SUR LES EUROMISSILES.

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, s'est entretenu mardi 26 août à Washington avec M. Edmund Muskie. Le secrétaire d'Etat américain lui a notamment indiqué la teneur d'un message que M. Leonid Brejnev vient d'adresser au président Carter à propos des euro-missiles. Ce message serait similaire à celui que les dirigeants soviétiques ont adressé voici quelques jours au chancelier Schmidt, et dont le chef du gouvernement de Bonn avait révélé l'existence lundi.

Dans ce texte, le Kremlin manifeste à nouveau son intérêt pour les négociations Est-Ouest sur la limitation des armements. A l'issue des deux jours d'entretiens qu'il venait d'avoir avec le premier ministre norvégien, M. Nordli, le chancelier Schmidt a estimé que la R.F.A. et la Norvège devraient favoriser de telles négociations, tout en contribuant, selon leurs moyens respectifs, au renforcement du potentiel militaire de l'Otan.

On paraît soulever à Bonn que le processus de consultations entre alliés avant l'ouverture de négociations avec l'Union soviétique soit accéléré.

Les prix de détail ont augmenté de 1,5 % en juillet

L'indice des prix de détail qui sera publié jeudi 28 août indiquera pour le mois de juillet une hausse de 1,5 %.

Cette très forte augmentation s'explique notamment par la forte hausse des prix alimentaires (plus de 1 %), par celle des prix des produits manufacturés (plus de 0,5 % également), à cause notamment du relèvement des prix des voitures, enfin et surtout par la nouvelle flambée des services (presque 2,5 % en un mois), consécutive au relèvement des loyers, aux nouveaux honoraires médicaux et à la hausse des tarifs de la R.A.T.P.

En Iran

LES CHEFS SPIRITUELS DE LA COMMUNAUTÉ BAH'Ï SONT ARRÊTÉS ET ACCUSÉS DE « COMLOT »

Les neuf membres de l'Assemblée nationale de la secte baha'ï, instance dirigeante de cette communauté religieuse considérée comme hérétique par le clergé chiite iranien, ont été arrêtés, le 21 août dernier, en Iran, a annoncé, le mardi 26 août, un communiqué diffusé par les divers centres de cette communauté à l'étranger.

Le communiqué considère que l'accusation portée contre les neuf dirigeants de la communauté, d'avoir participé à la récente tentative de coup d'Etat, est « fabriquée de toutes pièces ».

« Pourtant, ajoute ce texte, à de nombreuses reprises la communauté baha'ï d'Iran a proclamé ses loyautés envers les autorités gouvernementales et a fait savoir que, conformément aux principes de la foi baha'ï, il est interdit à ses membres de participer à toute activité politique ou subversive. Comme sous les régimes précédents, les baha'ï servent de bonnes émissaires sans encaisser la cible de fausses accusations, sont emprisonnés arbitrairement et même exécutés par des groupes qui prétendent relayer des autorités de la République islamique ».

La communauté baha'ï de France a adressé au président René Sadat et à M. Radjal, le premier ministre désigné, des cables leur demandant de faire libérer leurs coreligionnaires et d'assurer à tous « la liberté du culte ».

Après l'attentat dont il a été victime

M. BAKHTIAR À DÉMÉNAGÉ

M. Chapour Bakhtiari, ancien premier ministre iranien, qui avait été victime d'un attentat, le 12 juillet, dans l'immeuble situé au 101 boulevard Bessière, à Paris (16^e arr.), où il occupait un appartement, a déménagé lundi 25 août. Il habite désormais une villa, qu'il a achetée, à Suresnes (Hauts-de-Seine), dans une zone résidentielle de pavillons.

L'ancien premier ministre iranien est protégé en permanence par une C.I.B. et plusieurs inspecteurs des renseignements généraux.

Il avait été vivement critiqué, à la fois par ses voisins et par les syndicats de policiers, de quitter le boulevard Bessière après l'attentat qui avait causé la mort d'un gardien de la paix et d'une locataire de l'immeuble (« Le Monde » du 24 juillet).

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

M. Jean-Pierre Cot estime que le pouvoir craint désormais la candidature de M. Michel Rocard

Après M. Christian Bonnet, lundi 25 août, à Antenne 2, deux autres personnalités de la majorité, M. Jean Lecanuet et Jacques Blanc, ont vivement critiqué M. Michel Rocard.

Interrogé, mardi, à TF 1, le président de l'U.D.F. a jugé que le député des Yvelines fait preuve « de générosité et d'impudence », mais il a ajouté : « Le point faible de Michel Rocard est qu'il n'a ni la connaissance ni la pratique des responsabilités de l'Etat ».

Le secrétaire du P.S., qui s'est exprimé le même jour à France-Inter, a de la même façon estimé : « Mon expérience de secrétaire d'Etat à l'Agriculture ne permet pas de dire que, dirigeant les affaires d'un pays, c'est tout de même autre chose que de se faire mousser à la tête du P.S.U. (1), même si on est le professionnel de l'opposition et que, pour diriger les affaires du pays, il ne s'agit pas de faire appel à des apprentis sorciers qui n'ont aucune expérience dans le domaine de la direction des affaires de notre pays ».

De son côté, M. Jean-Pierre Cot, prenant le relais de M. Edgard Pisani, a fait l'éloge de la position prise par M. Rocard sur la Pologne. Le député de la Savoie, qui est l'un des animateurs au sein du P.S. du courant favorable au député des Yvelines, souligne en effet dans le *Matin* publié le mercredi 27 août, « le caractère mesuré des propositions de Michel Rocard marquant une fermeté qui a cruellement manqué à la France dans l'affaire algérienne ».

M. Cot estime que la multipli-

cation des critiques adressées à M. Rocard montre que « le pouvoir s'inquiète à l'idée que le député des Yvelines pourrait être candidat ». Il précise : « On comprend dans ces conditions que Christian Bonnet s'efforce et sorte d'importer quel argument. L'affaire mérite cependant autre chose qu'un boniment de boteleur de foire, car elle engage deux conceptions différentes de la politique étrangère dans une période difficile. Rocard propose la fermeté, le Giscard pratiquait la souplesse d'adhésion. Il faudra bien que le débat s'engage sur le fond ».

De son côté, M. Pierre Masmy, ancien ministre de l'Intérieur, a commenté la déclaration de M. Christian Bonnet, avant de souligner, mercredi matin, en micro de France-Inter, qu'il « n'a pas bien compris la mise en garde » adressée par M. Monel Jospin à M. Rocard. « L'heure n'est pas aux mises en garde », a-t-il ajouté. « L'heure est à l'engagement et à l'heure de la responsabilité et d'une certaine sérénité ».

Enfin, interrogé par le *Quotidien de Paris* sur le point de savoir si M. Rocard « possède les qualités d'un homme d'Etat », M. Raymond Forni, député de Belfort et membre du C.E.R.E.S., répond par l'affirmative, tandis que M. Charles Hernu, député du Rhône, qui compte parmi les fidèles de M. François Mitterrand, fait valoir que le premier secrétaire du P.S. possède ces qualités.

MM. Bernard Stasi, président-délégué du C.D.S., et Bernard Tomic, secrétaire général du R.P.R., ne pensent pas qu'il soit nécessaire de s'engager au gouvernement pour affirmer comme un homme d'Etat, et M. Jacques Toubon, secrétaire national du R.P.R., estime que, à défaut d'expérience, M. Rocard a du courage.

(1) M. Michel Rocard a été secrétaire national du P.S.U. de 1967 à 1973 avant d'adhérer au P.S. en 1974.

L'université d'été des Jeunes giscardiens

M. D'ORNANO : les socialistes critiquent mais ne proposent pas.

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — « En 1978, le parti socialiste avait un programme qui avait pour ambition d'amener au pouvoir les communistes. Il était mauvais. Les Français l'ont rejeté. Mais enfin il y avait un programme », a déclaré M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, mardi 26 août à Sélestat devant les militants du Mouvement des Jeunes Giscardiens réunis en « campus d'été ».

« Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est l'incapacité des dirigeants socialistes à avancer des propositions. Ils savent critiquer, mais ils ne proposent rien », a-t-il ajouté en s'adressant aux jeunes militants, qui ont pour ainsi dire une partie de leurs travaux à l'été du programme socialiste.

M. d'Ornano a engagé ses interlocuteurs à faire, dans les mois qui viennent, « un effort encore plus important et plus rigoureux que d'habitude pour expliquer l'action que mène le président de la République ».

Pour sa part, la section de Sélestat du parti socialiste a protesté contre le fait que le « campus d'été » des Jeunes Giscardiens soit installé dans les locaux du lycée Koeberlé, alors que le ministère de l'Éducation manifeste son « attachement à s'émanciper de l'autoritarisme des locaux scolaires et des fins politiques ». — J. C.

(1) Charles de Rohan, prince de Soubise, faisait l'objet de moqueries dans les chansons de son temps, qui raillaient ses manières « aristocratiques ». Il était illustré, de ce point de vue, à la fin de la *Revue de la semaine* (1977), datée qui se terminait par la victoire du roi Frédéric II sur l'armée allemande d'Albrecht de Saxe, soutenue par vingt mille Français commandés par Soubise.

● ERRATUM. — Dans nos premières éditions d'hier, un « masic » a fâcheusement rendu incompréhensible un passage de l'article de M. Maurice Lévy, « Lever les doutes », passage que nous rétablissons ici : « Ce qu'il faut reconnaître de façon évidente, c'est l'antagonisme irrévocable entre le monde libre et le monde de l'oppression, dans l'impossibilité de la détente qui n'est que l'instrument d'un camp pour tromper l'autre; c'est aussi le caractère illusoire de toute politique mondiale. On ne peut être le « pays ami » de tous les pays du monde quand on a identifié clairement ses adversaires : le « neutralisme », la « finlandisation » sont alors autant de formes de démission face à nos responsabilités nationales et internationales ».

Nouvel inter

